DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024
80E ANNÉE – Nº 24779
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



L'ÉPOQUE – SUPPLÉMENT — **LA MÉTÉO, NOUVELLE OBSESSION MODERNE**

Crise politique : la proportionnelle refait débat

▸ Loué pour sa capacité à former des majorités stables à l'Assemblée, le mode de scrutin actuel n'a pas empêché la tripartition du paysage politique

▸ L'adoption de la proportionnelle pourrait libérer les partis des alliances préélectorales et favoriser les coalitions, défendent ses promoteurs

▸ « On aurait dû changer la loi électorale (...) avant la dissolution », regrette le président du MoDem, François Bayrou, dans un entretien au « Monde »

▸ L'éventuelle nomination de Bernard Cazeneuve à Matignon divise le Parti socialiste, réuni en université d'été à Blois

PAGES 8 À 10

ÉDITORIAL

LE RISQUE DU POURRISSEMENT

PAGE 26

JEUX PARALYMPIQUES **DE L'OR ET DES RECORDS**

▸ Première médaille pour l'insatiable pistard français Alexandre Léauté

▸ La renaissance d'Ali Truwit, nageuse américaine attaquée par un requin et amputée il y a un an

PAGES 15-16



Alexandre Léauté, lors de la finale de poursuite individuelle, au vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), le 30 août. GONZALO FUENTES/REUTERS

Santé **La difficile gestion des patients « psy » aux urgences**

SYMBOLES de la crise de l'hôpital, exacerbée durant la période estivale, les « patients brancards » qui engorgent les services des urgences sont constitués pour une part importante de personnes souffrant de troubles psychiques. Un afflux que le personnel soignant a souvent de grandes difficultés à gérer, n'étant pas formé ou équipé pour les prendre en charge, comme l'a illustré le suicide d'un patient aux urgences psychiatriques de l'hôpital Purpan (CHU de Toulouse), le 14 février, après dix jours passés sur un brancard. En Ile-de-France, plusieurs leviers sont activés pour éviter cet engorgement.

PAGE 12

Russie **L'impossible oubli des mères de Beslan**

Vingt ans après le massacre de 186 enfants dans une école du Caucase, lors d'une prise d'otages par des Tchétchènes, les familles des victimes attendent toujours de connaître la vérité sur les circonstances du drame, cachées par les autorités

PAGE 2

Technologies « L'intelligence artificielle est une bulle »

Pour l'essayiste anglo-canadien Cory Doctorow, les énormes investissements nécessaires au développement des grands modèles d'IA, comme ceux sur lesquels s'appuient les robots conversationnels ChatGPT, seront difficiles à rentabiliser

PAGE 13

l'été en séries

Marguerite Duras, l'éternelle mythologie

Jeune homosexuel de trente-huit ans son cadet, Yann Andréa fut l'ultime amour de l'écrivaine, qu'il accompagna jusqu'à sa mort, en 1996. Une passion dévorante et impossible

PAGES 20-21

Les nouvelles spiritualités

Créée par les jésuites, la « Messe qui prend son temps », rallongée de trente minutes pour un temps de méditation et d'échanges, séduit les jeunes croyants

PAGE 23

Culture **Les dix-sept expositions incontournables de la rentrée**



« Canotiers ramant sur l'Yerres », de Gustave Caillebotte.
COLLECTION PARTICULIÈRE/BRIDGEMAN IMAGES

GUSTAVE CAILLEBOTTE, l'or des Ming, Jackson Pollock, les trésors de la Galerie Borghèse, Chantal Akerman, les fous de Jérôme Bosch, Tom Wesselmann... Les expositions présentées cet automne, à Paris et en région, font preuve d'un rare éclectisme et mettront en avant aussi bien la peinture que l'art contemporain ou la photographie. Le Centre Pompidou présentera notamment une très vaste rétrospective autour du surréalisme et du manifeste d'André Breton, tandis que la Bourse de commerce et la Fondation Louis Vuitton, à Paris, mettront respectivement à l'honneur l'arte povera et le pop art. Les critiques du *Monde* proposent leur sélection des meilleurs événements, à découvrir dès le mois de septembre.

PAGES 18-19

Brésil
La justice ordonne la suspension du réseau social X

PAGE 5

Affaire Fillon
L'ex-premier ministre dépose un recours devant la CEDH

PAGE 9

Biodiversité
A la Guadeloupe, la difficile lutte contre les espèces invasives

PAGE 7

Université
A Paris-Saclay, une rentrée « système D » après une cyberattaque

PAGE 11

M 00147 - 901 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT



Le gymnase de l'école n° 1 de la ville de Beslan, en Ossétie du Nord-Alanie (Russie), le 20 août. SERGEI KARPUKHIN/TASS/SIPA USA

Beslan, vingt ans après la tragédie

En 2004, l'assaut contre des preneurs d'otages tchétchènes dans une école du Caucase virait au massacre. Depuis, la douleur des mères se heurte à l'indifférence de Poutine

REPORTAGE
BESLAN (RUSSIE) - *envoyé spécial*

Svetlana est un sourire figé sur une photographie, des dessins fixés au mur, une robe suspendue dans une armoire, une peluche perchée sur une étagère. *« Tous les matins, je prie pour elle, ma fille. Tous les jours, je lui parle. Au début, il y a eu de la colère, du désespoir. Seule reste cette douleur au fond de moi. Il faut survivre »*, confie Marina Pak, 59 ans, à la veille des cérémonies du souvenir à Beslan, cette petite ville d'Ossétie du Nord, dans le Caucase russe, traumatisée par la prise d'otages de son école entre le 1er et le 3 septembre 2004. Parmi les 334 civils morts, 186 enfants faisaient partie des victimes, dont Svetlana, sa fille unique de 13 ans. Vingt ans après, le pire carnage survenu lors d'une prise d'otages en Russie continue de hanter les esprits.

C'était la rentrée des classes. Un rendez-vous professionnel avait empêché Marina Pak d'y assister. Depuis, les regrets la rongent. Mais, dynamique et résolue, cette mère célibataire s'accroche à la vie. Elle s'est d'abord mariée, avec un père qui avait perdu femme et enfant dans le drame. Puis, seule à nouveau, elle a adopté German, un petit orphelin devenu un grand adolescent.

« Je m'inquiète tout le temps pour lui. Svetlana, elle, je sais qu'elle est tranquille au paradis. Dieu s'occupe d'elle. J'attends juste le jour où, en haut, je la retrouverai », souffle Marina, dans la solitude et le silence de la cuisine de sa maison à Beslan. Elle partage son temps entre l'accueil dans un monastère des montagnes environnantes et l'entretien du cimetière de Beslan. *« Je voudrais que ces endroits soient toujours pleins de fleurs et de couleurs »*, murmure encore Marina, rencontrée fin août par une chaude après-midi plongée dans cette même canicule qui avait étouffé les enfants privés d'eau par les terroristes pendant les trois jours de détention.

Vingt ans après, les mères de Beslan, combatives, restent d'autant plus seules et perdues dans leur douleur qu'elles doutent de savoir un jour la vérité sur la prise d'otages. Une trentaine de Tchétchènes, hommes et femmes encagoulés et ceinturés d'explosifs, ont retenu 1 300 enfants et adultes. Après avoir tué une vingtaine d'adultes, ils ont rassemblé les otages dans le gymnase, miné les autres bâtiments et menacé de faire sauter l'école. Sans eau, les enfants en ont été réduits à boire leur urine. Au troisième jour, à 13 heures, une explosion encore non élucidée a provoqué un mouvement de panique et, au milieu des flammes, une intervention armée. Les enfants se sont retrouvés sous le feu croisé des preneurs d'otages et de l'assaut des forces russes de sécurité.



Pendant la prise d'otages de l'école de Beslan, le 3 septembre 2004. DMITRI BELIAKOV

Des questions en suspens

« Les terroristes ont été tués, un seul survivant a été jugé », rappelle Marina Pak, en faisant référence à Nourpachi Koulaïev, un Tchétchène de 25 ans condamné en 2006 à la prison à vie. *« Mais que sont devenus les responsables parmi nos autorités ? Personne ne sera-t-il jamais jugé ni puni ? »* Les questions restent sur bien des lèvres à Beslan, et l'enquête officielle n'a apporté aucune réponse.

Elles sont pourtant nombreuses : sur ces télégrammes reçus quelques jours auparavant par les services de sécurité, qui les auraient ignorés ; sur des armes cachées au préalable et les soupçons de complicité sur place ; sur les négociations avec les terroristes que Moscou aurait feint de mener ; et, surtout, sur la cause de la première explosion dans l'école, point de départ du tragique dénouement qu'aurait provoqué un tir extérieur, possiblement d'un sniper armé d'un lance-grenades. D'où cet obsédant soupçon : l'objectif des autorités, lors de l'assaut, était-il de tuer tous les terroristes et non de sauver les otages ?

« Nos forces de sécurité ont-elles vraiment utilisé des lance-flammes et des chars pour libérer l'école ? », demande Soussanna Doudieva, 63 ans, énergique présidente de l'une des associations de mères de Beslan. Le souvenir de son fils unique, Zaour, 13 ans, décédé au milieu des cris dans le gymnase en flammes le jour de l'assaut, continue tout à la fois de miner et de guider sa vie.

« Pourquoi nos autorités n'ont-elles pas su empêcher la prise d'otages puis sauver nos enfants ? Nous devons savoir la vérité », exige Aneta Gadieva, 60 ans, autre figure représentant les familles meurtries. Le 1er septembre 2004, elle avait été autorisée par les terroristes à quitter l'école, car elle allaitait son bébé, mais, dans le gymnase, elle avait dû laisser Alana, sa fille de 9 ans. Celle-ci est morte durant l'assaut. Le bébé est aujourd'hui une étudiante en droit à Moscou. Le dilemme d'avoir laissé l'aînée pour sauver sa cadette la poursuit toujours.

A toutes les questions posées par les mères, Vladimir Poutine n'a pas su répondre. Le chef du Kremlin, arrivé furtivement, de nuit, en 2004, juste après l'attentat, a attendu le 20 août 2024 pour revenir officiellement à Beslan. Dans l'immense cimetière de la ville, il s'est agenouillé. Il s'est recueilli au gymnase de l'école, laissé intact avec ses murs criblés de balles et ses poutres carbonisées, un lieu devenu un poignant mémorial que visitent désormais quelque mille personnes en moyenne par jour. Puis il s'est entretenu pendant une heure et demie avec Soussanna Doudieva, Aneta Gadieva et une troisième mère.

« Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, Poutine ne fait que cacher la vérité », s'emporte une mère

La partie de l'entretien diffusée immédiatement sur les chaînes de télévision a permis de faire passer un message, deux semaines après l'inédite offensive des forces ukrainiennes dans la région de Koursk, en Russie même. *« Tout comme nous avons atteint nos objectifs dans la lutte contre le terrorisme, nous les atteindrons aussi dans la lutte contre les néonazis et nous punirons indubitablement les criminels »*, a déclaré le président.

Tel un fil conducteur depuis vingt ans, Vladimir Poutine a accusé haut et fort *« l'ennemi »* devant les caméras et face aux mères de Beslan. Toutes de noir vêtues, ces femmes, elles, étaient venues lui parler de l'enquête depuis trop longtemps au point mort sur la prise d'otages de leur école. A demi-mot, beaucoup d'habitants de Beslan accusent le Kremlin d'être responsable du tragique assaut et, aujourd'hui, du blocage de cette enquête. Lors de sa rencontre avec les mères, le président a feint d'ignorer que des questions étaient encore en suspens. De retour à Moscou, il a fait savoir qu'il exigerait des réponses de la part du comité d'enquête.



« Nous ne pouvons pas nous empêcher d'espérer que, un jour, nous finirons par savoir la vérité », assurent Soussanna Doudieva et Aneta Gadieva. *« Nous ne saurons pas la vérité tant que Poutine sera au pouvoir. C'est lui le responsable suprême. Il sait tout sur tout. Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, il ne fait que cacher la vérité »*, s'emporte une mère qui préfère rester anonyme. Pour elle, comme pour bien d'autres, le voyage présidentiel de quelques heures à Beslan, le 20 août, simple étape d'une tournée dans le Caucase, entre une visite officielle en Azerbaïdjan et un passage en Tchétchénie voisine, *« vient trop tard, c'était un exercice de mise en scène, pas de vérité »*.

« Rien ne change »

Loin des discours, concerts et diverses cérémonies prévus par les autorités du 1er au 3 septembre, des mères se retrouvent depuis vingt ans à l'école le troisième jour de chaque mois, à 13 heures, au moment où la vie de leurs enfants a basculé. Dans les ruelles de Beslan, 35 000 habitants, la vie suit son cours. En cette veille de rentrée scolaire, des gamins tapent dans le ballon, des mères promènent les bébés en poussette et, sur l'allée centrale, des hommes discutent à l'ombre de la statue de Staline. Entre les kiosques à fleurs et les points de livraison d'e-commerce, des affiches promettant des soldes avoisinant 600 000 roubles (près de 6 000 euros) rappellent que Beslan, tout comme le reste de cette région pauvre du Caucase, sert de réservoir de volontaires pour le front en Ukraine.

« Rien ne change à Beslan… », confie un ex-otage, adolescent rescapé en 2004 devenu père de famille en 2024. Son visage barré d'une large cicatrice porte encore les traces du tragique dénouement. Mais il essaie d'intérioriser ce drame pour mieux l'évacuer du quotidien. Comme d'autres, résolument mais discrètement, il accuse les autorités de négligence et d'incompétence. *« Si elles avaient reconnu leurs erreurs, si les responsables avaient été punis, cela aurait envoyé un message fort au-delà de Beslan : cela empêcherait la répétition de telles tragédies, car les autorités à tout niveau auraient peur de la vérité. »* Des paroles lourdes de sens aujourd'hui en Russie, vingt ans après le drame de Beslan. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Votre carte Titre-Restaurant vaut 10% de plus avec Lidl Plus !

Pour chaque achat réalisé en carte Titre-Restaurant, recevez **10% du montant total** de cet achat en bons d'achats sur l'application Lidl Plus.*



*Offre valable du 2 au 30 septembre inclus. 10% sous la forme de 2 coupons monétaires valables 7 jours à des dates différentes sur deux semaines consécutives. Offre non valable par paiement mobile. Limité à 1 achat par jour de maximum 1 000 €. Plus d'informations sur **LIDL.FR**

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

Allemagne : « De façon générale, les partis sont plus faibles à l'Est »

A la veille d'élections en Thuringe et en Saxe, l'auteur Steffen Mau revient sur la montée de l'extrême droite dans les Länder de l'ex-RDA

ENTRETIEN

BERLIN - *correspondant*

Professeur de sociologie à l'université Humboldt de Berlin, Steffen Mau a récemment publié *Ungleich vereint* (*« Inégalitairement réunis. Pourquoi l'Est reste différent »*, Ed. Suhrkamp, 168 pages, non traduit). Dans cet essai passionnant, il explique notamment pourquoi le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) fait ses plus gros scores dans les Länder issus de l'ex-République démocratique allemande (RDA), ce qui devrait être à nouveau le cas, dimanche 1er septembre, lors des élections régionales en Saxe et en Thuringe, où l'AfD est crédité d'environ 30 % des intentions de vote.

Quand les Allemands de Bavière, de Hesse ou du Bade-Wurtemberg élisent leurs députés régionaux, personne ne précise qu'ils sont « de l'Ouest ». Toutefois, quand on vote dans des Länder d'ex-RDA, comme c'est le cas dimanche, on rappelle volontiers que les électeurs sont des « Allemands de l'Est ». Cela veut-il dire que l'Allemagne, trente-quatre ans après sa réunification, reste un pays coupé en deux ?

Dans les années 1990-2000, l'idée la plus communément partagée était que l'Est allait « rattraper » l'Ouest. Sur le plan économique, cela s'est plutôt vérifié. Il y a vingt ans, le taux de chômage à l'Est dépassait de 10 points celui de l'Ouest ; aujourd'hui, il n'y a plus que 2 points d'écart. De même, il faut en finir avec l'image d'une Allemagne de l'Est qui n'est pas remise de la fermeture des anciens conglomérats de RDA : ces dernières années, il y a eu à l'Est des investissements considérables dans des secteurs d'avenir, comme les batteries électriques ou les semi-conducteurs.

Mais l'économie n'est pas tout, et dans d'autres domaines, le rattrapage n'a pas eu lieu. Je pense à la démographie. Berlin mis à part, l'Est a perdu 15 % de ses habitants depuis 1990, alors que l'Ouest en a gagné 10 %. Plus âgée et comptant proportionnellement moins d'immigrés, la population de l'Est est aussi plus masculine, avec parfois des ratios de 120 à 130 hommes pour 100 femmes dans les petites villes et les zones rurales. Ce n'est pas un hasard si l'AfD, dont seulement 20 % des adhérents sont des femmes, fait ses plus gros scores dans ces territoires où il y a une surreprésentation d'hommes célibataires, dont beaucoup sont pétris de culture patriarcale.

Déjà solidement implantée en Saxe et en Thuringe, l'AfD pourrait, dimanche, y obtenir des scores sans précédent. Dans votre livre, vous insistez toutefois sur le fait que, sur le plan politique, la singularité de l'Est ne se limite pas aux résultats particulièrement élevés qu'y enregistre l'extrême droite…

Absolument. D'abord, parce que l'AfD a aussi beaucoup progressé à l'Ouest, même si ses scores y sont moindres que dans les Länder de l'Est. Ensuite, parce que plusieurs forces politiques, comme les Verts, le Parti libéral-démocrate *[FDP]* et dans une moindre mesure le Parti social-démocrate *[SPD]*, les trois partis de la coalition dirigée par le chancelier Olaf Scholz, sont en passe de quasiment disparaître du paysage politique à l'Est, hors de quelques zones bien circonscrites.

> **« Les trois partis de la coalition dirigée par le chancelier Scholz sont en passe de quasiment disparaître du paysage politique à l'Est »**

Enfin, à l'inverse, parce que certaines formations n'existent véritablement qu'à l'Est. C'est le cas du parti de gauche Die Linke, qui s'est effondré à l'Ouest ces dernières années, ou de l'Alliance Sahra Wagenknecht *[BSW, fondée en janvier par une ex-dirigeante de Die Linke défendant des positions très à gauche en matière économique et sociale mais résolument conservatrices sur les questions sociétales]* : aux européennes de juin, ce nouveau parti a obtenu 14,4 % à l'Est mais seulement 4,4 % à l'Ouest.

D'une façon générale, les partis sont plus faibles à l'Est, où le nombre d'adhérents rapporté à la population générale est nettement plus bas qu'à l'Ouest. Cela se voit notamment aux élections communales : dans les régions de l'Est, il y a beaucoup plus candidats qui se présentent sans l'étiquette des grands partis que dans celles de l'Ouest.

Cette faiblesse des structures partidaires à l'Est explique pourquoi les électeurs y sont plus versatiles qu'à l'Ouest. D'un scrutin à l'autre, ils changent plus facilement de camp, et, dans la mesure où leurs affiliations partisanes sont moins fortes, la personnalité des candidats pèse souvent davantage dans leur choix. On l'a vu aux législatives de 2021 : si le SPD a fait de bons scores à l'Est, il le doit pour beaucoup à la personnalité d'Olaf Scholz, dont la campagne axée sur la notion de « respect » a touché une fibre sensible dans ces territoires où les habitants souffrent volontiers d'un manque de considération. Trois ans plus tard, on constate cependant que les intentions de vote du SPD ont été divisées par deux dans l'est de l'Allemagne. Ce sont les deux faces d'une même médaille : dans ces régions où l'électorat est très volatil, un parti ou un candidat peuvent jouir d'un vif engouement lors d'une élection mais susciter un vrai rejet à la suivante.

A l'Est, expliquez-vous, domine une forme de « lassitude face au changement ». Qu'entendez-vous par là et en quoi cela explique-t-il les comportements électoraux dans cette partie du pays ?

Pour les citoyens de l'ex-RDA, les années qui ont suivi la réunification ont souvent été très éprouvantes. Ils ont dû s'adapter à de nouvelles institutions politiques, à un nouveau type d'économie. Ce processus de transformation a laissé beaucoup de gens sur le carreau et nourri beaucoup de frustrations. Quand on leur dit aujourd'hui qu'ils vont devoir à nouveau modifier leur mode de vie pour s'adapter aux défis de la révolution numérique, du changement climatique ou de la transition énergétique, il n'est pas étonnant qu'ils expriment une forte défiance. Cela profite logiquement aux partis qui refusent le changement.

Les deux partis qui ont le vent en poupe à l'Est, l'AfD et le BSW, réclament l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et souhaitent rétablir des relations étroites entre l'Allemagne et la Russie. Pourquoi de telles propositions trouvent-elles un écho particulièrement favorable dans cette partie du pays ?

C'est difficile de répondre simplement à votre question. A mon avis, plusieurs explications se combinent. La première tient à la façon dont s'est faite la réunification. En 1990, les Allemands de l'Est ont intégré la RFA, et donc l'OTAN, sans véritable débat. Après avoir vécu pendant quarante ans sous la tutelle de Moscou, ils ont été priés, du jour au lendemain, de se faire à l'idée que leur sécurité dépendrait désormais de Washington. Plus de trente ans plus tard, on paie le fait qu'il n'y ait pas eu de discussion à l'époque et que, pour nombre d'Allemands de l'Est, l'appartenance à l'Alliance atlantique n'a rien d'une évidence.

L'autre raison tient à la relation qu'entretient l'est de l'Allemagne avec la Russie. Pour beaucoup d'Allemands nés en RDA – ce qui est mon cas –, la Russie est un pays familier dont on connaît la langue et la culture. Sur ce plan, il y a une vraie différence avec les Allemands de l'Ouest, qui ont grandi avec l'idée que le Russe était l'ennemi numéro un et qu'il pouvait, en seulement quelques minutes, envahir Berlin-Ouest.

Au début de l'année, d'impressionnantes manifestations ont eu lieu en Allemagne, après que le site d'investigation *Correctiv* a révélé que des représentants de l'AfD s'étaient réunis avec des néonazis pour discuter d'un plan d'expulsion à grande échelle visant des immigrés et des Allemands d'origine étrangère. La mobilisation a été particulièrement forte dans l'est de l'Allemagne. Avez-vous été surpris ?

Oui, ces manifestations, par leur ampleur, m'ont impressionné. Elles ont rappelé que l'AfD, contrairement à ce qu'elle prétend, ne représente pas la « majorité silencieuse » de la population. En même temps, ces mobilisations n'ont débouché sur rien de durable. Elles ne se sont pas cristallisées sous la forme d'une offre politique quelconque. C'est quelque chose de très frappant. Il existe dans l'est de l'Allemagne un rapport à la démocratie très particulier, marqué par le souvenir des « tables rondes » et des « dialogues citoyens » qui ont éclos à la fin de la RDA. L'erreur des partis qui ont prospéré en Allemagne de l'Ouest pendant des décennies a été de croire qu'ils pouvaient importer leur modèle, tel quel, en ex-Allemagne de l'Est. L'enjeu est aujourd'hui que se mettent en place, dans cette partie du pays, de nouvelles formes de politisation qui tiennent compte de la culture politique de ces régions sans laisser le champ libre aux forces populistes et antidémocratiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS WIEDER

LE CONTEXTE

ÉLECTIONS

Un peu plus de 5 millions d'électeurs sont appelés aux urnes, dimanche 1er septembre, en Saxe et en Thuringe, deux Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. En Thuringe, le parti d'extrême droite AfD, qui avait obtenu 23,4 % en 2019, sept points de moins que le parti de gauche Die Linke, est crédité de 30 % des intentions de vote et espère arriver en tête. En Saxe, l'AfD est également donné autour de 30 %, mais, sauf surprise, l'Union chrétienne-démocrate, qui dirige l'exécutif régional, devrait la devancer de deux à trois points, selon les dernières enquêtes d'opinion.

La Chine arrête un des frères Gao, figures de l'art contemporain engagé

Gao Zhen est sous le coup d'une loi contre les « atteintes à la réputation et à l'honneur des héros et martyrs »

PÉKIN - *correspondant*

Comptant parmi les plus renommés des artistes chinois qui ont émergé lorsque la Chine s'ouvrait, les frères Gao ont marqué par leur travail résolument politique. Signe d'un espace de liberté toujours plus restreint dans la Chine actuelle, l'un d'eux, Gao Zhen, est en détention depuis le 26 août, une information confirmée par Gao Qiang, son frère cadet, qui s'est récemment installé aux Etats-Unis.

L'épouse de l'artiste a été informée par le bureau de la sécurité publique de Sanhe, commune située à l'est de Pékin, le lendemain de l'arrestation. Il est accusé au titre d'une loi adoptée en 2018 contre *« les atteintes à la réputation et à l'honneur des héros et martyrs »*. Son avocate a pu le voir vendredi 30 août. Son studio a fait l'objet d'une descente d'agents de police, qui ont pris des photos de certaines œuvres, dont des sculptures représentant Mao Zedong. Elles pourraient nourrir un dossier d'accusation. Gao Zhen, son épouse et leur fils devaient s'envoler pour les Etats-Unis quelques jours plus tard, sans qu'il soit possible de dire si ce facteur a joué dans son arrestation.

Leur histoire familiale ayant été frappée par la tragédie du maoïsme, les deux frères ont évoqué ce thème dans une grande partie de leur travail commun, réalisé à partir du milieu des années 1980. Originaires de Jinan, la capitale de la province côtière du Shandong, ils n'ont que 6 et 12 ans lorsque, un jour de 1968, en pleine Révolution culturelle, leur père est traîné en détention, accusé d'être un ennemi de classe. Vingt-cinq jours plus tard, sa femme et ses six enfants sont informés de son *« suicide »*, dont ils ont toujours douté. La famille se rend plus tard à Pékin pour protester auprès du pouvoir central contre cette injustice. Elle n'obtient finalement qu'une indemnisation d'un montant dérisoire.

Les deux frères étudieront ensuite les beaux-arts. La sanglante répression du mouvement de Tiananmen, au printemps 1989, dont ils peindront un « mémorial » (*If Time Reversed, Memory 1989*), ne fait que renforcer leur dénonciation des crimes du régime. Ils émergent parmi une génération d'artistes engagés qui tente de repousser les limites de la censure, aux côtés du célèbre Ai Weiwei, et deviennent des piliers de l'Espace 798, des usines militaires désaffectées dans le nord-est de Pékin qui se transforment en ateliers d'artistes au tournant des années 2000, tandis que l'art contemporain chinois attire désormais les collectionneurs internationaux. Une des sculptures des frères Gao représente des policiers emmenant de force une prostituée. Une autre œuvre met en scène de nombreux individus nus, enfermés dans des box en bois superposés représentant le carcan de la société chinoise.

> **Le sort de Gao Zhen est symbolique de la Chine de 2024, où des œuvres du passé peuvent se retourner contre leurs auteurs**

Une obsession pour Mao

Mais la figure qui les obsède est celle du Grand Timonier, son impact sur la vie de tout un peuple et la vérité interdite. En 2006, ils réalisent des *Miss Mao*, têtes monstrueuses inspirées tant de la coupe de cheveux et des traits du fondateur de la République populaire que d'une figure de dessin animé à la Minnie Mouse. Leur bronze de 2009 *L'Exécution du Christ* consiste en sept statues de Mao à taille humaine, dont six tiennent déjà en joue le fils de Dieu tandis qu'un seul semble s'interroger à l'arrière. L'œuvre, inspirée de *L'Exécution de Maximilien* (1868-1869) de Manet, est certainement leur plus emblématique.

Leurs travaux ont fait de ces deux frères discrets et à la voix posée des habitués des intimidations, descentes de police et interdictions d'expositions. Le sort actuel de Gao Zhen est symbolique de la Chine de 2024 dans laquelle ne subsiste aucune marge, et où des œuvres du passé peuvent se retourner contre leurs auteurs.

En douze années de pouvoir du président Xi Jinping, le contrôle du Parti communiste sur les activités culturelles n'a eu de cesse de se renforcer, tandis que les peines infligées aux critiques du régime puis à leurs avocats se sont considérablement allongées. Les salles de concert de musiques alternatives ont fermé les unes après les autres, les artistes contemporains sont contraints à une approche moins frontale. Ai Weiwei comme le cadet des frères Gao se sont résolus à quitter le territoire.

Si, sous le pouvoir du président Xi, en 2021, une résolution a bien qualifié la Révolution culturelle de Mao de *« désastre »*, il n'est plus question, pour qui que ce soit d'autre, de se saisir du sujet. ■

HAROLD THIBAULT

Au Brésil, la justice ordonne la suspension de X

Le réseau social n'a pas accédé à la demande du juge Moraes de supprimer plusieurs comptes problématiques

SAO PAULO - *correspondant*

Immédiate, complète et intégrale » : trois mots, aussi cinglants qu'implacables, ont fait tressaillir, vendredi 30 août, le plus grand pays d'Amérique latine. Alexandre de Moraes, juge au Tribunal suprême fédéral (TSF), a ordonné la suspension au Brésil du réseau social X, propriété d'Elon Musk. Un nouveau chapitre du duel qui oppose aujourd'hui le milliardaire à la plus haute juridiction brésilienne, mais certainement pas son épilogue.

Le magistrat a donné vingt-quatre heures à l'Agence nationale des télécommunications pour faire entrer la mesure en vigueur. Ordre a également été donné aux fournisseurs d'Internet d'*« introduire des obstacles technologiques »* afin d'empêcher le fonctionnement de X *« sur le territoire national »*, tant sur smartphone que sur ordinateur. Les internautes récalcitrants, qui tenteraient d'user d'un VPN afin de contourner l'interdiction, encourent une amende de 50 000 reais (8 000 euros).

Les bolsonaristes ont logiquement fait bloc pour défendre Elon Musk, criant à la « censure »

« Dictateur diabolique »

Aussi brutale soit-elle, la décision est tout sauf une surprise et couvait depuis des mois, si ce n'est des années. Alexandre de Moraes, bête noire de l'extrême droite, est chargé des principales enquêtes visant l'ex-président Jair Bolsonaro (2019-2023), ses proches et ses partisans. Plusieurs d'entre elles concernent la diffusion de fausses informations ou l'existence de « milices numériques » qui utiliseraient divers réseaux sociaux pour propager leurs messages au Brésil.

La situation se durcit après le 8 janvier 2023 et le saccage des institutions de Brasilia par des milliers de manifestants bolsonaristes. Le juge intensifie son action et ordonne le blocage par les plates-formes en ligne des comptes de personnalités accusées de menacer la démocratie ou d'avoir intenté un coup d'Etat… au grand dam d'Elon Musk, incarnation des libertariens, qui accuse Alexandre de Moraes de *« censure »* et refuse d'obtempérer.

En avril, le magistrat hausse le ton et ajoute le nom du milliardaire à la longue liste des suspects de son enquête sur les « milices numériques ». Ce dernier risque désormais des poursuites au Brésil pour « obstruction à la justice, organisation criminelle et incitation au crime ». Mais le puissant patron de Tesla et de SpaceX s'en moque.

Le 15 août, le juge élève à 200 000 reais (32 000 euros) l'amende quotidienne imposée à la plate-forme pour son refus de suspendre des profils – une amende que le réseau social ne paie pas. Deux jours plus tard, Elon Musk réplique et annonce la fermeture des bureaux de X au Brésil, alléguant, sans présenter de preuves concrètes, qu'Alexandre de Moraes aurait menacé d'envoyer en prison certains de ses employés.

L'entreprise n'a désormais plus de représentant légal dans le pays et contrevient à la loi brésilienne en la matière. C'en est trop pour le magistrat, qui, le 28 août, lance un ultimatum et donne vingt-quatre heures à X pour nommer un représentant légal, au risque d'être suspendu. Mais l'insolent milliardaire refuse de s'exécuter, et Alexandre de Moraes tient parole : la plate-forme est retirée de l'Internet brésilien.

Visiblement outré qu'on ose lui tenir tête, le chef d'entreprise s'est répandu en ligne. *« La liberté d'expression est le fondement de la démocratie et, au Brésil, un pseudo-juge non élu est en train de la détruire à des fins politiques »*, écrit-il sur X, après avoir traité Alexandre de Moraes de *« dictateur diabolique »*, de *« tyran »*, comparé au lugubre sorcier Voldemort dans *Harry Potter* ou aux méchants Sith de *Star Wars*.



Le juge du Tribunal suprême fédéral brésilien, Alexandre de Moraes, à Sao Paulo, vendredi 30 août. CARLA CARNIEL/REUTERS

« Elon Musk a eu une réaction attendue. Il emploie, au Brésil, les mêmes méthodes qu'il a déjà utilisées ailleurs, en Australie ou en Europe. Il crée des conflits publics avec les institutions démocratiques pour obtenir le droit de ne rendre de comptes à personne à propos de sa plate-forme », décrypte Bruna Santos, activiste à l'ONG Digital Action, qui lutte pour protéger la démocratie et les droits de l'homme contre les menaces numériques.

« Certes, ce bannissement d'un réseau social est une mesure brutale et extrême en démocratie. Mais ce n'est pas une première au Brésil », ajoute Bruna Santos. La messagerie cryptée Telegram, dont le cofondateur Pavel Durov a été mis en examen en France, a déjà été bloquée temporairement dans le pays en 2022 et 2023. *« Face aux refus de la plate-forme d'obéir à la loi ou de s'acquitter de ses amendes, le TSF n'avait guère d'autre choix »*, tranche l'activiste.

« Pour qui se prend-il ? »

Vendredi, les bolsonaristes ont logiquement fait bloc pour défendre Elon Musk. *« La dictature continue »*, a réagi en ligne (et en anglais) le député d'extrême droite Nikolas Ferreira, 28 ans seulement mais déjà présenté comme un successeur à Jair Bolsonaro. *« La censure est passée en force et le Brésil intègre désormais la liste honteuse des pires dictatures »*, a tonné sa collègue députée Bia Kicis.

Le compagnonnage entre Jair Bolsonaro et Elon Musk remonte à plusieurs années. En mai 2022, celui qui est encore président recevait chaleureusement le milliardaire dans un hôtel de luxe de l'Etat de Sao Paulo, dans le sud-est du pays. Enjoué, Jair Bolsonaro qualifiait alors pompeusement son invité de *« mythe de la liberté »* et lui remettait l'ordre national du Mérite pour *« services rendus »* au Brésil.

L'hommage au patron libertarien sympathisant de Donald Trump a hérissé la gauche locale, où la décision d'Alexandre de Moraes a largement été applaudie. Elon Musk s'est vu qualifié, vendredi, de *« playboy gâté, brutal et arrogant »* par la présidente du Parti des travailleurs, Gleisi Hoffmann. *« Pour qui se prend-il ? Il doit respecter la décision de la Cour suprême brésilienne ! »*, a réagi, de son côté, le président de la République, Luiz Inacio Lula da Silva.

Reste à savoir combien de temps durera cette suspension et quelles seront les conséquences à terme sur les autres entreprises d'Elon Musk présentes au Brésil. Le juge Alexandre de Moraes a parallèlement ordonné le blocage des comptes bancaires de Starlink. Une décision critiquée par beaucoup de juristes, mais aussi par une partie de la population vivant dans des zones isolées et, en particulier, en Amazonie, très dépendante de ce service d'accès à Internet. ■

BRUNO MEYERFELD

Les écoles françaises d'Ankara et d'Istanbul sans nouveaux élèves turcs

La Turquie exige de la France et de l'Allemagne une « réciprocité » qui lui permettrait d'ouvrir des écoles dans ces deux pays

ISTANBUL - *correspondant*

Des parents inquiets qui ne parlent qu'à mots couverts, des directions d'écoles muettes, deux ministères des affaires étrangères, en Allemagne et en France, qui préfèrent garder le silence, de peur de contrarier encore un peu plus Ankara : depuis la décision brutale, annoncée au cœur de l'été, par le ministre turc de l'éducation nationale, Yusuf Tekin, d'interdire toute nouvelle inscription d'élève turc ou binational dans les deux écoles françaises et les trois établissements allemands du pays, la communauté enseignante étrangère et ses tutelles donnent, en cette veille d'ouverture des classes, un sentiment, troublant, de malaise et d'impuissance collective.

L'objet du courroux turc ? L'exigence de *« réciprocité »* réitérée depuis des années par Ankara, qui demande à ouvrir des écoles de droit turc sur les sols français et allemand, à l'instar de ces cinq écoles françaises et allemandes en Turquie. Un sujet épineux qui n'a eu de cesse d'empoisonner les relations entre les capitales.

En début d'année, des rumeurs relayées par la presse turque avaient évoqué l'intention des autorités de fermer purement et simplement l'accès à ces écoles aux élèves de nationalité turque. Il est rappelé que les lycées français Charles-de-Gaulle, à Ankara, et Pierre-Loti, à Istanbul, n'ont pas d'existence au regard de la loi turque. Initialement ouvertes pour les enfants de diplomates, ces écoles privées sont de fait soumises à la législation française. Or ces établissements, qui comptent quelque 2 400 élèves, accueillent aujourd'hui principalement des collégiens et lycéens turcs et binationaux, comme les écoles allemandes.

A la suite d'un entretien avec le ministre turc, l'ambassade de France avait transmis, au printemps, un projet d'accord administratif. Des réunions et des consultations s'organisent au niveau académique et ministériel. Et puis, début juillet, le ton est subitement monté. *« La partie turque nous a remis un projet d'accord allant au-delà des propositions évoquées jusqu'à présent »*, affirme l'ambassade française dans un courrier alors envoyé aux parents d'élèves. S'ensuit une *« note verbale »* des autorités turques, présentée sous forme d'ultimatum.

« L'avenir des enfants est remis en cause par une simple note verbale », regrette une mère d'élève

Indice de la persistante dégradation des relations bilatérales, les reproches publics formulés par le ministre Yusuf Tekin. Le 13 juillet, dans un entretien au journal progouvernemental *Habertürk*, il dénonce l'*« arrogance »* de la France avant de s'emporter : *« Nous ne sommes pas comme les pays que vous avez colonisés. Nous sommes un Etat souverain. Si vous voulez enseigner ici, vous devez agir selon nos conditions. »*

Une semaine plus tard, une lettre de la direction de l'école allemande Ernst-Reuter d'Ankara, adressée aux parents d'élèves, indique de façon succincte que le ministère turc des affaires étrangères a *« malheureusement interdit d'accepter de nouveaux étudiants munis d'un passeport turc, y compris les double-nationaux »*. Sur quoi le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* titrera : « Conflit avec Berlin, la Turquie veut faire pression pour ouvrir ses propres écoles en Allemagne ».

En 2019 et 2020, déjà, des négociations ont eu lieu entre la Turquie et le ministère allemand des affaires étrangères à propos de la création de trois écoles turques à Berlin, Cologne et Francfort. Soumis à la critique, l'accord échoue en raison de la résistance des Länder concernés. Lors des discussions au Bundestag, le député libéral (FDP) Peter Heidt avait déclaré que le ministère des affaires étrangères se devait de *« veiller à ce que les écoles turques en Allemagne ne deviennent pas une porte d'entrée pour les idéologies d'Erdogan »*, ajoutant que rien ne devrait y être enseigné *« qui contredise nos intérêts et nos valeurs »*.

Même son de cloche, à la même période, en France, lorsque deux projets d'écoles turques à Paris et à Strasbourg ont été soumis à la discussion. Le ministre de l'éducation de l'époque, Jean-Michel Blanquer, motiva son refus en invoquant les *« trop nombreux gestes inamicaux venant de Turquie »* : *« Si nous avions un Etat neutre sur le plan idéologique et religieux, qui ne cherche pas ces logiques d'expansion, bien entendu, il y a toujours des possibilités de discuter. Mais ça n'est pas la situation que nous avons aujourd'hui. »*

Si Ankara maintient sa ligne de fermeté, les établissements privés allemands et français pourraient se trouver, à terme, dans une situation financière difficile. Du côté des familles, et même parmi celles qui ne sont pas directement inquiétées, la décision d'Ankara n'a pas fini de susciter des troubles. Plusieurs parents ont envisagé de retourner en France ou en Allemagne. Certains ont émis l'idée de rendre leur nationalité turque. *« Lorsque l'avenir des enfants est ainsi remis en cause par une simple note verbale envoyée en plein été, l'arbitraire n'est pas loin »*, confie une mère d'élève, sous le couvert de l'anonymat.

Cours de langue et de culture

Officiellement, des négociations sont toujours en cours. Mi-août, les directions d'établissement ont accepté d'intégrer en plus du programme habituel un parcours turcophone obligatoire, de quatre heures au collège et trois heures au lycée, pour les ressortissants turcs, y compris les binationaux. Des cours de langue, de culture, de littérature et d'histoire turques qui ne pourront être dispensés *« que par des enseignants citoyens de la République de Turquie »*, précise le ministère de l'éducation turc, et ce *« jusqu'à ce que ces écoles obtiennent »* un statut légal.

« Ces écoles sont anciennes et bien connues des Turcs, rappelle Sebnem Gumuscu, professeure spécialiste de l'islam politique. *La demande d'inscriptions d'élèves de nationalité turque est croissante, on dit même que des cadres du parti au pouvoir, l'AKP* [Parti de la justice et du développement], *y ont mis leurs enfants. Alors pourquoi une telle décision ? Parce que le gouvernement et son partenaire de coalition, le MHP* [Parti d'action nationaliste], *sont déterminés à empêcher leurs citoyens de se soustraire au programme islamique et nationaliste qu'ils tentent de mettre en place d'une manière toujours plus intense. »*

Dans son sermon distribué dans les 81 provinces turques, le 23 août, la direction des affaires religieuses a appelé les parents à *« faire les efforts nécessaires pour que* [les] *enfants choisissent des cours de religion »*. L'avant-veille, le ministère de l'éducation avait exigé, sans donner la liste des établissements visés, que trente écoles privées dont les noms ne sont pas en turc se trouvent *« un nouveau nom »*. ■

NICOLAS BOURCIER

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

Les droits reproductifs, un dilemme pour Trump

Les positions radicales des républicains sur l'avortement embarrassent le candidat à la Maison Blanche

WASHINGTON - *correspondant*

Le programme annonçait une *« conversation au coin du feu »* avec Donald Trump. De feu, il n'y eut point, vendredi 30 août, dans un grand hôtel de Washington, malgré l'enthousiasme de l'assistance, acquise au candidat républicain à l'élection présidentielle américaine. Elle était composée des délégués de l'organisation conservatrice Moms for Liberty, qui dit défendre les droits parentaux contre leur endoctrinement supposé par l'école publique. Au cours de cet échange mené par l'une des fondatrices de l'organisation, Tiffany Justice, redoublant d'égards à son attention, Donald Trump, visiblement las, a multiplié les outrances. Kamala Harris ? *« Une personne déficiente »* et *« une marxiste complète »*. Les treize soldats américains morts dans un attentat à Kaboul, lors du retrait d'Afghanistan ? *« Ces personnes ont été tuées par Joe Biden. »* Les migrants ? *« Ils empoisonnent notre pays. »*

Des diversions. Donald Trump a revisité son parcours avec emphase, répété ses anecdotes classiques. Toutefois, il n'a pas parlé de ce qui importait le plus aux yeux de Moms for Liberty : les valeurs familiales, Dieu, le « wokisme », les enseignants qui voudraient abîmer leurs enfants. Tout juste a-t-il évoqué la question transgenre – grande obsession de l'organisation. *« Le truc transgenre est incroyable*, a-t-il dit. *Votre gamin va à l'école et il revient à la maison quelques jours plus tard avec une opération. L'école décide ce qui va arriver à votre enfant. »* Prétendant que les républicains forment *« le parti du bon sens »*, M. Trump s'est dit *« entièrement pour les droits parentaux »*. Mais il a oublié de mentionner sa principale proposition, la suppression du département de l'éducation.

Aujourd'hui, dans cette campagne présidentielle électrique, deux visions de la famille s'entrechoquent, de façon défavorable pour Donald Trump, à la peine ces derniers jours. La première, consensuelle, est celle de la candidate démocrate, Kamala Harris, et de son colistier, Tim Walz, le gouverneur du Minnesota. Elle repose sur le droit à la différence et la liberté, le respect de la vie privée, sans que le gouvernement local ou fédéral prétende régir le corps des femmes. La seconde vision est moins portée par Donald Trump que par son candidat à la vice-présidence, J. D. Vance. C'est un tirage sépia de la famille américaine, consistant à prôner un noyau traditionnel entre un homme et une femme, dont la finalité – le seul épanouissement possible – réclame d'avoir des enfants.

Le recentrage opportuniste du milliardaire sur les droits reproductifs irrite les évangéliques

Piège politique

Dans cette vision nataliste, empreinte de religiosité, l'avortement représente un obstacle à lever. Début 2022, alors en campagne pour devenir sénateur de l'Ohio, J. D. Vance se disait en faveur d'une interdiction fédérale de l'avortement. Depuis des semaines, les médias américains exhument des déclarations anciennes du colistier de Donald Trump, plus méprisantes les unes que les autres pour les femmes. La dernière date d'octobre 2021. J. D. Vance s'en prenait nommément à Randi Weingarten, la présidente de la Fédération américaine des enseignants. *« Tellement de leaders à gauche (…) sont des personnes sans gamins, essayant de laver le cerveau de nos enfants. »* Dans un autre enregistrement, quelques mois plus tard, il dénigrait les *« dames à chat sans enfant » (« childless cat ladies »)*.

Donald Trump lui-même s'est condamné à une impossible synthèse. D'une part, il vante son propre bilan – en particulier la nomination de trois juges conservateurs à la Cour suprême, qui a mis fin à l'arrêt Roe *vs* Wade autorisant l'avortement partout dans le pays. Mais il se défend aussi de tout projet réactionnaire, destiné à retirer d'autres droits aux Américains, de la contraception à la procréation médicalement assistée, en passant par le mariage pour tous. Or, ce projet existe, de façon éclatée. Il est porté par de nombreux élus MAGA (« Make America Great Again ») au Congrès, il mobilise des organisations, des associations, certains juges de haut rang, des cercles de réflexion rangés derrière sa candidature, comme la Heritage Foundation, dont plusieurs membres ont participé au congrès de Moms for Liberty.

Tandis que Kamala Harris est parvenue à se positionner en candidate pragmatique, allégée des oripeaux du « wokisme », Donald Trump s'est déporté vers une radicalité plus toxique qu'en 2016 et en 2020. Il reste associé, pour de nombreux Américains, à des positions extrémistes, à une xénophobie contre les migrants illégaux, à un refus de reconnaître l'élection perdue face à Joe Biden, à des attaques sur le physique de ses adversaires. Conscient de ses vulnérabilités, le candidat républicain cherche à en limiter certaines, en particulier sur les droits reproductifs.

Le 29 août, Donald Trump n'a pas voulu laisser toute la lumière à Kamala Harris, qui accordait un premier entretien télévisé, à la chaîne CNN. Il a annoncé qu'en cas de victoire en novembre, le coût des fécondations in vitro (FIV) serait pris en charge soit par le gouvernement fédéral, soit par les assurances de santé privées, sous la contrainte. *« Les femmes ne sont pas stupides*, a rétorqué la sénatrice démocrate du Massachusetts Elizabeth Warren, lors d'un point presse. *Faire de vagues promesses à propos de l'assurance-santé n'empêche pas le moindre juge extrémiste ou Parlement local d'interdire la FIV. »*

Lorsque, en février, la Cour suprême de l'Alabama a rendu un avis extrême, considérant les embryons gelés comme des êtres humains, Donald Trump a compris le piège politique qui se refermait sur lui. Il appela de ses vœux l'adoption d'une nouvelle loi dans cet Etat, protégeant la procédure in vitro, ce qui fut fait quelques semaines plus tard. Mais, en juin, la plus grande organisation protestante du pays, la Southern Baptist Convention, qui revendique treize millions de membres, s'est opposée à la pratique de la FIV. Au même moment, au Sénat, les républicains bloquaient un texte démocrate, visant à garantir l'accès à cette procédure au niveau fédéral. De quoi nourrir l'argumentaire du camp Harris-Walz.

Un piège encore plus grand se présente avec l'avortement. Depuis la décision de la Cour suprême des Etats-Unis, à l'été 2022, supprimant ce droit et renvoyant la question aux Etats, les républicains ont subi de nombreuses déconvenues électorales. M. Trump, qui n'a aucune conviction religieuse sur cette question, comme sur les autres, a averti son camp qu'il lui faudrait être *« malin »*, et non purement répressif.

Brouillage complet

Le 19 août, sur la chaîne CBS, il disait au sujet de l'avortement que *« le gouvernement fédéral ne doit rien avoir à faire avec ce problème »*. Il se félicitait à nouveau de la décision de la Cour suprême, en notant que les législations adoptées dans certains Etats étaient plus libérales qu'avant, un argument contre son propre camp conservateur. Son équipe de campagne a aussi affirmé qu'il s'opposerait à une interdiction fédérale de l'avortement. Toujours sur CBS, Donald Trump précisait qu'en cas de victoire, il n'imposerait pas de limites à la diffusion de la pilule abortive, un recours essentiel et anonyme pour les femmes, reçu par courrier. Enfin, le 23 août, sur son réseau, Truth Social, il prétendait que son *« administration sera[it] super pour les femmes et leurs droits reproductifs »*. Une nage confuse à contre-courant.

Ces prises de position traduisent la fébrilité du candidat républicain sur ce sujet de mobilisation majeur à gauche. Ce recentrage opportuniste provoque une forte irritation chez les évangéliques et les organisations engagées depuis quarante ans dans la lutte contre l'avortement. *« Essayer de parler comme un démocrate sur l'avortement ne va pas aider Trump*, a écrit, sur X, l'une des voix les plus influentes de ce milieu, Lila Rose, du mouvement anti-avortement Live Action. *Cela lui cause du tort. C'est politiquement peu judicieux et moralement répréhensible. »*

Donald Trump compte sur le fait que le vote de ces militants chrétiens lui est acquis, même par défaut. Il se permet de critiquer la législation adoptée en Floride, où la procédure est interdite au-delà de six semaines de grossesse, un délai trop court selon lui. En septembre 2023, dans le cadre des primaires républicaines, il avait estimé que cette législation promue par son rival, le gouverneur Ron DeSantis, était *« une erreur terrible »*. Le jour de l'élection présidentielle, un référendum se tiendra aussi sur l'avortement en Floride, qui abolirait la limitation à six semaines et lèverait les restrictions jusqu'à la viabilité de l'enfant. Vendredi, M. Trump a dit qu'il s'opposerait aussi à cette proposition, trop libérale. Brouillage complet.

En outre, le milliardaire ne dit rien des textes encore plus sévères, interdisant l'avortement dans quatorze Etats. Il ne précise pas s'il s'oppose à d'éventuelles mesures contre des femmes voulant se rendre dans un Etat voisin pour une IVG ou la constitution de fichiers de patientes sur les grossesses. En somme, la décision de la Cour suprême, en 2022, au lieu de bénéficier à l'ancien président, est devenue une voie d'eau dans son embarcation, impossible à colmater. ■

PIOTR SMOLAR

UKRAINE

Le commandant de l'armée de l'air limogé

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé, vendredi 30 août, le limogeage de Mykola Olechtchouk, le commandant de l'armée de l'air. Cette décision intervient quatre jours après le crash d'un avion de combat F-16, un précieux équipement militaire récemment livré à Kiev par ses alliés occidentaux après deux ans d'attente. Peu d'informations ont été fournies sur cet épisode par les autorités. Selon la députée ukrainienne Mariana Bezulha, membre de la commission de la défense du Parlement, le F-16 a été abattu par erreur par un système antiaérien Patriot, *« en raison d'une mauvaise coordination entre les unités »*.

Les espèces invasives, fléau de la Guadeloupe

Reptiles venus d'autres îles, mais aussi animaux féraux menacent la biodiversité même si la lutte s'organise

REPORTAGE
POINTE-À-PITRE - *correspondance*

La traque a lieu dans une pépinière. Dix responsables de la protection de la biodiversité à la Guadeloupe arpentent à la lumière de leur lampe frontale les allées de la réserve, fouillant les rangées de palmiers et les plans fleuris parfois envahis par la mauvaise herbe. Objectif de la soirée : débusquer *Anolis sagrei*, une espèce invasive de lézards, nuisible aux lézards endémiques (*Anolis marmoratus*).

L'opération, menée en juillet, est la douzième de ce type depuis que l'espèce, originaire de pays tels que Cuba ou les Bahamas, a été détectée sur l'archipel il y a moins d'un an. *« Ce type d'endroit, avec des plantes importées, est un repaire pour ces petites bêtes »*, note Julien Gérard, de l'agence régionale de la biodiversité des îles de Guadeloupe. Il montre le dessous de la gorge de l'anolis qu'il vient d'attraper : *« On le reconnaît à son fanon rouge, présent même chez les plus petits. Le fanon de nos anolis endémiques est jaune. »*

« Equilibre très délicat »

Après la capture, les animaux sont tués, à l'aide d'une pince qu'on actionne en détournant le regard, et que peu d'entre eux se sentent capables d'effectuer. *« Ici, on est des défenseurs de la biodiversité, de la protection des animaux et du vivant, alors tuer des animaux au nom de la protection du vivant, c'est un peu une dissonance cognitive »*, commente Fabian Rateau, chargé de la question des espèces animales envahissantes à l'Office français de la biodiversité (OFB).

Ce soir-là, l'équipée aura capturé une centaine de spécimens. C'est plus que les fois précédentes. Personne n'ose s'avouer vaincu par l'espèce, mais le doute règne. *« On se dit que l'espèce s'est déjà répandue un peu partout : on estime qu'elle a trois ans d'avance sur nous »*, regrettent des agents. *Notamment parce que les anolis pondent leurs œufs dans la terre, un moyen sûr et discret de se propager partout où des plantes sont importées. »*



Un « Anolis marmoratus », lézard endémique de la Guadeloupe. THIJS VAN DEN BURG/BIOSPHOTO

A la Guadeloupe, le dernier état des lieux fourni par l'Union internationale pour la conservation de la nature date de 2022 : selon ce décompte, sur quarante-trois espèces (toutes espèces confondues) introduites à la Guadeloupe au fil du temps, dix-neuf sont considérées comme envahissantes.

Une espèce importée sur mille devient problématique, affirment les spécialistes. Mais sa capacité de nuisance s'explique par l'absence de prédateur, les modifications qu'elle entraîne dans l'habitat des animaux présents, parfois leur destruction, créant des espaces qu'elle occupe en proliférant, notamment dans les îles. *« Le caractère insulaire de nos territoires en fait des zones incroyables de biodiversité, des niches écologiques où l'équilibre est très délicat »*, rappelle Fabian Rateau.

La capacité de nuisance s'explique par l'absence de prédateur

Parfois les animaux entrent dans l'archipel après des actes volontaires, comme lorsque les premiers colons ont introduit les mangoustes pour lutter contre les rats venus eux aussi par les bateaux qui accostaient aux Antilles. *« Un échec assez cuisant, mais qui a coûté la disparition de bon nombre de serpents présents sur l'archipel. »* Désormais, à la Guadeloupe, il ne reste que des couresses, reptile endémique et d'autant plus protégé que les serpents ne bénéficient pas d'un capital sympathie élevé. Pas comme l'iguane endémique, brun, qui subit concurrence et hybridation de l'iguane commun, plus grand, plus fort et qui a pris sa place petit à petit sur la Guadeloupe continentale, lui laissant seulement deux îles de l'archipel, la Désirade et la réserve de Petite-Terre, où il reste pourtant menacé.

En 2021, un trafic de reptiles avait été démantelé par la douane judiciaire et l'OFB de Guadeloupe et de Martinique, entraînant l'interpellation de dix-sept personnes et la saisie de plus de 280 spécimens. Les pompiers interviennent régulièrement pour retirer de zones résidentielles des animaux de type serpent de grande taille. Certains d'entre eux deviennent de véritables curiosités, comme Georges, le crocodile régulièrement aperçu depuis dix ans sur les berges de la rivière Lézarde à la Martinique, puisque l'absence de moyens de capture empêche sa sortie de la zone naturelle, mais qui reste très surveillé.

Chèvres et chats sauvages

C'est d'ailleurs le message des autorités en matière d'espèces envahissantes animales : si elles sont un danger pour la biodiversité, elles peuvent l'être aussi pour l'homme, pour des questions de sécurité, voire de santé quand elles se rapprochent des zones agricoles. A la Guadeloupe, c'est notamment le cas des espèces introduites, domestiquées puis réensauvagées comme les chèvres ou les chats, qui prolifèrent désormais à l'état sauvage, en plusieurs points de l'archipel.

« C'est l'un des sujets qui me préoccupent le plus », soupire Louly Bonbon, maire de la petite île-commune de Terre-de-Haut, dans l'archipel des Saintes, à la Guadeloupe. Chez lui, comme sur l'île voisine de Terre-de-Bas, ces chats et ces chèvres – appelées cabrits localement – posent problème. Ils relèvent souvent de l'élevage informel qui laisse les animaux en divagation. *« C'est la mairie qui détient la compétence en matière d'errance animale »*, ajoute le maire, qui s'avoue pourtant *« démuni »*. *« Ces anciens animaux domestiques apportent leur lot de ravages. D'une part, l'absence de surveillance vétérinaire les rend malades et fait courir le risque de contaminations dans le monde agricole. D'autre part, les cabrits, en dévorant toute la végétation, portent atteinte à la biodiversité locale. »*

« Cela nuit aussi de plus en plus à la bonne tenue du sol qui, sans végétation, s'érode très vite », observe aussi l'OFB, craignant le ruissellement et les glissements de terrain en cas de forte pluie.

La situation est telle que, en décembre 2023, Solanges Nadille, sénatrice (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants) de la Guadeloupe, a posé au gouvernement la question des moyens mis en œuvre pour lutter contre ce fléau qui ravage les îlets des Saintes. Sarah El Haïry, secrétaire d'Etat démissionnaire chargée de la biodiversité, avait expliqué que l'objectif à poursuivre était leur capture.

Sauf que les moyens manquent, constatent les acteurs locaux, prompts à évoquer la lutte contre les espèces animales envahissantes comme le parent pauvre des politiques publiques en matière de biodiversité. Et tous regardent avec envie ce qui se fait ailleurs dans les Caraïbes. Comme sur l'île de Redonda, à Antigua-et-Barbuda, où plusieurs années de travail acharné d'extermination des rats, de capture des cabrits et de restauration de la végétation ont rendu le caillou, anciennement exploité pour du guano et désertique, à la vie sauvage et végétale. ■

AMANDINE ASCENSIO

Au Pakistan, le dérèglement climatique accroît les mariages forcés

Les familles ayant perdu leurs terres à la suite de moussons hors norme ont tendance à obliger leurs filles à se marier pour obtenir une dot

Salwa (le prénom a été modifié) venait d'avoir 13 ans lorsque ses parents lui ont annoncé son mariage, début 2023. L'adolescente est d'abord enthousiaste : *« Je pensais que l'on m'offrirait du rouge à lèvres, des vêtements et des bijoux »*, explique-t-elle, lors d'une conversation vidéo, tout en berçant son bébé, âgé de quelques mois. *« Je n'avais pas compris que ce mariage impliquerait d'être avec un homme plus âgé que moi. A cause des inondations, mes parents ont perdu leur terre. Ils n'avaient pas d'autres choix. »*

A Khan Mohammad Mallah, dans le sud du Pakistan, Salwa est loin d'être la seule adolescente à avoir été mariée depuis les inondations meurtrières de 2022. Dans ce village du Sind, le fondateur de l'ONG Sujag Sansar, Mashooque Birhmani, qui travaille avec les communautés locales pour lutter contre les mariages d'enfants, a recensé 45 mariages de mineures en 2024, dont un tiers en mai et juin, juste avant le début des moussons.

Vitales pour les millions d'agriculteurs pakistanais et pour la sécurité alimentaire du pays, les moussons deviennent plus longues et plus fortes qu'auparavant, sous l'effet du réchauffement climatique, provoquant inondations et destruction de terres agricoles. Jusqu'à conduire à ce que les Pakistanais nomment les *« épouses de moussons »*. *« Nous avons observé une augmentation systématique des mariages forcés lors des inondations les plus destructrices de l'histoire du pays en 2007, en 2010 et en 2022 »*, indique Gulsher Panhwer, chef de projet au sein de Sujag Sansar.

Loi non appliquée

D'après une étude menée par deux universitaires pakistanais, le taux de mariage des filles âgées de 15 à 19 ans est passé de 10,7 % à 16 % après les inondations de 2010. Dans la seule province du Sind, près de 4,8 millions de personnes ont été touchées, dont la moitié était encore des enfants. Dans cette région, près du quart des filles ont été mariées avant l'âge de 18 ans. *« Sans revenus, les agriculteurs sont tellement désespérés qu'ils marient leurs filles pour l'équivalent du prix d'une vache ou même moins. Ils espèrent les mettre à l'abri de la pauvreté et obtenir de quoi nourrir le reste de leur famille »*, explique Gulsher Panhwer.

En 2022, un tiers du Pakistan, cinquième pays le plus peuplé au monde, avait été inondé et de précieuses récoltes avaient été ravagées dans une nation où l'agriculture représente un quart de la richesse nationale.

De nombreux villages agricoles du Sind ne se sont jamais remis de ces inondations. *« Nous vivions grâce à nos terres, mais, en 2010, elles ont été détruites à cause des moussons. Pour survivre, nous avons dû partir dans une autre province »*, explique Aiza, âgée de 29 ans et mère de deux enfants. Malgré ce déplacement, la petite famille peine à se nourrir et décide de marier la cadette. Deeba avait 12 ans et a été mariée à un homme de 25 ans en échange de 150 000 roupies pakistanaises, soit l'équivalent de 480 euros. *« Elle était heureuse de recevoir de nouveaux vêtements et des bracelets, mais quand on l'a emmenée chez son mari, elle s'est agrippée à moi et nous nous sommes mises à pleurer. Je regrette tellement »*, sanglote la mère de famille, elle-même mariée à l'âge de 16 ans.

Si les mariages d'enfants sont courants dans certaines régions du Pakistan, sixième pays au monde comptant le plus grand nombre de mineures mariées (19 millions d'après le Fonds des Nations unies pour l'enfance), cette pratique est considérée comme un crime, passible d'une peine de prison. L'âge légal du mariage varie de 16 à 18 ans, selon les régions, mais la loi n'est pas toujours appliquée. Selon la dernière enquête démographique et sanitaire pakistanaise réalisée en 2018, 3,6 % des filles de moins de 15 ans et 18,3 % des filles de moins de 18 ans sont mariées. L'enquête montre aussi que 8 % des Pakistanaises âgées de 15 à 19 ans sont déjà mères ou enceintes de leur premier enfant. Globalement, une jeune femme sur six dans le pays a été mariée pendant son enfance.

« Il existe un débat permanent entre deux écoles de pensée concernant le mariage des enfants au Pakistan. L'une respecte strictement l'âge légal du mariage, tandis que l'autre prend en compte les facteurs socio-économiques du Pakistan et traite chaque cas de mariage d'enfants différemment », explique Syed Murad Ali Shah, chercheur en droit à l'université d'Azad Jammu and Kashmir. *« Accentués par le dérèglement climatique, les mariages forcés persistent dans le pays, en particulier dans les régions pauvres. Et ce, malgré les efforts du gouvernement »*, déplore l'expert.

Deeba a été mariée à l'âge de 12 ans à un homme de 25 ans en échange de l'équivalent de 480 euros

« La réponse est l'éducation »

En 2023, l'Unicef faisait état de *« progrès significatifs »* dans la réduction du nombre de mariages d'enfants. Mais *« il est prouvé que les événements météorologiques extrêmes comme celui-ci* [les inondations provoquées par les moussons de 2022] *sont corrélés à un risque accru de mariage d'enfants. (...) Nous nous attendons à une augmentation de 18 % de la prévalence du mariage des enfants, ce qui équivaudrait à effacer cinq années de progrès »*, alerte l'organisation internationale à propos du Pakistan. A la suite de la médiatisation des 45 cas de mariages forcés dans le village de Khan Mohammad Mallah, le ministre du Sind, Murad Ali Shah, a ordonné une enquête.

Cette corrélation entre catastrophes naturelles et augmentation des mariages d'enfants avait été montré sans équivoque dans une étude, publiée en août 2023 dans la revue *International Social Work*, qui rassemblait une vingtaine d'enquêtes conduites entre 1990 et 2022 en Afrique et en Asie du Sud.

Pour lutter contre l'épidémie des « épouses de moussons », l'ONG Sujag Sansar mène une campagne de sensibilisation auprès des communautés locales en s'adressant aux personnalités religieuses, aux enseignants, mais aussi aux parents et à leurs filles. *« Nous créons du lien social à travers des projets artistiques afin de briser le cercle vicieux des mariages d'enfants. La seule réponse à cette catastrophe est l'éducation. Pour éviter aux filles d'être considérées comme un fardeau, il faut développer leurs compétences afin qu'elles puissent trouver un emploi ou créer une entreprise et ainsi devenir autonomes »*, explique Mashooque Birhmani. ■

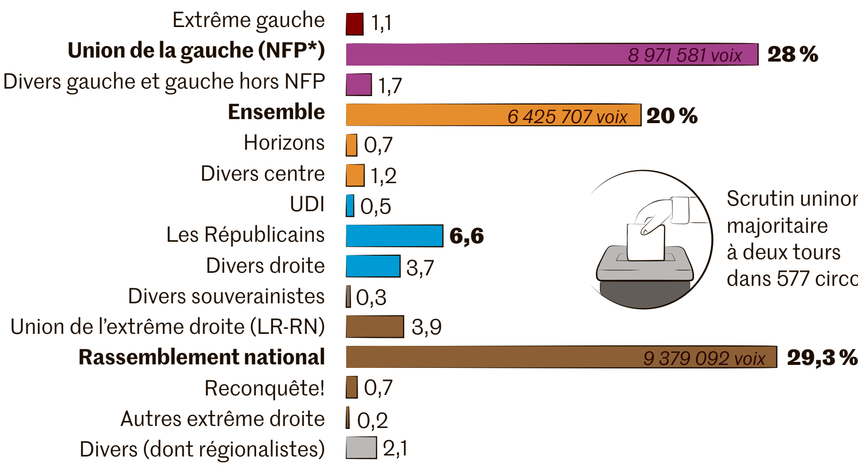
MARGAUX SEIGNEUR

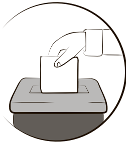
Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

CRISE POLITIQUE

Assemblée nationale, une composition différente selon le mode de scrutin appliqué

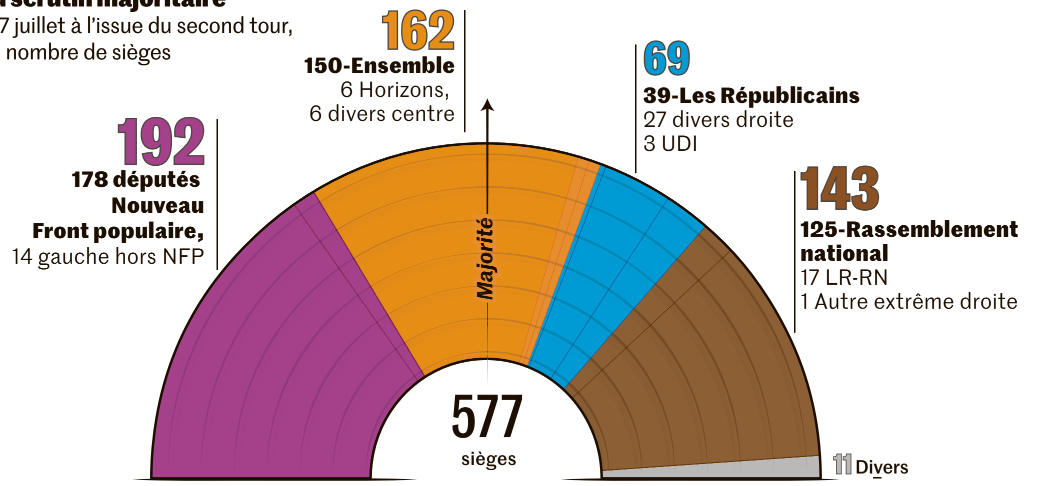
Les suffrages exprimés le 30 juin
en %, au premier tour des élections législatives 2024, nuances ministère de l'intérieur



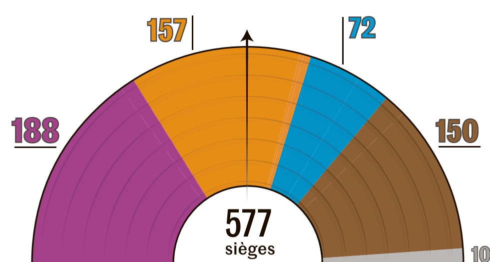


Scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans 577 circonscriptions

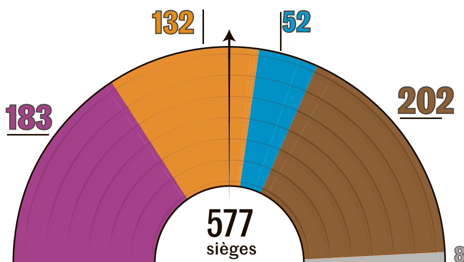
L'Assemblée actuelle élue au scrutin majoritaire
le 7 juillet à l'issue du second tour, en nombre de sièges



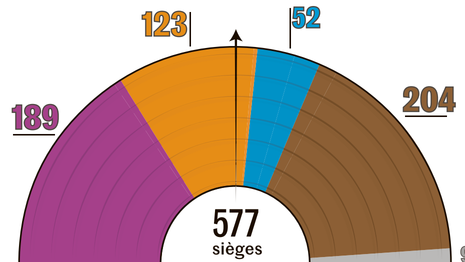
Scénario 1-**Proportionnelle mixte**
Proposition de loi de Patrick Mignola (député MoDem), 2021
• Scrutin proportionnel pour les départements de douze députés et plus
• Uninominal majoritaire à deux tours pour les autres



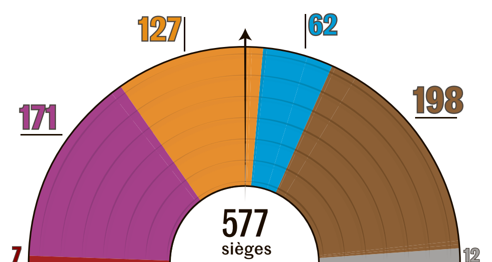
Scénario 2-**Proportionnelle intégrale à l'échelon régional**
Proposition de loi de Mélanie Vogel (sénatrice Les Ecologistes), en 2024



Scénario 3-**Proportionnelle intégrale comme utilisée en 1986**
Scrutin proportionnel appliqué par départements, à la plus forte moyenne



Scénario 4-**Proportionnelle intégrale à l'échelon national**



* Nouveau Front populaire

Source : ministère de l'intérieur, calculs *Le Monde* à partir des résultats du premier tour des élections législatives 2024 Infographie *Le Monde*

La proportionnelle revient dans le débat

L'idée d'un changement du mode de scrutin aux législatives est vue comme une solution face au blocage actuel

Sur le papier, la mesure semble faire consensus. La mise en place du mode de scrutin proportionnel aux élections législatives est présente dans le « contrat de législature » présenté par le Nouveau Front populaire (NFP) lors des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Condition du ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2017, la mesure était encore dans le programme du « président candidat » en 2022. De même pour le Rassemblement national (RN).

En 2012, lors de sa campagne victorieuse pour l'Elysée, François Hollande avait déjà promis de changer la manière dont les députés sont élus. Il n'aura pourtant échappé à personne que les dernières élections législatives se sont déroulées au mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours par circonscription, comme seize des dix-sept scrutins législatifs sous la Ve République.

Sans soulever les foules, le débat sur le changement de mode de scrutin n'est pas nouveau dans le paysage politique français, où il fait figure de serpent de mer. Il revient en force à la faveur de la crise politique que traverse le pays – plus de sept semaines après les législatives, il n'y a toujours pas de nouveau gouvernement ni de premier ministre – et surtout, alors que l'actuel mode de scrutin semble avoir perdu de sa superbe.

CHANGER LE MODE DE SCRUTIN EST-IL SEULEMENT POSSIBLE ? SACHANT QU'IL N'Y A PAS BESOIN DE TOUCHER À LA CONSTITUTION, UNE LOI ORDINAIRE SUFFIT

Alors que ses partisans vantent sa capacité à dégager des majorités stables, les deux dernières élections législatives ont accouché d'une Assemblée nationale fracturée en trois blocs principaux, où aucune majorité ne se dégage. Connu pour être un barrage efficace à la montée de l'extrême droite, il a pourtant bien failli lui offrir une majorité absolue, le 7 juillet.

« FRAGMENTATION POLITIQUE »

En face, les soutiens à la proportionnelle défendent de longue date un système jugé plus juste, qui ne favorise pas que les deux plus gros partis, mais permet une représentation davantage plurielle et moins déformée du vote. Bref, qui donne une place plus conforme au poids relatif de chaque sensibilité.

Selon eux, ce mode de scrutin permettrait aussi de libérer les partis des alliances préélectorales pour avoir une chance d'accéder au second tour. *« La règle du scrutin majoritaire, c'est s'unir ou périr,* affirme Thierry Pech, directeur général de Terra Nova, un groupe de réflexion qui a produit plusieurs notes sur le sujet. *On voit bien la déformation de l'offre politique et les efforts faits par les uns et les autres pour se rassembler. »*

Efforts auxquels doivent consentir les électeurs, souvent davantage amenés à « voter utile » au premier tour, puis à faire barrage au second, qu'à se prononcer par conviction.

Bayrou : « On aurait dû changer la loi électorale avant la dissolution »

Le président du MoDem plaide en faveur de la proportionnelle, afin de sortir de la logique de « conflit » du scrutin majoritaire actuel

ENTRETIEN

Défenseur de longue date de l'instauration de la proportionnelle aux élections législatives, François Bayrou considère que la crise politique actuelle lui donne raison, en mettant en lumière les limites du mode de scrutin actuel, uninominal majoritaire à deux tours. Rappelant que cette mesure était une des conditions de son alliance avec Emmanuel Macron en 2017, ce proche du chef de l'Etat propose de faire adopter ce changement de la loi électorale par le biais d'un référendum.

Plus de sept semaines après les législatives anticipées, la France n'a toujours pas de nouveau premier ministre. Selon vous, le blocage actuel est-il induit par notre mode de scrutin ?

En grande partie, oui. Cette loi électorale oblige des gens qui n'ont rien en commun, dont les orientations politiques et philosophiques sont opposées, à se mettre ensemble artificiellement pour additionner les voix. D'autre part, le scrutin majoritaire oblige au conflit. Il est plus rentable électoralement de désigner un ennemi et d'en faire l'adversaire à abattre. L'affrontement et l'antagonisme simplistes sont plus payants qu'une démarche constructive. Les « salauds » d'un côté et les « purs » de l'autre et tout accord est interdit. Blocage programmé.

En quoi le scrutin proportionnel offrirait-il une solution alors que le morcellement politique actuel engendre le blocage ?

La loi électorale proportionnelle est juste, et de surcroît elle crée un paysage politique nouveau. Chacun se présente sous ses propres couleurs, c'est une démarche plus authentique et qui oblige à creuser ses propres idées. Dès l'instant qu'on franchit la barre mettons de 5 %, on est assuré d'un groupe parlementaire représentatif. Mais chacun sait bien qu'il n'obtiendra pas la majorité à lui tout seul. On est donc obligé de regarder ses concurrents pas seulement comme des adversaires, mais comme de potentiels partenaires. On sait avant même le résultat qu'il faudra composer. Ça change tout. J'ajoute que la situation d'aujourd'hui est assez drôle. Pendant des décennies, les tenants du scrutin majoritaire ont expliqué doctement que c'était le seul moyen d'obtenir des majorités. Et le résultat, nous l'avons sous les yeux : une Assemblée plus explosée qu'elle ne l'a jamais été. Leur thèse est devenue insoutenable.

Le sujet est absent des différents pactes qui ont été proposés, notamment par vos alliés de la majorité sortante. Comment l'expliquez-vous, alors que le sujet pourrait être rassembleur, si on en croit ce que vous dites ?

Le mode de scrutin façonne les esprits, non pas pour une seule élection, mais pour longtemps. Même dans une Assemblée devenue aussi diverse et donc obligée au compromis, subsistent les réflexes majoritaires, clanisme, caricature et détestation de ses concurrents. Mais je constate tous les jours que cette idée de proportionnelle est aujourd'hui dans tous les esprits. Elle est la seule perspective crédible pour normaliser le pluralisme. Elle oblige toutes les forces politiques à reconnaître la légitimité, y compris de leurs adversaires. Il est désormais inéluctable, et heureusement, que cette idée fasse son chemin.

Voyez-vous un chemin à l'adoption de la proportionnelle dans cette Assemblée morcelée ?

Le plus clair et le plus marquant serait de proposer cette décision au référendum. Cette démarche aurait l'avantage d'être indiscutable et donc d'ancrer le résultat solidement. Car on ne peut pas bâtir sous la menace permanente d'un retour en arrière au gré des alternances. Il faut un consensus solennel et large pour qu'il soit durable.

Emmanuel Macron a-t-il laissé passer une occasion, avec la dissolution, d'introduire la proportionnelle ?

Mon idée était qu'on aurait dû changer la loi électorale avant une éventuelle dissolution. Le climat en aurait été profondément assaini, pour le mieux. Les responsables politiques qui ont écarté cette démarche, c'est-à-dire tous les présidents de la République successifs, n'ont pas vu qu'il ne s'agissait pas d'une manœuvre politique. Il s'agit seulement du constat de la revendication de diversité et de pluralisme qui, dans tous les domaines, s'est enracinée dans la société française. Je l'avais dit en 2002 en réponse au parti unique de Jacques Chirac *[l'UMP]* : « Vous dites qu'il faut un parti unique parce que nous pensons tous la même chose. Si nous pensons tous la même chose, c'est que nous ne pensons plus rien. » Il a fallu plus de vingt ans pour que cette réalité finisse par s'imposer.

C'était l'une de vos conditions quand vous avez soutenu Emmanuel Macron en 2017...

C'était notre accord. C'était aussi l'engagement de François Hollande en 2012. Souvenez-vous : « Moi président, je mettrai en place la proportionnelle pour les élections législatives. »

Peut-on imaginer que, d'ici à la fin du mandat d'Emmanuel Macron, il y ait une autre dissolution avec un mode de scrutin majoritaire à deux tours ?

Ce n'est pas possible. Je ne vois pas quel gouvernement pourrait dire : on ne change pas le mode de scrutin. Dans des temps aussi difficiles que les nôtres, c'est une condition pour un exercice différent de la vie parlementaire.

Vous avez, dans plusieurs prises de parole publiques, critiqué le rôle et la responsabilité des partis politiques. N'est-ce pas contradictoire avec un système proportionnel qui leur donnerait plus de poids ?

Mais il est bon que les partis politiques existent et soient forts ! Ce n'est pas moi qui vais vous dire le contraire. Je préside un de ces partis, je l'ai fondé et je porte sa vision depuis deux décennies dans les débats nationaux et européens. Mais les combinaisons de partis ne doivent pas mettre l'exécutif sous tutelle. C'est l'apport inestimable de la Ve République.

À Bayeux en 1946, de Gaulle définit l'esprit des institutions qu'il juge nécessaires et il dit à peu près : nous allons arracher l'exécutif aux manœuvres parlementaires. C'est le président de la République qui nommera le gouvernement en tenant compte des nuances de l'Assemblée nationale. Entre le législatif et l'exécutif, le principe, c'est la séparation des pouvoirs. A mes yeux, pour que ça marche, il faut un président fort, un gouvernement fort et un Parlement fort. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ROBIN D'ANGELO ET RACHEL GARRAT-VALCARCEL

LA PROPORTIONNELLE, QUI PLUS EST À UN TOUR, METTRAIT FIN AU « FRONT RÉPUBLICAIN », EN ÉVITANT UNE MOBILISATION ANTI-RN AU SECOND TOUR

« Souhaite-t-on vraiment un moyen d'expression démocratique qui incite fortement les votants à ne pas être sincères ? », s'interrogent Antoine Rolland et Jean-Baptiste Aubin, maîtres de conférences en statistique, dans une tribune publiée en juin par *Le Nouvel Obs*.

Pourtant, changer en faveur d'un mode de scrutin proportionnel ne réglerait pas forcément le « problème » d'absence de majorité absolue. Au contraire. *« On va accroître la fragmentation politique, mais on va se donner une chance de la rendre plus vivable en mettant les responsables politiques face à leurs responsabilités »*, imagine M. Pech. L'espoir des avocats de la proportionnelle : que la campagne soit moins frontale et favorise les discussions et la formation de coalitions après l'élection.

« Le mode de scrutin parfait n'existe pas, prévient M. Rolland. *Des théorèmes mathématiques prouvent que les bonnes propriétés d'un mode de scrutin sont incompatibles entre elles. On ne peut pas jouer sur tous les tableaux. »* Suivant les modalités du scrutin proportionnel qui pourrait être choisi – et il y en a de très nombreuses, entre l'introduction d'une « dose » de proportionnelle ou l'instauration d'une « proportionnelle intégrale », nationale ou plus locale –, la formation de coalitions, de blocs ou d'ententes préélectorales à géométrie variable n'est pas à exclure.

En Pologne, l'actuel premier ministre, Donald Tusk, s'est par exemple présenté aux élections de 2023 à la tête d'une coalition de plusieurs partis qui ont formé des listes uniques dans tout le pays.

Cela réduit, mais n'évite pas totalement, la question du « vote utile ». Suivant la taille des circonscriptions et la méthode de calcul, le pourcentage minimal de voix pour obtenir des sièges peut être, dans les faits, plus élevé que celui inscrit dans la loi. En clair : une liste qui obtient 10 % des voix dans une circonscription qui distribue trois sièges risque de n'en obtenir aucun ; dans une circonscription qui distribue cinquante sièges, cette liste en décrochera probablement cinq.

« POINT DE BLOCAGE »

Il reste encore une hypothèque : *« Le vrai point de blocage, il est sur l'élection présidentielle, majoritaire à deux tours »*, remarque M. Rolland. *« Il ne faut pas prêter trop de pouvoir au mécanisme institutionnel*, note Thierry Pech. *Il y a des facteurs qui n'ont pas grand-chose à voir avec le mode de scrutin. »* De fait, chaque mouvement des acteurs politiques dans la période semble avant tout guidé par l'idée de ne pas perdre trop de plumes avant la prochaine présidentielle.

Changer le mode de scrutin dans cette Assemblée fracturée est-il seulement possible ? Sachant qu'il n'y a pas besoin de toucher à la Constitution, une loi ordinaire suffit. Le NFP est pour, une partie au moins du camp présidentiel aussi. Mais le RN, longtemps partisan de la proportionnelle, paraît désormais moins allant. *« On a un mode de scrutin majoritaire qui a toujours été accepté par tout le monde, sauf quand le RN peut gagner. C'est ça l'idée ? »*, a lancé Marine Le Pen, sur France Inter le 2 juillet. Paradoxalement, le scrutin proportionnel, qui plus est à un tour, mettrait d'une certaine manière fin au « front républicain » lors du scrutin, en évitant une mobilisation anti-RN au second tour.

Dans les calculs hypothétiques effectués par *Le Monde* à partir des résultats du premier tour, le 30 juin, le RN est le parti qui verrait le plus son contingent de députés augmenter. Le parti est, aujourd'hui, suffisamment fort pour faire élire plusieurs dizaines de députés avec ce mode de scrutin, et même une majorité absolue ne paraît plus être inatteignable. Pourquoi s'en priver ?

Certains, comme le président du MoDem, François Bayrou, proposent la tenue d'un référendum pour donner un poids politique incontestable à cette modification et éviter un retour au statu quo ante, comme après les législatives de 1986. Les Français semblent massivement pour la proportionnelle : dans la dernière enquête d'Ipsos pour *Le Monde*, 76 % du panel y est favorable. Ce taux ne tombe qu'à 65 % quand il est précisé au sondé que, sur la base des résultats du 30 juin, le RN aurait eu plus de sièges. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

Affaire Fillon : l'ex-premier ministre saisit la Cour européenne des droits de l'homme

François et Penelope Fillon, ainsi que l'ex-député UMP Marc Joulaud, ont déposé, vendredi, une requête devant la juridiction européenne pour faire annuler leur condamnation

Plus de sept ans après son commencement, en pleine campagne présidentielle de 2017, l'affaire François et Penelope Fillon connaît un nouveau développement. Comme l'a appris *Le Monde*, le premier ministre de Nicolas Sarkozy (2007-2012) a déposé, le 23 août, un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à Strasbourg, après que sa culpabilité pour, notamment, « détournement de fonds publics » a été reconnue par la Cour de cassation, le 24 avril, dans le dossier des emplois fictifs à l'Assemblée nationale.

A l'instar de son mari, Penelope Fillon, condamnée en appel et dont la peine a été confirmée par la Cour de cassation, a également émis une requête auprès de la CEDH. Tout comme Marc Joulaud, suppléant de M. Fillon à l'Assemblée nationale entre 2002 et 2007, et dont la peine en appel a été validée par la Cour de cassation. *« L'objectif que nous poursuivons est l'annulation des condamnations pénales et civiles pour nos trois clients »*, assure leur avocat, François-Henri Briard. Une nouvelle audience se tiendra devant la cour d'appel concernant les peines prononcées en appel à l'encontre de l'ex-chef du gouvernement, pour l'emploi fictif de son épouse.

Les trois requérants considèrent que plusieurs paragraphes de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (*« droit à un procès équitable »*, *« indépendance »*, *« impartialité et droit d'accès à un tribunal »*, *« droits de la défense »*) ont été violés par la France dans leur dossier. *« La question des nullités* [vices de procédure] *de l'instruction (…) n'a hélas pas été tranchée par la Cour de cassation dans son dernier arrêt*, explique Me Briard. *Nos trois clients recherchent une condamnation de la France par la juridiction européenne pour faire censurer les manquements qui ont été commis aux principes d'indépendance et d'impartialité dans la hiérarchie judiciaire et la conduite du procès. »*

Devant la CEDH, les trois requérants mettent en avant les moyens de nullité que M. Fillon avait soulevés sans succès en 2021, lors de son procès en appel, pour tenter de faire annuler la procédure pénale à son encontre. Ils s'appuient principalement sur les déclarations fracassantes de l'ancienne patronne du Parquet national financier (PNF), Eliane Houlette, en juin 2020, devant la commission d'enquête parlementaire de l'Assemblée nationale sur l'indépendance du pouvoir judiciaire.

« Paradoxe de la défense »

A l'époque, Mme Houlette avait évoqué *« un contrôle très étroit et une pression très lourde »* qu'elle avait ressentis en février 2017 – la gauche était alors au pouvoir – en raison des *« très nombreuses demandes »* de remontées d'informations (*« sur les perquisitions en cours »*, *« sur les auditions »*, etc.) de sa supérieure hiérarchique rattachée au ministère de la justice, la procureure générale de Paris, Catherine Champrenault.

Par ailleurs, Mme Houlette – sollicitée, elle n'a pas souhaité s'exprimer – avait raconté avoir été *« convoquée* [en février 2017] *au parquet général »*, qui l'aurait engagée *« à changer de choix procédural* [celui-ci ne convenant pas], *c'est-à-dire à ouvrir une information judiciaire »*, plutôt que de poursuivre l'enquête préliminaire. Cela sera fait le 24 février 2017, avec la désignation de trois juges d'instruction, qui mettront en examen M. Fillon le 14 mars 2017.

Les démarches de M. Fillon devant la CEDH pourraient à terme convaincre Nicolas Sarkozy de l'imiter

Les dessous de ce choix procédural sont au cœur des griefs des avocats de l'ancien premier ministre. L'arrêt de la cour d'appel de mai 2022 indique pourtant que ses conseils de l'époque avaient adressé au PNF, le 9 février 2017, un courrier pour lui demander de se dessaisir de l'enquête préliminaire et de *« requérir l'ouverture d'une information judiciaire »*. *« Il ne peut être énoncé que la poursuite des investigations dans ce cadre juridique paraissait alors une anomalie ou un dévoiement de procédure dans l'esprit de celui pour le compte duquel ce courrier a été adressé au PNF »*, soulignait la cour d'appel, pointant un *« évident paradoxe de la défense »*.

Questionnée, Mme Champrenault réaffirme aujourd'hui n'avoir exercé *« aucune pression politique de quelque nature qu'elle soit »* et plaide *« le fonctionnement normal du pouvoir hiérarchique »*.

Même si le Conseil supérieur de la magistrature, dans un avis de septembre 2020, n'a pas relevé de *« pression »* et rappelé – comme Mme Houlette l'avait fait devant les députés – que l'ouverture d'une information judiciaire *« n'est intervenue qu'au seul motif du risque de prescription, du fait d'une évolution législative imminente »*, M. Fillon, éliminé au premier tour du scrutin présidentiel, et son entourage ont dénoncé, depuis 2017, un *« assassinat politique »*, comme le rappelle Me Briard.

« Il existe effectivement un faisceau d'indices qui caractérisent à notre sens une intention délibérée de neutraliser sa candidature à l'élection présidentielle », maintient Me Briard, qui souligne entre autres *« l'enquête de police conduite au pas de charge pour vérifier quinze ans de rémunération »*, le *« réquisitoire introductif rédigé sous pression »*, les *« demandes de remontées incessantes d'information du parquet général, formulées de façon non écrite, contrairement à la loi »*. La CEDH, après avoir examiné la recevabilité de la requête, ne statuerait que dans plusieurs années. Quant à M. Fillon, il devrait, après le prochain arrêt de la cour d'appel de renvoi, former un nouveau pourvoi devant la Cour de cassation.

Si le calendrier de la CEDH ne concorde pas avec celui des juridictions françaises, les requérants demanderaient, s'ils avaient gain de cause à Strasbourg, une révision de leur condamnation pénale. Me Briard est persuadé qu'une décision de la Cour de cassation sur la nullité du réquisitoire introductif pourrait suffire pour que *« le château de cartes s'écroule et pour que toute la procédure soit déclarée nulle. Dans le jeu du mikado, un seul élément peut déséquilibrer tout le jeu. »*

Les démarches de M. Fillon et de son entourage devant la CEDH pourraient à terme convaincre Nicolas Sarkozy de les imiter. Condamné en 2021 pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire des écoutes (condamnation confirmée en appel), l'ex-chef de l'Etat n'avait pas exclu de déposer un recours devant la CEDH. ■

RÉMI DUPRÉ

Les maires de France vent debout contre le rabotage du fonds vert

Le projet de budget « zéro valeur » proposé par le gouvernement démissionnaire ampute de 1,5 milliard d'euros le fonds destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires

Le gouvernement de Gabriel Attal, démissionnaire, n'est censé s'occuper que des « affaires courantes ». Pourtant, certaines de ses initiatives passent très mal. Prévue par la « lettre plafond » envoyée au ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, la baisse drastique du fonds vert, qui permet aux collectivités de financer des projets vertueux pour l'environnement, est très mal vécue par les représentants des associations d'élus.

« C'est un très mauvais signal, qui fait penser que la transition écologique n'est plus une grande priorité nationale, affirme Jean-François Vigier, vice-président de l'Association des maires de France (AMF) et maire UDI de Bures-sur-Yvette (Essonne). *La transition écologique est fondamentale, nous en sommes parfaitement conscients, et elle doit se faire dans les territoires. Pour cela, nous avons besoin d'engager des investissements importants sur l'énergie, l'alimentation, la biodiversité. »*

Le 20 août, Matignon avait organisé un brief pour présenter un budget dit « zéro valeur », sans en détailler les arbitrages. Mais, le 28 août, le média *Contexte* a dévoilé que le fonds vert y serait réduit de 2,5 milliards d'euros à 1 milliard. *« Comment un gouvernement démissionnaire peut-il s'attaquer aux moyens d'action d'élus qui sont eux pleinement en poste et à l'action pour la transition écologique ? »*, juge Sébastien Martin, président d'Intercommunalités de France et proche de Xavier Bertrand, président (Les Républicains, LR) des Hauts-de-France.

Jeudi, conscient du caractère inflammable de cette réduction, Matignon a relativisé, en précisant que les crédits de ce fonds augmenteraient de 300 millions pour 2025. Mais les autorisations d'engagement, c'est-à-dire les dépenses prévues sur plusieurs années, baisseront bien à terme. Et les services de Gabriel Attal ont aussi tenu à rappeler que le gouvernement prochainement nommé pourrait revenir sur ces décisions.

Insuffisant pour dissiper l'inquiétude de collectivités déjà échaudées par de précédents coups de rabot. En février, le gouvernement Attal, à la recherche de 10 milliards d'économies, avait en effet coupé 400 millions d'euros dans le fonds vert. Ce dispositif était pourtant régulièrement mis en avant par l'exécutif comme une façon vertueuse de rendre la transition *« concrète dans les territoires »*. Lors du projet de loi de finances (PLF) examiné à l'automne 2023, il avait d'ailleurs été augmenté de 500 millions d'euros.

Depuis la suppression de la taxe d'habitation, ces aides sont très attendues, notamment dans les municipalités qui lancent, partout, des projets de rénovation thermique de leurs bâtiments, notamment les gymnases, les salles des fêtes, les piscines, etc. En 2022, l'Institut de l'économie pour le climat avait estimé que les collectivités devraient réaliser au moins 12 milliards d'euros d'investissement en faveur du climat chaque année jusqu'en 2030 pour permettre à la France d'atteindre ses objectifs climatiques.

Contexte économique difficile

« Depuis la fin de la taxe d'habitation, nous sommes un peu sous le robinet à attendre les subventions et les dotations, et nous devenons des variables d'ajustement de l'administration et de Paris, estime M. Vigier. *La transition écologique nous contraint à réfléchir sur dix ans. Et, là, nous ne pouvons plus nous inscrire dans la durée, nous ne pouvons même plus nous projeter à quatre ou cinq ans, alors que nous sommes responsables devant nos administrés des projets que nous avons lancés. C'est aussi les maires qui expliquent au quotidien l'importance de la transition écologique. »*

Politiquement, cette polémique n'arrive pas à un bon moment pour Emmanuel Macron. A la recherche de son nouveau premier ministre et d'une éventuelle coalition qui permettrait au futur gouvernement de survivre au morcellement de l'Assemblée nationale, le président de la République a reçu quelques grands élus locaux, notamment David Lisnard (LR), président de l'AMF. *« Si la méthode est perfectible, le fonds vert représente des moyens pour les projets de nos communes et de nos intercommunalités. Ce sont des projets de mandats locaux, dessinés, présentés qui seraient visés. Les débats au Parlement et un nouveau gouvernement devront corriger ces erreurs »*, estime M. Martin.

Entre la nomination d'un nouveau premier ministre, la constitution d'une équipe gouvernementale et le dépôt du PLF à l'Assemblée nationale, début octobre, les délais seront très courts pour peser sur les nouveaux arbitrages. Surtout dans un contexte économique difficile, alors que la France a été placée en procédure de déficit excessif par la Commission européenne, le 26 juillet. L'inquiétude des associations d'élus est que le nouveau gouvernement reprenne des pans entiers du travail de préparation du PLF par le gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal. ■

MATTHIEU GOAR

L'hypothèse Cazeneuve pour Matignon divise le PS

A l'université d'été du parti à Blois, Olivier Faure doit faire face aux partisans de l'ex-chef du gouvernement

REPORTAGE
BLOIS - *envoyée spéciale*

Bernard Cazeneuve sera-t-il le successeur de Gabriel Attal à Matignon ? A Blois, l'hypothèse de la nomination de l'ancien premier ministre de François Hollande, nourrie par l'Elysée ces derniers jours, a parasité l'université d'été du Parti socialiste (PS), qui se tenait du 29 au 31 août, et brouillé le message autour de Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, lui avait pourtant préparé un programme sur-mesure. Conviée à son grand meeting vendredi, en fin de journée, aux côtés d'autres personnalités du NFP, comme l'ex-« insoumise » Clémentine Autain ou l'écologiste Marine Tondelier, celle qui prétend au poste de premier ministre a été ovationnée par les militants. *« Lucie Castets à Matignon, Lucie Castets à Matignon »*, ont scandé les Jeunes Socialistes, à son arrivée.

Mais sur scène, Olivier Faure s'est résolu à répondre aux rumeurs, et a, pour la première fois, livré le fond de sa pensée sur l'éventuelle nomination d'un socialiste à Matignon. Outre Bernard Cazeneuve, le nom du maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Karim Bouamrane, assis dans les premiers rangs, a également circulé. Vendredi matin, ce dernier a reconnu sur TF1 avoir eu des contacts avec l'Elysée, mais a averti que si on lui proposait Matignon, il se retournerait vers sa famille politique pour dessiner la suite.

Evitant l'attaque personnelle, Olivier Faure a choisi la dérision et a fait comme si c'était lui qu'Emmanuel Macron appelait. *« Imaginez que j'aille à Matignon sans vous, mes amis. Est-ce que j'aurai un gyrophare, parce que toute trahison a un prix ? »*, a-t-il ironisé. Le député de Seine-et-Marne s'est attelé à décourager quiconque de croire qu'*« avec* [sa] *force de conviction,* [son] *talent,* [il] *pourrait convaincre* [ses] *amis d'hier, d'aujourd'hui, de demain, et imposer au chef de l'Etat un rapport de force »*, a-t-il embrayé, calculant qu'avec seulement 66 députés, les socialistes, qui n'auraient pas le soutien des trois autres forces de gauche, resteraient *« minoritaires par rapport aux macronistes »*.

« Si vous voulez gouverner sans le NFP avec la droite, vous serez la droite », a-t-il prévenu, faisant comme s'il n'y avait désormais plus d'autre option que le NFP et Lucie Castets. Un nouveau virage après une expression plus modérée mardi 27 août, quand il avait expliqué, lors d'un bureau national houleux, qu'un premier ministre de gauche ne serait pas censuré a priori, sauf s'il poursuivait la *« politique d'Emmanuel Macron »*. A ce moment-là, la porte était alors ouverte à d'autres prétendants.

« Le bruit et la fureur »

Mais entre-temps, Lucie Castets, à laquelle La France insoumise (LFI) a promis un soutien durant toute la législature, a fait savoir qu'elle quittait son poste à la Mairie de Paris pour poursuivre la campagne, espérant une nomination à Matignon dans un deuxième temps. *« Je continuerai à mettre ma part dans le maintien de cette unité de la gauche »*, a proclamé l'énarque de 37 ans vendredi devant les militants du PS.

En face d'Olivier Faure, ses opposants internes, qui représentent la moitié du PS, continuent, eux, de demander la réouverture de discussions avec le chef de l'Etat et sont pressés de refermer la parenthèse Castets. *« Il faut reconnaître qu'on est dans une impasse, car ce n'est pas nous qui décidons* [du premier ministre]*»*, a expliqué la maire de Vaulx-en-Velin (Grand Lyon), Hélène Geoffroy, qui conduit le courant des proches de François Hollande.

« Nous avions une candidate, nous avons été unitaires. Mais, qu'on le veuille ou non, c'est le président de la République qui nomme », a fait valoir le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, à la tête du second courant minoritaire du PS. A demi-mot, certains se montrent méfiants à l'égard de Lucie Castets, qui leur paraît insuffisamment indépendante de Jean-Luc Mélenchon. Son refus de condamner clairement l'un des slogans phares du fondateur de LFI – *« la police tue »* –, le 29 août, sur BFM-TV, a par exemple été souligné. Comme ses tergiversations sur le smic à 1 600 euros : se montrant d'abord souple sur le délai de mise en place, elle s'est ensuite raidie, au diapason des « insoumis ».

En toile de fond des désaccords, l'alliance avec LFI continue de polluer les relations au PS. *« Nous sommes inquiets car la direction du PS a choisi le bruit et la fureur »*, a dénoncé Hélène Geoffroy, qui demande un congrès début 2025. *« Ramener le NFP à une soumission à Jean-Luc Mélenchon est une aberration »*, a contesté Olivier Faure.

« Cohabitation » ou « coalition »

Dans ce contexte, la perspective de voir M. Cazeneuve à Matignon sonne comme une possible sortie de crise. L'ex-chef du gouvernement de François Hollande est toujours très estimé par les opposants au chef de file du PS. C'est *« une figure de la gauche, respectée par la droite »*, salue le président du groupe au Sénat, Patrick Kanner. *« C'est un homme d'Etat, un homme libre et c'est aussi un ami »*, renchérit M. Mayer-Rossignol.

Tout l'enjeu, aux yeux des socialistes, reste de savoir s'il pourra être en capacité de mener une politique de gauche. Pour que son arrivée à Matignon soit perçue comme une bonne nouvelle, encore faudra-t-il que Bernard Cazeneuve puisse proposer l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation du smic ou la restauration de l'impôt de solidarité sur la fortune. Autant de *« lignes rouges »*, listées au PS par ceux qui ne veulent pas être associés à une *« Macronie finissante »*.

La nécessité d'imposer une *« cohabitation »* à M. Macron est revenue en boucle. *« Cohabitation, et pas "parfum de cohabitation" »*, précise M. Kanner, en référence à l'euphémisme employé par l'Elysée. *« Il ne peut y avoir de "coalition" avec le bloc central : nous ne sommes pas alliés à Macron »*, renchérit Hélène Geoffroy, en accord, pour une fois, avec Olivier Faure. A Blois, la rumeur autour de Bernard Cazeneuve paraissait, aux yeux de certains, comme une tentative de l'Elysée d'alimenter les divisions au PS. A ce titre, l'opération a été réussie. ■

SANDRINE CASSINI


Olivier Faure et la présidente des Jeunes Socialistes, Emma Rafowicz, à Blois, jeudi 29 août. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

> **« Si vous voulez gouverner sans le Nouveau Front populaire avec la droite, vous serez la droite »**
> OLIVIER FAURE
> premier secrétaire du PS

Sarkozy appelle LR à œuvrer pour « un premier ministre de droite »

L'ex-président de la République Nicolas Sarkozy appelle Les Républicains (LR) à œuvrer pour *« faire nommer un premier ministre de droite plutôt que de céder à la facilité de laisser nommer une personnalité de gauche »*, dans un entretien publié, vendredi 30 août, sur le site du *Figaro*. Il estime que l'ex-socialiste Bernard Cazeneuve n'est pas *« en adéquation avec le centre de gravité de la politique française »*.



CHRONIQUE | PAR SOLENN DE ROYER

Avec Macron, l'« envers du décor » d'une relation complexe

Emmanuel Macron joue-t-il avec les nerfs de Bernard Cazeneuve ? Vendredi 30 août au soir, ce dernier n'avait toujours pas reçu le moindre signe du président de la République, alors qu'aux cours des dernières heures, l'Elysée jugeait *« sérieuse »* l'hypothèse d'un retour de l'ex-premier ministre de François Hollande à Matignon. A ses amis, qui l'appellent pour chercher à savoir, l'intéressé – redevenu avocat en 2017 – est condamné à apporter la même réponse : depuis un dîner avec Emmanuel Macron, début mars, il n'a plus eu de contact direct avec ce dernier.

Selon nos informations, Bernard Cazeneuve a toutefois été approché, début août, par un émissaire de l'Elysée, chargé de sonder ses intentions. Il a répondu qu'il n'était pas demandeur, mais qu'au regard de la situation préoccupante du pays, il était prêt à *« faire son devoir »*. Depuis, plus rien.

Sans attendre, Bernard Cazeneuve a commencé à sonder d'anciens collaborateurs dans l'idée de constituer un hypothétique cabinet. En privé, celui qui voit son nom circuler depuis des semaines, sa cote grimper ou baisser, ne cache pas qu'il aimerait savoir sur quel pied danser désormais, deux mois après les législatives. *« Je déteste avoir le sentiment d'être instrumentalisé… »*, a-t-il récemment glissé à un proche.

Entre parenthèses

Pourquoi ce supplice, alimenté par l'Elysée ? Emmanuel Macron, qui cherche un chef de gouvernement capable de ne pas se faire aussitôt renverser par une Assemblée divisée, a-t-il voulu tester le nom de Bernard Cazeneuve au moment du rassemblement des socialistes à Blois ? Ou bien a-t-il un autre profil en tête ? Lui qui aurait préféré nommer un premier ministre de droite espère-t-il entraîner Les Républicains dans une coalition malgré eux, alors que Nicolas Sarkozy, dans un entretien au *Figaro* publié vendredi 30 août, appelle ses amis à gouverner ? Nul ne sait.

Une chose est sûre : nommer Bernard Cazeneuve à Matignon aurait un coût, à la fois politique et personnel. Cela signifierait d'abord qu'Emmanuel Macron consent à se délester d'une partie de son pouvoir, et reconnaît qu'il a perdu, le 7 juillet. Implicitement, ce serait aussi acter le fait que le *« nouveau monde »* a échoué, à tel point qu'il faut rappeler l'ancien. Comme un retour à la case départ, la *« révolution »* macronienne se mettant d'elle-même entre parenthèses… Enfin, ce serait *« cohabiter »* avec un responsable politique expérimenté et roué, qui a déjà gouverné.

Respecté à droite comme à gauche, Bernard Cazeneuve n'est pas du genre à se laisser marcher sur les pieds, même s'il est loyal et réservé. *« Je ne serai pas un premier ministre de gauche qui mène une politique de droite »*, répète-t-il en privé, tout en signifiant qu'il souhaite instaurer avec Emmanuel Macron une cohabitation véritable. Ce dernier, qui ne veut pas voir détricoter son bilan, et cherche à ménager son confort, peut-il s'en accommoder ?

Dans ce choix pour Matignon, entre également en ligne de compte une équation personnelle. Les deux hommes savent parfaitement à quoi s'en tenir l'un sur l'autre. Pendant le quinquennat de François Hollande, le ministre et le conseiller s'entendent à merveille. Ils partagent le même humour, l'amour de la chanson française et des films de Michel Audiard. Un côté anachronique, suranné. A l'Elysée, où il est secrétaire général adjoint, Macron est « l'agent traitant » de Cazeneuve, aux affaires européennes, puis au budget. Quand il est nommé ministre de l'intérieur, en avril 2014, son cadet n'a plus qu'à traverser la rue pour boire un whisky, et rire un peu. Une *« complicité spontanée »*, une *« relation authentiquement fraternelle »*, résume Bernard Cazeneuve dans son livre, *Chaque jour compte* (Stock, 2017).

Quand, fin août 2014, Macron est nommé par surprise ministre de l'économie, il revient précipitamment du Touquet. Peu avant minuit, il appelle Cazeneuve pour lui dire qu'il ne peut pas rentrer chez lui, où des journalistes l'attendent, ne voulant pas se présenter devant eux en tenue de vacances. Le ministre de l'intérieur lui propose de l'héberger Place Beauvau, d'où il pourra rejoindre l'Elysée, de l'autre côté de la rue du faubourg Saint-Honoré, pour le conseil des ministres du lendemain.

Ce soir-là, les deux hommes s'attardent dans la bibliothèque, où Cazeneuve a coutume de travailler la nuit. Macron, alors âgé de 36 ans, interroge son aîné sur *« les quelques principes »* pouvant se révéler *« utiles »* dans ses fonctions. *« L'Etat est tout et nous ne sommes rien, méfie-toi du reflet de ton image et n'oublie jamais qui t'a nommé »*, répond Cazeneuve. Mais le lendemain, à leur arrivée au conseil des ministres, il observe Macron qui, *« tel l'héliotrope confronté au soleil »*, se tourne *« naturellement »* vers les photographes, *« avec l'irrépressible fascination de celui qui visualise l'image au moment même où le photographe la prend, avec la conviction qu'elle sera à son avantage »*.

Grande sévérité

A mesure que les mois passent, il commence à comprendre que l'ex-conseiller ne joue pas franc jeu avec François Hollande et Manuel Valls. Et qu'entre transgression et trahison, il n'y a qu'un pas. De son côté, le ministre de l'économie fuit les échanges avec cet aîné un peu trop lucide qui se permet de le sermonner. Cazeneuve prend ses distances. Tout en louant l'intelligence et la volonté du ministre de l'économie, il observe *« l'entreprise de séduction »* se poursuivre. Mais *« en connaissant l'envers du décor »*.

En mai 2017, pour montrer sa réprobation devant l'avènement de ce *« nouveau monde »* autoproclamé, dont il pressent les vanités, il envisage de quitter Matignon dans une voiture vintage, une vieille DS. Il y renonce finalement, pour ne pas faire d'éclat. Ce qui ne l'empêche pas de se montrer d'une grande sévérité avec le jeune président, dont il critique à la fois le nihilisme, la légèreté et le manque de clarté. *« Ce qui caractérise la transgression, c'est qu'elle autorise tout, notamment ce qui est inconcevable »*, résume-t-il dans son livre.

Trois mois avant la dissolution, Macron invite Cazeneuve à dîner, alors que l'épouse de ce dernier est très malade (elle est morte en juin). Le chef de l'Etat se montre attentif et prévenant, son hôte est touché. Ce dîner réactive la *« fraternité »* oubliée. Mais aucun des deux n'est dupe sur l'autre. C'est l'une des raisons pour lesquelles Bernard Cazeneuve pourrait être nommé, ou qui expliquera pourquoi il ne l'est pas. ■

SOLENN DE ROYER

Drôle de rentrée à Paris-Saclay

L'université tente de se relever d'une cyberattaque survenue le 11 août

La rentrée aura bien lieu lundi 2 septembre à l'université Paris-Saclay, dans une ambiance proche de celle des années 1990 : toutes les informations utiles aux étudiants seront communiquées par voie d'affichage dans les couloirs et, en cas de besoin, les enseignants responsables de la scolarité devraient être joignables par téléphone. Au service des inscriptions, il faudra faire la queue pour remettre, en version papier, telle ou telle pièce qui viendrait à manquer dans les dossiers.

Depuis le 11 août, l'établissement tente de se relever d'une cyberattaque au rançongiciel, un logiciel malveillant qui bloque l'accès à des serveurs informatiques ou à des fichiers, en les chiffrant ou en les supprimant, et qui réclame le paiement d'une rançon pour en obtenir de nouveau l'accès. Une plainte a été déposée par la présidence de l'université et le parquet de Paris s'est saisi de l'affaire dès le 12 août et a confié les investigations à l'Office anticybercriminalité.

L'université française numéro un – qui s'est hissée à la 12e place du classement de Shanghaï – n'a été atteinte que partiellement, mais au cœur de son réacteur : les services centraux ainsi que les composantes (facultés, IUT, Polytech Paris-Saclay, observatoire des sciences de l'Univers) dont les réseaux sont mutualisés.

« L'université Paris-Saclay, fidèle à ses principes et aux directives gouvernementales, n'est pas entrée en contact avec les pirates », affirme Camille Galap, qui a pris les rênes de l'établissement le 11 juin et a saisi l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information pour l'identification des failles ayant permis cette cyberattaque.

« Une cible extrêmement facile »

L'établissement, en léthargie depuis trois semaines, s'est doté d'un site Web temporaire et transmet des informations au jour le jour. *« C'est un peu un abîme dont on ne mesure pas encore totalement les conséquences »*, résume un chercheur. *« Nous n'avons pas accès à notre messagerie, ni à nos emplois du temps, la reprographie est hors service, on se débrouille avec des clés USB… »*, complète un professeur. Toutes les listes ayant disparu, *« c'est la panique »* parmi les enseignants chargés du suivi de la scolarité. *« Sur la plate-forme Parcoursup, nous recontactons un à un les candidats admis à l'adresse mail qu'ils avaient indiquée, afin de leur permettre de s'inscrire s'ils ne l'avaient pas encore fait. On génère des adresses alternatives ad hoc pour être en lien avec eux… C'est un temps énorme de perdu »*, relate l'un d'eux.

Combien de temps faudra-t-il pour rétablir les services numériques ? *« Cela se fera par étapes, qui s'étaleront de plusieurs semaines à plusieurs mois »*, prévient Camille Galap, Côté recherche, les laboratoires *« ne sont pas affectés directement »*.

Plusieurs interlocuteurs joints par *Le Monde* font part d'une forme d'amertume. *« La seule politique des deux ex-présidentes [Estelle Iacona et Sylvie Retailleau], c'était les classements internationaux. Et pour y répondre, la priorité était la communication et la valorisation de la marque Paris-Saclay »*, rappelle un élu au conseil d'administration.

> **« Nous n'avons pas accès à notre messagerie ni à nos emplois du temps, on se débrouille avec des clés USB… », raconte un professeur**

Lors de la dernière réunion de l'instance, début juillet, un état des lieux des systèmes d'information de l'université, datant de juin 2023, a révélé un niveau de maturité très bas en matière de cybersécurité, en particulier concernant la sensibilisation du personnel aux cyberattaques ou à la cybermalveillance, mais aussi à la sauvegarde des données sur les serveurs. L'université aurait obtenu 500 000 euros de budget pour parvenir à un niveau de sécurité supérieur.

« Paris-Saclay est comme une grande tour qui se voit de très loin au lieu d'être un château fort avec des douves et plusieurs tours indépendantes pour ses différentes composantes. Cela en fait une cible extrêmement facile », résume Nicolas Férey, enseignant-chercheur en informatique à l'IUT d'Orsay, pour qui cette attaque constitue une *« honte »*. *« C'est le résultat d'une bonne dizaine d'années de politique de restriction budgétaire de l'Etat, avec une direction qui n'a jamais mis ni demandé des moyens à la hauteur de ses ambitions »*, estime-t-il. Pour assurer la sécurité informatique de 85 000 personnes, il faut redimensionner la direction des systèmes d'information.

Un rapport d'expertise du cabinet de conseil Degest remis en 2021 au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail soulignait les difficultés rencontrées par le personnel de cette direction, où 25 % des effectifs étaient – et demeurent – vacants.

« Compte tenu de notre dépendance à l'informatique, nous savons qu'un système d'information est un point de fragilité, quelle que soit l'entité, service public ou entreprise privée, concernée », estime Camille Galap, qui réfute le fait que ces postes non pourvus soient un facteur ayant facilité l'action des pirates. Le président promet qu'*« un retour d'expérience sera fait à froid »*. Il compte sur l'appui du ministère de l'enseignement supérieur, qui lui a expressément demandé de *« formuler tous les besoins »*. ■

DAVID LAROUSSERIE, DAMIEN LELOUP ET SOAZIG LE NEVÉ

La location des logements au plafond bas interdite

Le Conseil d'Etat a annulé les points les plus contestés du décret du 29 juillet 2023

« C'est une victoire contre un texte qui facilitait les locations des marchands de sommeil », salue Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au logement (DAL). L'association a obtenu, jeudi 29 août, l'annulation par le Conseil d'Etat des points les plus contestés du décret du 29 juillet 2023 portant sur les « règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation et assimilés », qui assouplissait les critères de location, en permettant notamment de louer des logements de moins de 1,80 mètre sous plafond. L'association avait déposé son recours en septembre 2023.

En mars 2024, le Haut Comité pour le droit au logement avait demandé une révision du décret. Il considérait que le texte marquait *« une régression »*, au lieu de respecter son but initial *« d'harmoniser par le haut, ou au minimum à droit constant, les critères de salubrité des logements, auparavant fixés dans chaque département par les préfets »*, résumait son secrétaire général, René Dutrey.

Des toilettes à 30 mètres

Le Conseil d'Etat ne se prononce pas sur le fond des dispositions. Il explique que le gouvernement a rédigé une première version du décret qu'il a soumise, comme prévu par la loi, au Haut Conseil de la santé publique (HCSP) – lequel a rendu un avis consultatif, recommandant quelques reformulations. Le décret a ensuite été modifié sur des *« critères essentiels »*, mais le HCSP n'a pas été consulté. *« Une telle omission de consultation a été susceptible d'exercer une influence sur le contenu du décret attaqué »*, critique le Conseil d'Etat, qui a annulé toute la sous-partie du décret concernée.

Les assouplissements les plus contestés que contenait ce décret se retrouvent ainsi annulés, au profit des règles départementales qui préexistaient. *« Exit la location de logements en sous-sol, dont les souplex, ceux de 2,20 m à 1,80 m sous plafond, ceux de moins de 2 m de large, ou en l'absence de vue horizontale sur l'extérieur »*, salue le DAL. L'association regrette cependant que d'autres points problématiques demeurent : *« Le décret permet de louer un logement d'une pièce muni d'un W.-C. à 30 mètres à vol d'oiseau, et pourrait permettre d'expulser un locataire pour suroccupation »*, cite en exemple Jean-Baptiste Eyraud.

Sollicité, le cabinet du ministre délégué au logement démissionnaire, Guillaume Kasbarian, n'a pas souhaité réagir à chaud à la décision du Conseil d'Etat. Dans l'hypothèse où la partie censurée serait soumise pour avis au HCSP et un nouveau décret publié, *« nous l'attaquerions de nouveau »*, avertit Paul Mathonnet, l'avocat du DAL. *« Nous aurions de bonnes chances d'obtenir gain de cause sur les souplex. »* ■

CLAIRE ANÉ

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

Aux urgences, la difficile gestion des patients « psy »

L'accueil par défaut de malades relevant de la psychiatrie est devenu l'un des symboles de la crise de l'hôpital

REPORTAGE

Sept patients accueillis, dix sortis, deux en attente d'un lit d'hospitalisation près de chez eux… Le temps d'une pause, la psychiatre Nadia Cheffi tient les comptes. Une arithmétique quotidienne qui, explique-t-elle, est le reflet du *« turnover vertueux »* instauré au sein du Centre renforcé d'urgences psychiatrie (CRUP). Cette nouvelle unité, dont la jeune médecin est responsable depuis dix mois, est adossée aux urgences de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), même si elle relève de l'établissement public de santé de Ville-Evrard, l'hôpital psychiatrique du secteur, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis).

« Notre objectif est de sortir au plus vite des urgences les "patients psy" qui y arrivent en crise aiguë et qui risquent de s'enfoncer, pour leur faire une place dans l'un de nos quinze lits, explique-t-elle, *les évaluer et commencer à les traiter rapidement, avant de les réintégrer dans un parcours de soins, en ville ou en milieu hospitalier, relevant de leur secteur. »* Le tout dans un délai maximum de soixante-douze heures. Parfois moins : la durée moyenne de prise en charge pour les 1 500 patients passés par le CRUP, depuis son ouverture en septembre 2023, est de trente-six heures. Autre résultat encourageant : un retour à domicile a pu être organisé pour un quart de ces patients, avec un suivi en ambulatoire.

Symboles de la crise de l'hôpital, exacerbée durant la période estivale, les « patients brancards » qui engorgent les services des urgences sont aussi la conséquence des tensions sur l'offre de soins en psychiatrie. Avec des personnes souffrant de troubles psychiques qui constituent, bien souvent, une grande difficulté pour des services des urgences, démunis pour les prendre en charge. Le suicide d'un patient aux urgences psychiatriques de l'hôpital Purpan (CHU de Toulouse), le 14 février, après dix jours sur un brancard, avait provoqué l'émoi chez les soignants.

Faire « dignement » son travail

« Frapper vite, frapper fort, pour ne pas laisser la crise s'aggraver » : c'est un peu la philosophie de Fayçal Mouaffak, chef du pôle psychiatrie de Ville-Evrard, qui a défendu le projet de CRUP pendant dix ans avant qu'il ne soit inauguré. Son fil rouge : accueillir les patients dans des *« conditions dignes »*, et permettre à son équipe (trois médecins, seize infirmiers, cinq aides-soignantes) de faire *« dignement »* son travail, martèle-t-il, en limitant les mesures coercitives et en s'extrayant de la *« temporalité des urgences »*. Dans la ligne de mire de Fayçal Mouaffak, comme de tous les professionnels croisés fin juillet, ces patients « psy » laissés des heures, des jours, parfois des nuits dans les couloirs des urgences. Souvent entravés sur un brancard ; souvent, aussi, sans autre soin qu'une sédation. Un *« vortex »*, souffle le psychiatre.

L'été est particulier, avec les Jeux olympiques de Paris : l'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France a demandé aux établissements de maintenir les capacités d'accueil en ouvrant une centaine de lits supplémentaires en psychiatrie, par rapport à l'été 2023, sur un total de quelque 7 500. Sans pouvoir compenser les 5 % à 10 % de lits fermés, en moyenne, toute l'année faute de médecins et d'infirmiers en nombre suffisant. *« La situation pour les patients arrivant aux urgences demeure compliquée,* concède-t-on à l'ARS, *avec des délais de prise en charge encore trop longs. »* Quand bien même l'hospitalisation en psychiatrie est *« l'exception »*, de 80 % à 90 % des prises en charge se faisant en ambulatoire (en journée).

« La prise en charge des patients semble chaque année, chaque été, plus difficile », rapporte Marie-José Cortès, présidente du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, évoquant notamment une *« offre de soins, en ville, en état de déliquescence »*, des *« collègues à l'hôpital qui jettent l'éponge, faute d'investissement dans l'attractivité des carrières »*, et cette *« période particulière »* des vacances qui voit le lien familial, le tissu social, les soins *« se distendre »*, et des patients *« laissés sur le carreau »*.

Maurice Bensoussan, président du Syndicat des psychiatres français, invoque le *« manque d'articulation entre la ville et l'hôpital »* et le *« manque de lisibilité d'une offre de soins sectorisée mais éparpillée »*. *« Dans ces conditions, les patients en crise et leurs proches inquiets vont se tourner vers le seul lieu où la lumière leur semble encore allumée : les urgences,* affirme-t-il. *Sans imaginer qu'ils n'y trouveront pas toujours le spécialiste espéré. »*

« Longtemps, dans l'important service des urgences où mon équipe intervient, un psychiatre était présent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, rapporte le professeur Bernard Granger, psychiatre à l'hôpital Cochin (AP-HP), par ailleurs président du syndicat universitaire de psychiatrie. *Puis cette présence s'est interrompue à minuit. Depuis deux ans, c'est 18 h 30, faute de psychiatres en nombre suffisant. Malgré les collaborations avec les autres services parisiens, certains patients peuvent rester sans solution immédiate, et sont traités ou gardés aux urgences dans des conditions de soins dégradées. »*

Combien ? L'ARS d'Ile-de-France estime à 100 000 les passages annuels aux urgences pour motifs psychiatriques, soit 250 à 300, au quotidien, dans les services franciliens, sans évaluer la part qui « coince ». *« Ce n'est pas qu'une problématique de chiffres »*, relève Mathias Wargon, l'urgentiste en chef de l'hôpital Delafontaine, qui œuvre *« en binôme »*, au CRUP, avec Fayçal Mouaffak. *« Un patient psy attaché, entravé, parce qu'il représente un risque pour lui-même et pour les soignants, c'est une personne qui souffre, qui hurle, qui met tout un service à l'épreuve…* témoigne-t-il. *Parvenir à fluidifier ce type de parcours, c'est une vraie bouffée d'oxygène. »*

« L'offre de soins, en ville, est en état de déliquescence »
MARIE-JOSÉ CORTÈS
présidente du Syndicat des psychiatres des hôpitaux

« Tout n'est pas bien clair »

Pour désengorger les urgences, d'autres dispositifs permettent d'agir, non pas en aval, mais en amont : c'est le rôle assigné aux SAMU-Psy – une dizaine existent sur tout le territoire – qui participent à la « régulation » des appels, selon la terminologie officielle, aux côtés des urgentistes et des soignants des SAMU « classiques ».

Ce matin de la fin juillet, les premiers appels téléphoniques résonnent dans l'un des premiers dispositifs installé à Paris, depuis 2022, dans les locaux du SAMU de Paris, à l'hôpital Necker-Enfants malades (AP-HP). Infirmière en psychiatrie, Barbara Faipot, 48 ans, entame un échange soutenu avec une personne *« un peu agitée et délirante »* : *« Vous venez de me parler du diable, madame, tout n'est pas bien clair. »*

« En rupture de traitement et de suivi », selon son amie qui vient de contacter le 15, la femme au téléphone semble, progressivement, se laisser convaincre de *« consulter immédiatement »*. Tout en maintenant le lien, la soignante aguerrie alterne, en parallèle de l'échange, avec un appel au centre médico-psychologique où l'appelante était suivie ; elle apprend que celle-ci n'y était plus venue depuis des mois. Enfin, elle parvient à trouver un soignant de l'équipe mobile et d'accueil psychiatrique, disponible pour la recevoir, *« sur le chemin pour acheter ses cigarettes »*. Une issue favorable. Sinon, explique l'infirmière, elle serait probablement *« allée la voir directement »*, comme le fait désormais ce pôle spécialisé, en conjuguant à son activité de régulation des interventions sur le terrain.

Quelques mètres derrière Barbara Faipot, c'est le branle-bas de combat chez ses collègues présents – une autre infirmière en psychiatrie et un psychiatre – pour retrouver la trace d'une personne venant de menacer de se suicider dans un mail adressé à son employeur. Les soignants du SAMU-Psy réceptionnent douze à quinze appels chaque jour, de 8 heures à minuit en semaine, de 9 heures à 23 heures les week-ends.

Avec ce dispositif aussi, on avance de premiers résultats encourageants. Seulement 37 % des appels au 15 pour raison psychiatrique aboutissent désormais à un adressage dans les services des urgences ou aux urgences psychiatriques de Sainte-Anne (Paris), contre 80 % auparavant. *« Je ne pensais pas qu'on arriverait à gagner autant de points,* confie la docteure Gaëlle Abgrall, qui a monté et dirige le dispositif innovant. *Notre objectif est d'améliorer la qualité de la réponse de soins psychiques, avec un personnel formé à la psychiatrie d'urgence, nous essayons d'intervenir le plus possible en amont des crises, ce qui est plus efficace et beaucoup moins violent. »*

Beaucoup de situations arrivent ainsi à être désamorcées avec un échange d'au moins vingt à trente minutes permettant une « désescalade » de la crise, l'accompagnement vers des dispositifs intermédiaires, tels les centres d'accueil de crise, ou vers le médecin généraliste ou le psychiatre libéral. Avec aussi certaines règles propres à ces patients peut inquiéter : *« On ne laisse jamais quelqu'un en "salle d'attente* [téléphonique]*"*, reprend Barbara Faipot. *On ne sait jamais ce qu'il peut se passer, si cette personne pense qu'on l'a oubliée, si elle angoisse… » « Les appels pour des mineurs de moins de 16 ans ont doublé en un an »*, relate le psychiatre Julien Katz, rappelant que les jeunes représentent un volume important des appels, pour des propos suicidaires, des mises en danger, des scarifications…

Pas de « solution miracle »

Dans les locaux du SAMU, le temps nécessaire pour gérer un seul dossier peut, parfois, affoler les compteurs. Il a fallu ainsi, la veille au soir, mener une enquête, à la suite de l'appel d'un proche d'une jeune femme signalant chez elle des éléments délirants. *« La patiente a réussi à me mettre le doute, elle m'assurait n'avoir jamais vu un psychiatre, et disait que c'était son compagnon qui avait des problèmes psychologiques »*, décrit Séverine Cubat Dit Cros, l'autre infirmière spécialisée. Une *« accusation retournée »* à laquelle ces soignants sont habitués. A force de vérifications et d'appels, elle a pu remonter jusqu'à un établissement psychiatrique d'une autre région, et découvrir que la jeune femme, sous le régime de l'hospitalisation sous contrainte, était en fugue. *« Les pompiers, sur place auprès d'elle, hésitaient,* reprend l'infirmière. *J'ai pu leur confirmer qu'il était bien nécessaire de la conduire aux urgences. »*

Personne, sur le terrain, ne parle de solution miracle. La veille de notre visite au CRUP de Seine-Saint-Denis, la docteure Cheffi a dû se résoudre, alors que ses quinze lits étaient *« pleins de chez plein »*, à refuser des patients « coincés » aux urgences de Delafontaine, d'Avicenne, de Montfermeil… Autant de services qui, dans un département cumulant les fragilités, *« irriguent »* l'unité dont elle assume la supervision. *« Avant et après le week-end, les journées sont toujours plus tendues,* rapporte-t-elle. *On ne peut tout simplement pas pousser les murs. »*

Nuancé, le discours de sa consœur Noémie Ayache l'est aussi. Cette jeune psychiatre, médecin coordonnateur du SAMU-Psy 93, a pris en charge le cas de *« Mme D. »*, arrivée aux urgences de Bobigny *« en état de crise maniaque et délirante »*, rapporte-t-elle lors de la réunion de staff. Elle a décidé d'une hospitalisation sans consentement, pour péril imminent. Avant de lui chercher un lit dans une chambre sécurisée… ce qui prendra quatre jours. *« C'est encore beaucoup trop long,* concède la médecin. *Mais sans le CRUP, ça aurait pu être pire ; je n'aurais eu aucune solution de prise en charge dans ces délais. »*

Beaucoup, dans les cercles de médecins, se demandent si la santé mentale et la psychiatrie compteront parmi les priorités du nouveau gouvernement. Et rappellent que leur ministre démissionnaire, Frédéric Valletoux, avait promis, pour le début de l'été, de consacrer un *« conseil national de refondation »* sur le sujet, finalement annulé. ■

MATTEA BATTAGLIA ET CAMILLE STROMBONI



La docteure Nadia Cheffi visite une patiente en chambre d'isolement, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 30 juillet.



Des sangles utilisées pour la contention, à Saint-Denis, le 30 juillet.
PHOTOS : MARIN DRIGUEZ/AGENCE VU' POUR « LE MONDE »



Cory Doctorow, à New York, le 22 septembre 2022.
CRAIG BARRITT/GETTY IMAGES VIA AFP

« L'intelligence artificielle est une bulle »

LES ENTRETIENS DE L'IA L'essayiste, activiste et auteur Cory Doctorow estime que le secteur, depuis le lancement de ChatGPT, fait l'objet d'un emballement en décalage avec son potentiel économique réel

ENTRETIEN

Né au Canada et résidant à Los Angeles, en Californie, Cory Doctorow est un essayiste, activiste, enseignant et auteur (*The Internet Con. How to Seize the Means of Computation*, Verso, 2023 ; *The Bezzle*, Tor Books, 240 pages, non traduits). Il chronique le développement du numérique depuis les débuts d'Internet, sur son site Pluralistic et dans différents médias, comme, en février, dans le *Financial Times* pour critiquer l'évolution des grandes plates-formes et réseaux sociaux.

En décembre 2023, il a évoqué dans une chronique l'intelligence artificielle (IA) comme une « *bulle* », une thématique qui, ces derniers mois, suscite un débat croissant dans le secteur. M. Doctorow doute de l'équilibre économique entre les coûts des grands modèles d'IA, comme ceux sur lesquels s'appuient les robots conversationnels ChatGPT, et les revenus des différents cas d'usage.

Pourquoi pensez-vous que l'IA est une « bulle » ?

L'intelligence artificielle est une bulle, car elle en porte tous les signes distinctifs. On voit des entrepreneurs qui ajoutent le mot « IA » à leurs produits pour faire monter leur cours de Bourse, sans pour autant savoir vraiment ce que cette technologie va leur apporter. Cela rappelle l'époque où la blockchain *[technologie qui permet d'authentifier des actions, comme des transactions en cryptomonnaies]* était en vogue.

On voit aussi beaucoup d'investissements affluer chez les fabricants de modèles d'IA, qui, souvent, perdent de l'argent. La promesse est que ces entreprises convaincront des clients désireux de payer suffisamment pour amortir le prix de revient de ces logiciels, mais elles ont du mal à expliquer comment elles vont faire. Enfin, il y a cette impression que tout le monde semble vouloir parler d'IA, à propos de n'importe quel sujet, parfois sans rapport apparent, comme le changement climatique…

Pourquoi doutez-vous du modèle économique des grands modèles d'IA ?

Il y a un décalage entre les coûts, très importants, et les revenus potentiels. Beaucoup des applications de l'IA offrant les plus grandes perspectives de revenus sont sensibles à ce que le secteur appelle les « hallucinations », c'est-à-dire les erreurs *[comme une réponse factuellement fausse dans un texte]*. Or, personne dans l'IA n'a de théorie convaincante sur la façon dont on pourra éliminer ces erreurs.

Quand on parle de ces cas d'usages sensibles (la santé, la conduite autonome de véhicules…), les entreprises de l'IA proposent généralement comme solution d'ajouter un humain dans la boucle, pour vérifier la décision ou le contenu produit par le logiciel. Mais l'intérêt pratique et financier de ces IA est, selon leurs créateurs, qu'elles sont censées agir beaucoup plus rapidement que les humains. Et si on a besoin de gens pour revoir chacune de leurs actions, cela limite la rentabilité et les éventuels gains en productivité.

Si l'on compare à d'autres technologies ayant suscité un engouement excessif, comme le métavers ou les cryptomonnaies, l'IA ne génère-t-elle pas beaucoup plus d'usages ?

Si, il y a de nombreux cas d'usages intéressants. Le site d'archivage du Web Internet Archive a acquis des bases de données d'anciens journaux sur microfiches et utilise l'IA pour identifier et scanner les pages de sommaires, afin de les classifier. L'application pour aveugles Be My Eyes vous décrit les objets vers lesquels vous pointez votre téléphone.

Ma femme utilise une IA génératrice d'images pour créer des décors pour ses parties en ligne du jeu de rôle *Donjons & Dragons*. C'est super, mais ce genre de projets ne suffira pas à payer les coûteux calculs informatiques nécessaires à l'entraînement et au fonctionnement de ces grands modèles. Idem pour les élèves qui utilisent un chatbot pour tricher… Ce sont au mieux des marchés marginaux à la périphérie d'un cœur d'activité qui devrait être constitué de clients d'entreprises, comme pour les logiciels de bureautique de type Excel.

Quand on analyse les applications des IA, il faut se demander si elles représentent des économies potentielles importantes pour un client, notamment en main-d'œuvre, et si elles tolèrent un certain taux d'erreur… Et l'intersection de ces deux catégories donne un réservoir de cas relativement restreint.

> **« Montrez-moi les centaines de milliards de revenus par an que les clients sont prêts à payer. A ce stade, ils ne se matérialisent pas »**

L'IA ne peut-elle pas améliorer la productivité ?

Si, mais la question est de savoir si elle peut apporter des gains de productivité importants pour des clients qui seront prêts à payer beaucoup pour cela. Le fondateur d'OpenAI, Sam Altman, envisage de lancer un projet de fabrication de microprocesseurs nécessitant plusieurs milliers de milliards de dollars d'investissement *[selon le Wall Street Journal]*. Sans aller jusque-là, des milliards sont dépensés dans la création de ces modèles et des centaines de milliards de dollars investis dans les centres de données, notamment pour le calcul lié à l'IA. Montrez-moi les centaines de milliards de revenus par an que les clients sont prêts à payer. A ce stade, ils ne se matérialisent pas.

En Europe et en France, start-up et gouvernements jugent nécessaire d'investir dans l'IA pour ne pas se faire dépasser par les Etats-Unis ou la Chine, ont-ils tort ?

Il n'y a rien de mal à investir pour ne pas se faire dépasser dans des domaines importants : la santé publique, l'éducation aux sciences informatiques, l'énergie solaire ou l'électricité. Mais ce n'est pas grave d'être dépassé dans les arnaques en ligne ou les virus informatiques… Et aujourd'hui, je pense que les « AI bros » *[les apôtres de l'intelligence artificielle]* sont un mélange de gens qui mentent et de gens qui se trompent sur le potentiel de leur technologie.

Les géants comme Google ou Microsoft n'ont-ils pas des moyens d'amortir leurs investissements en la matière ? Ils vendent aux entreprises des modèles d'IA mais aussi du calcul informatique, ils déploient des IA sur leurs propres services…

Ils ont davantage de moyens de faire de l'argent avec l'IA. Un dicton américain célèbre dit que la meilleure façon de devenir riche pendant la ruée vers l'or était de vendre les pioches et les pelles. C'est une idée assez cynique, car vous savez que la plupart des chercheurs d'or vont finir en squelettes au bord de la route… Bien sûr, si vous touchez en plus une part de l'or récolté par les mineurs, c'est encore mieux.

Mais, dans l'IA, les géants du numérique s'impliquent aussi directement dans la recherche d'or : ils bourrent leurs plates-formes (moteurs de recherche, réseaux sociaux, smartphones…) d'assistants et de fonctionnalités d'IA pourtant pas très utiles ou pas encore assez matures pour être déployées. Cela risque de rendre leurs produits moins attrayants et de leur fait courir un risque réputationnel… C'est une chose d'être un cynique, mais un proverbe dit que le pire, pour un dealeur, est de consommer sa propre drogue…

Les assistants d'IA n'améliorent-ils pas les grandes plates-formes ?

Je trouve plutôt qu'ils participent à rendre les smartphones, les moteurs de recherche ou les réseaux sociaux pires. Déployer ainsi largement de l'IA peut être un moyen de faire monter le cours de Bourse d'une entreprise, ce qui est bon pour ses actionnaires et ses dirigeants, qui en font partie.

Toutefois, ces derniers temps, nous entrons dans une situation plus compliquée, où les investisseurs en Bourse demandent au secteur des retours sur les énormes investissements faits dans l'IA. C'est ce qui s'était passé avec le métavers. La différence, c'est que les entreprises concernées avaient arrêté d'investir dans ces mondes virtuels, alors qu'avec l'IA elles semblent coincées dans leur engagement à développer cette technologie.

Aux débuts du Web, il y a aussi eu la « bulle Internet », mais ce krach n'a pas empêché cette technologie de se développer sur le long terme…

En effet, on peut distinguer des bulles productives et des bulles non productives – même si toutes sont mauvaises, car elles transfèrent de l'argent des petits épargnants à des gens très riches. La bulle Internet a été productive. Elle a laissé derrière elle beaucoup de réseaux fibrés de connexion à Internet, beaucoup de gens formés à l'informatique et au code…

A l'inverse, la bulle des cryptomonnaies de ces dernières années a certes formé des gens à la cryptographie et à la cybersécurité, mais elle a surtout laissé du très mauvais art numérique (les NFT) *[non-fungible tokens, « jetons non fongibles » en français]* et incarné un mauvais exemple de la doctrine économique néolibérale. Une bonne part de l'argent est partie en fumée.

Et l'IA ?

La question est en effet : sera-t-elle une bulle productive ? Cette technologie crée davantage de spécialistes des statistiques et des maths, ce qui est une bonne chose. Elle a permis de trouver des méthodes pour utiliser les processeurs graphiques (ou « GPU ») de façon beaucoup plus efficace. D'ailleurs, peut-être y aura-t-il un jour un surplus de GPU, comme après la bulle Internet, quand on pouvait racheter aux enchères des serveurs de sociétés pour 10 dollars pièce. Ce seront des résidus productifs, réutilisables.

Il restera aussi des modèles d'IA plus petits, comme Llama (de Meta) ou ceux de la plate-forme Hugging Face, qui peuvent fonctionner sur des ordinateurs classiques et sont accessibles librement en open source. Ils suscitent une créativité intéressante, même s'ils risquent aussi d'atteindre un plafond, car ils sont pour la plupart dérivés des grands modèles créés par les fabricants d'IA.

Il y a aussi une question ouverte sur le rôle que pourrait jouer pour l'IA l'apprentissage fédéré, qui consiste à partager la puissance de calcul entre des milliers d'ordinateurs personnels, comme dans le projet SETI@home d'analyse des données du télescope Hubble. Mais ce n'est qu'une piste de recherche, et cela n'améliorerait pas forcément les retours sur investissement économiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE PIQUARD

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

Ligue 2 : colère des supporteurs contre BeIN Sports

Le mécontentement croît contre la programmation du multiplexe de L2 le vendredi soir au lieu du samedi

C'est dans un contexte abrasif que se déroulait, vendredi 30 août et samedi 31 août, la troisième journée de Ligue 2 (L2) de football. De nouvelles protestations ont eu lieu dans la plupart des stades, vendredi. Comme les semaines précédentes, des banderoles et des lasers verts étaient visibles dans les tribunes. Depuis le début du championnat, vendredi 16 août, un conflit oppose les supporteurs et le diffuseur beIN Sports à propos de la programmation des matchs.

A l'origine de la colère des supporteurs, un désaccord sur le calendrier des rencontres sportives. Prévue le samedi à 19 heures par la Ligue de football professionnel (LFP) dans son appel d'offres émis en septembre 2023, la soirée multiplexe de L2 a finalement été décalée au vendredi à 20 heures et l'un des matchs au lundi soir, à la demande de la chaîne du groupe qatari BeIN Media Group.

Cette dernière doit diffuser l'intégralité de la compétition jusqu'en 2029 et a sorti le chéquier, à hauteur de 40 millions d'euros par saison. Un choix vite contesté par les associations de supporteurs des clubs de L2, qui dénoncent la tenue des matchs à des horaires défavorables pour se rendre dans les stades, notamment pour les déplacements à l'extérieur.

La fronde a pris différentes formes : grève des animations, banderoles de protestation en tribunes visant la chaîne et le président de la LFP, Vincent Labrune, lasers verts pointés vers les caméras et les commentateurs de la chaîne sportive, jets de balles de tennis sur les terrains… Autant d'actes qui ont parfois perturbé la tenue habituelle des matchs et l'antenne et la programmation de BeIN Sports.

« Dire qu'on crache sur la Ligue 2, c'est totalement injuste ! », avait protesté Florent Houzot, le directeur de la rédaction et des antennes de la chaîne sportive, dès le 13 août dans *L'Equipe*. *« Nous ne sommes pas responsables de l'attribution tardive des droits »*, s'était-il encore défaussé. Dans une lettre envoyée à l'Association nationale des supporteurs, BeIN Sports s'était fait plus menaçant.

« Sans BeIN, il n'y aurait probablement pas de multiplexe du tout, quel que soit le jour, BeIN étant le seul diffuseur à vouloir soutenir de manière importante la Ligue 2 », avait dit son patron, insistant sur le fait que *« ce niveau d'investissement sans précédent n'*[était] *possible qu'en programmant les matchs les vendredis, samedis et lundis »*.

« Quelques débordements »

La tension est encore montée d'un cran, samedi 24 août, autour de la rencontre Lorient-Grenoble, lorsque des dizaines de personnes encagoulées ont dégradé le car-régie du prestataire AMP Visual TV (qui filme les matchs pour BeIN Sports) en l'aspergeant de peinture. *« Les actes de violence (…) dont ont été victimes notre partenaire de production et nos collaborateurs n'ont aucune place dans le football et dans une société civilisée »*, avait réagi BeIN Sports, tandis que la LFP avait *« condamné fermement les actes de malveillance »*.

Selon nos informations, deux autres cars-régies avaient déjà été vandalisés, le 16 août, lors du match Grenoble-Laval ainsi qu'aux abords de la rencontre Clermont-Pau, le même jour. Par ailleurs, les équipes de la chaîne ont subi des jets de projectiles et des intimidations ainsi que des insultes à au moins cinq reprises depuis le début de la saison.

Malgré *« quelques débordements indéniables, les protestations restent légitimes »*, juge Ronan Evain, directeur général de la fédération Football Supporters Europe. Selon lui, c'est l'annonce soudaine, à travers la presse, du changement de programmation, *« sans aucune information préalable auprès des supporteurs, alors que l'immense majorité des abonnements avaient été vendus »*, qui a mis le feu aux poudres. *« Ils profitent du fait que les fans sont un public captif. »*

> **La fronde a pris différentes formes, dont des banderoles de protestation dans les tribunes visant la chaîne**

« Ces dernières années, les supporteurs se mobilisaient plutôt sur les questions d'accueil dans les stades, dénonçant un climat sécuritaire pesant et des mesures liberticides », rappelle Ludovic Lestrelin, sociologue du supportérisme, maître de conférences à l'université Caen-Normandie. *« En écho à la création du collectif SOS Ligue 2 il y a vingt ans, la lutte reprend sur la question de la programmation des matchs, car il y a aujourd'hui le sentiment d'un véritable retour en arrière »*, juge-t-il.

Cette lutte est assez révélatrice *« d'un vrai débat de fond sur l'avenir du football »*, remarque Nicolas Hourcade, sociologue à l'Ecole centrale de Lyon et spécialiste des supporteurs. *« Les dirigeants du football français se focalisent sur les droits télévisés, en négligeant d'autres types de ressources comme les partenariats locaux ou la fréquentation dans les stades. »*

Pour tenter de trouver une solution, une rencontre de deux heures s'est tenue, mercredi 28 août à la LFP, avec l'Association nationale des supporteurs et BeIN Sports, ainsi que des présidents de club. Aucune solution n'a été trouvée, mais un premier contact a été noué. Une nouvelle réunion devrait avoir lieu d'ici à la quatrième journée de L2, programmée pour le vendredi 13 septembre. ■

BRICE LAEMLE



La Chine fait toujours peser la menace d'une forte taxation du cognac

Pékin poursuit son enquête antidumping sur les eaux-de-vie européennes

Le chaud et le froid ont soufflé presque simultanément sur le vignoble de Cognac, jeudi 29 août. La menace chinoise d'une taxation des précieuses eaux-de-vie charentaises a semblé un moment s'éloigner, mais cette levée temporaire d'une possible sanction douanière ne pourrait offrir qu'un répit.

Tout a commencé par la publication d'un communiqué du ministère chinois du commerce. Celui-ci affirmait que la Chine n'imposerait pas de droits de douane provisoires aux producteurs européens de brandy, comme le cognac français. Les investisseurs ont réagi au quart de tour : immédiatement, les cours de Bourse du groupe de spiritueux français Pernod Ricard, comme de son homologue Rémy Cointreau, ont flambé. Ils ont bondi respectivement d'environ 10 % et 12 %. Toutefois, au fil de la séance, l'enthousiasme s'est un peu refroidi. A la clôture, la progression se limitait à près de 2 %.

Entre-temps, une lecture plus attentive du communiqué faisait apparaître que toute menace n'était pas écartée. Elle pèse sur la filière depuis le 5 janvier, lorsque le ministère chinois du commerce a annoncé le lancement d'une enquête antidumping sur les eaux-de-vie de vin – comme le cognac – importées de l'Union européenne (UE). Une initiative faisant suite à une plainte déposée en novembre 2023 par l'Association chinoise des alcools.

L'ouverture de cette enquête est à mettre en relation avec les tensions commerciales croissantes entre Pékin et Bruxelles. Ces derniers mois, l'épreuve de force ne fait que s'accentuer avec, au cœur de la polémique, la volonté de l'UE de s'attaquer aux prix jugés artificiellement bas des véhicules électriques importés en Europe et fabriqués en Chine, du fait de subventions d'Etat. La Commission européenne a d'ailleurs validé, le 20 août, le principe de surtaxer les voitures importées pendant cinq ans, avec un taux maximal fixé à 36,3 %.

L'enquête portant sur les eaux-de-vie de vin était vue comme une première mesure de représailles de la Chine. Elle a été suivie par deux autres salves touchant toujours le secteur agroalimentaire, considéré comme stratégique pour les Vingt-Sept. Mi-juin, Pékin a lancé une enquête antidumping sur les livraisons de viande de porc européen. Et le lendemain de la confirmation du projet de taxation des véhicules électriques, il récidivait en s'attaquant, cette fois, à certains produits laitiers importés depuis l'UE.

« Dommages substantiels »

En parallèle, la procédure visant le cognac suivait son cours. Le 18 juillet s'est tenue, à Pékin, une audition regroupant associations et entreprises européennes prêtes à s'expliquer devant les autorités chinoises et à réfuter toute pratique de dumping.

Or, dans son communiqué, le ministère chinois du commerce affirme que, selon les conclusions préliminaires de l'enquête, les eaux-de-vie de vin importées ont bien fait l'objet de dumping et que le secteur chinois du brandy est *« menacé de dommages substantiels »*. Plus inquiétant encore, il évoque un montant de taxes additionnelles possibles d'une valeur moyenne de 34,8 %. Un taux guère éloigné de celui envisagé par Bruxelles pour freiner les importations de voitures chinoises.

« Ces taxes très élevées et infondées pourraient s'appliquer dès que les autorités chinoises décideront de clore l'enquête en cours, ce qui peut intervenir à tout moment », a réagi le Bureau national interprofessionnel du cognac, qui défend les intérêts des producteurs de ce spiritueux.

Il estime même que le calendrier d'entrée en vigueur de ces droits antidumping pourrait coïncider avec la confirmation des droits définitifs appliqués aux constructeurs automobiles chinois par la Commission européenne, d'ici au 30 octobre. *« Si les droits annoncés étaient appliqués, ils affecteraient fortement le cognac, puisque la Chine représente, à elle seule, 25 % de nos exportations »*, s'inquiète Florent Morillon, président de l'interprofession. Soit un montant de 769 millions d'euros en 2023. ■

LAURENCE GIRARD

Alexandre Léauté, vainqueur insatiable

Titré, vendredi, en poursuite individuelle, le cycliste vise « au moins trois médailles d'or » aux Jeux de Paris

Partis en pleine nuit de son village de Saint-Caradec et de son club cycliste de Loudéac (Côtes-d'Armor), deux bus de supporteurs bretons étaient venus spécialement l'encourager. *« Bien sûr que je les ai entendus*, s'est félicité Alexandre Léauté, sacré champion paralympique de poursuite individuelle (3 000 m), vendredi 30 août, au vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines). *Le public m'a transcendé. Je n'ai jamais fait de vélo avec autant de bruit autour de moi. Je lui dois une partie de mon titre. »*

Bardé de ses dix-neuf titres de champion du monde, Alexandre Léauté est, à seulement 23 ans, le fer de lance de l'équipe de France para cycliste. Le pistard évoluant en C2 – la catégorie regroupant des cyclistes souffrant d'hémiplégie ou roulant avec une seule jambe – vise *« au moins trois médailles d'or »*, assurait-il au *Monde* quelques semaines avant l'épreuve paralympique. *« Ce n'est que le début de sa moisson*, confie Laurent Thirionet, manageur des Bleus. *Il met toute l'équipe sur les bons rails. »* Aux Jeux de Tokyo, en 2021, le para cyclisme avait été la discipline phare de la délégation française ; trois ans plus tard, devant un public venu de Bretagne et de toute l'Hexagone, elle espère obtenir plus de vingt médailles.



Alexandre Léauté dans la poursuite individuelle, au Vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), le 30 août. ALEX WHITEHEAD/SWPIX.COM/SHUTTER

« Peur de rien »

Vendredi, Alexandre Léauté a maîtrisé son sujet. Lors des qualifications, il a battu son propre record du monde, bouclant les 3 000 m en 3 min 24 s 298 (contre 3 min 25 s 888). Puis, afin de décrocher son deuxième titre paralympique après celui obtenu sur la même épreuve à Tokyo, il a dominé en finale le Belge Ewoud Vromant, terminant avec plus de deux secondes d'avance. Le coureur a pourtant mis du temps à apprécier cette distance de 3 000 m. *« Au début, je ne l'aimais vraiment pas*, se souvient-il. *Mais les Jeux de Tokyo m'ont donné confiance. Un jour, je me suis lancé et c'était parti. Et puis, j'ai peur de rien. »*

Alexandre Léauté a un handicap qui ne se voit pas *« mais qui est bien réel »*, précise-t-il. Victime d'une hémiplégie du côté droit, le pistard n'a quasiment aucune force et n'éprouve pas de sensation sur cette moitié du corps. Lorsqu'il pédale, sa jambe gauche fournit 95 % de l'effort. La cause de son handicap serait liée à un accident vasculaire cérébral à la naissance. *« Les médecins ont supposé que c'est à ce moment-là que le cerveau n'avait pas été irrigué en oxygène*, raconte-t-il. *Mes parents se sont rendu compte à 2 ans que j'avais un problème parce que je n'arrivais pas à parler, à marcher ou à m'alimenter correctement. C'est en faisant une IRM qu'on a découvert que j'avais des lésions dans le cerveau. »*

Lorsqu'il était enfant, ses parents ont tout fait pour développer son autonomie. *« Si on a envie de réussir, on peut y arriver, même avec un handicap*, explique-t-il. *Certes, il y a parfois des barrières, mais on peut les sauter. Mes parents m'ont appris à vivre comme quelqu'un de normal. Je les en remercie : si je n'avais pas eu mon handicap, je n'aurais jamais eu cette carrière. »*

> **« Plus je suis en difficulté, plus le cerveau se met en pilotage automatique »**
> ALEXANDRE LÉAUTÉ

Celui qui a suivi une scolarité classique et obtenu un BTS de maintenance industrielle est pétri d'ambition. Cet insatiable se définit comme *« le genre d'homme qui sait ce qu'il veut »*. La gagne, il l'a en lui depuis son plus jeune âge, lorsqu'il jouait au football avec ses copains de Saint-Caradec. S'il a arrêté ce sport, c'est parce qu'il se sentait frustré : *« J'aime me dire que si je réussis, c'est grâce à moi, et que si je loupe, c'est uniquement à cause de moi aussi. Réussir collectivement est très cool, c'est vrai, mais perdre collectivement si un de tes coéquipiers a été défaillant, c'est vraiment trop décevant. »* Il essaie alors un sport individuel. Ce sera le vélo, pour faire comme son père.

Gestion métronomique

Alexandre Léauté aime l'adversité, la confrontation directe avec un adversaire autour d'un anneau de 250 mètres. Mais la poursuite individuelle est aussi une école de la douleur. *« Plus je suis en difficulté, plus le cerveau se met en pilotage automatique*, explique-t-il. *Je cherche alors les meilleures trajectoires et j'appuie le plus fort possible sur les pédales. J'aime l'effort violent qui oblige à se dépasser. Dès que je fais une poursuite, j'ai envie de me battre. »* Il en redemande chaque jour. *« A l'entraînement, je suis obligé de lui dire stop »*, assure Mathieu Jeanne, son entraîneur.

L'épreuve du 3 000 m exige également une gestion quasiment métronomique des douze tours de piste. *« Avec l'euphorie, on peut avoir tendance à s'emballer en partant trop vite puis s'écrouler*, analyse Alexandre Léauté. *Quand l'acide lactique arrive* [un déchet métabolique produit lorsqu'un muscle est soumis à un effort intense et continu], *le cerveau se met en pause car il n'a pas envie de ressentir la douleur. C'est là qu'il faut activer le disjoncteur et forcer, appuyer encore, car il ne reste plus que trois ou quatre tours. »*

Après les Jeux de Tokyo, le pistard a bâti une équipe autour de lui. En plus de Mathieu Jeanne, avec lequel il entretient *« une relation fusionnelle »*, il a un agent, un nutritionniste, un psychologue et suit une préparation mentale spécifique : *« En plein effort, je me concentre sur des maîtres mots qui sont prononcés au cours de mes séances. Je me les remémore quand j'ai besoin de me transcender. »* Le nouveau champion paralympique aura d'autres occasions de faire appel à eux puisque quatre épreuves l'attendent : le kilomètre, la course par équipes sur piste, le contre-la-montre et la course en ligne sur route. ■

PIERRE LEPIDI

Ambiance survoltée, mais entrée ratée pour les Bleus du basket

Pour son premier match, vendredi, l'équipe de France a été portée par le public de Bercy. Cela n'a pas suffi, elle a été battue par le Canada

REPORTAGE

Les Bleus du basket fauteuil n'en doutaient pas. Mais quand ils ont débarqué, vendredi 30 août, dans l'Arena Bercy pour s'échauffer avant leur premier match de groupe contre le Canada et qu'ils ont senti la ferveur du public, il y a quand même eu un effet « waouh ». Dans cette même enceinte, la salle avait vibré avec l'équipe de Victor Wembanyama lors des Jeux olympiques. Manifestement, le soufflé n'est pas retombé pour les Jeux paralympiques. Les gradins étaient pleins à craquer.

Parmi les 12 000 spectateurs, les Français étaient largement majoritaires. Comme Hélène, passionnée de basket-ball, son mari Claudio (ils n'ont pas souhaité donner leur nom de famille) et leurs deux enfants, Julia, mascotte des Jeux dans les mains, et Adrien, sifflet autour du cou pour fêter les paniers. La famille avait fait le déplacement depuis Pau, seul créneau avant la rentrée des classes. *« On a de la chance de voir un match de la France. Et puis, pour nous, c'était important de montrer à nos enfants que même avec un handicap, on peut faire de grandes choses »*, a expliqué Hélène.

Le public, ce « sixième homme »

Jérémy Chény et Maxence Grados, boîte de pop-corn sur les genoux, étaient impatients de voir jouer les Français : *« C'est notre première expérience de basket fauteuil. Et voir l'équipe de France en plus, c'est vraiment une chance. »* L'attractivité du prix du billet y est aussi pour beaucoup. *« On vient de voir le match féminin Etats-Unis-Allemagne. Au total, pour 40 euros, on va avoir quatre heures de spectacle. C'est vraiment pas cher, alors peu importe le résultat de l'équipe de France. Ça va être génial ! »*

Dans les gradins, les Canadiens sont rares. Philippe Chéssy a peint en rouge trois lettres sur sa joue gauche : CAN. Mais il a aussi endossé un maillot aux couleurs de la France. *« J'encourage la France, mon pays d'accueil, et le Canada, mon pays d'origine »*, dit-il sourire aux lèvres. Le jeune homme de 28 ans, en doctorat de sciences politiques, a déjà vu des démonstrations de basket fauteuil lors d'un entracte de match de la NBA. Il avait trouvé *« ça beaucoup plus impressionnant que le basket pour les valides »*. Mathilde Halbout, son amie juriste, arbore, elle, aussi les trois lettres CAN sur sa joue, mais elle l'a fait pour *« lui faire plaisir »*. Son cœur penche plutôt pour les Français.

Le match n'avait pas encore commencé que, déjà, les *« Allez les Bleus ! »* étaient scandés, une *Marseillaise* était improvisée, sans compter les olas. Dans les tribunes, des milliers de drapeaux bleu, blanc, rouge étaient agités, des portraits XXL des joueurs, comme ceux que l'on avait découverts lors des Jeux olympiques, flottaient. Parmi eux, celui de Sofyane Mehiaoui, dans l'équipe depuis 2005, ou encore celui de Jérôme Laureri.

Quelques minutes auparavant, on avait justement croisé, en sortant du métro, toute sa famille. Son épouse, Fanny, coiffée d'un serre-tête rehaussé de deux petits cœurs aux couleurs de la France, ses parents, Patricia et Didier, chapeau melon bleu, blanc, rouge, ses jumeaux de 4 ans, Léo et Maélie, et ses beaux-parents, Magali et Guy Pouvelle. Pour l'occasion, ils arboraient tous le tee-shirt avec son numéro, le 10. *« C'est l'aboutissement de quinze ans d'efforts, de déplacements, de sacrifices. Jérôme a 38 ans et, même s'il a encore quelques années à jouer, il est en fin de carrière. Alors, venir le voir jouer, en plus à la maison, c'est énorme ! »*, souligne Fanny Laureri.

« Ne jamais avoir de regret »

Mais le *« sixième homme »*, comme Alexis Ramonet a qualifié le public, n'aura pas suffi. Les Bleus, qui avaient pourtant battu l'équipe canadienne lors du tournoi de qualification paralympique à Antibes (Alpes-Maritimes), en avril, se sont inclinés sur le score de 83 à 68. Que leur a-t-il manqué ? *« Il aurait fallu que l'on réagisse un peu plus en défense. On les a laissés faire ce qu'ils voulaient. Et, en attaque, on aurait dû être un peu plus dans le collectif »*, a analysé, à chaud, Sofyane Mehiaoui, qui n'a pas manqué de saluer le public. *« C'était extraordinaire de le sentir derrière nous. Merci aux Français d'être venus nous encourager. »*

« C'est difficile de gagner quand l'adresse et l'intensité défensive ne sont pas là, a résumé l'entraîneur, Franck Bornerand. *La déception est d'autant plus grande de perdre dans une salle aussi fantastique. Il faut qu'on travaille, qu'on avance collectivement. On sait qu'on ne fait pas partie des favoris. Mais on doit jouer la tête haute et avec une intensité monstrueuse pour ne jamais avoir de regret. »*

La France est assurée de jouer, comme toutes les équipes, un quart de finale – les phases de poule servent uniquement de classement –, mais il lui faut remporter au moins une victoire, soit contre l'Allemagne (samedi 31 août), soit contre le Royaume-Uni (lundi 2 septembre), pour éviter la meilleure des équipes du groupe B dans lequel figurent les Etats-Unis. ■

NATHALIE BRAFMAN

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

Ibrahim Al Hussein, de l'enfer syrien au triathlon des Jeux

Touché par l'explosion d'une bombe en 2012, l'athlète, exilé en Grèce, concourt, dimanche, au sein de la délégation des réfugiés

PORTRAIT
ATHÈNES - *correspondante*

Quand je suis arrivé en Grèce et que j'ai pu refaire du sport, c'était une renaissance», admet, encore ému, Ibrahim Al Hussein. Membre de la délégation paralympique des réfugiés, il devait à concourir, dimanche 1er septembre, lors de l'épreuve de para triathlon (dans la catégorie PTS3, réservée aux athlètes atteints de troubles de la coordination modérés d'un côté du corps ou ayant une absence de membre) aux Jeux paralympiques de Paris.

La vie de ce Syrien originaire de Deir ez-Zor, installé depuis 2014 à Athènes, a basculé en 2012. Alors que le conflit syrien fait déjà rage depuis un an dans le pays, le jeune homme se précipite pour sauver un ami visé par les tirs d'un sniper. Une bombe explose à quelques mètres de lui et le prive définitivement du bas de sa jambe droite. *«Dans le chaos de la guerre, seul un dentiste était disponible pour essayer de me soigner et de guérir mes plaies, mais il n'avait pas le matériel nécessaire… J'ai su à ce moment-là qu'il fallait que je parte pour réussir à me reconstruire»*, explique l'athlète aujourd'hui âgé de 35 ans. Sa famille avait déjà fui les rives de l'Euphrate, mais lui avait hésité, devant faire son service militaire et craignant d'être persécuté s'il désertait.

Fin 2012, il entreprend un voyage périlleux jusqu'en Turquie. Pendant plusieurs mois, le jeune homme parcourt les hôpitaux du pays dans l'espoir de pouvoir marcher de nouveau. *«Mais je n'ai pas réussi à obtenir l'aide nécessaire, je me déplaçais encore en fauteuil roulant, et je n'ai pas trouvé d'orthopédiste qui me propose une prothèse adaptée»*, se souvient Ibrahim Al Hussein. Le 27 février 2014 – *«ce jour reste gravé à jamais dans ma tête»*, confie Ibrahim Al Hussein –, il embarque près de la ville d'Izmir, en Turquie, dans un canot avec d'autres exilés pour rejoindre l'île grecque de Samos. Avec l'aide de bénévoles et de compatriotes rencontrés dans le camp de Samos, Ibrahim Al Hussein arrive rapidement à rejoindre Athènes. Mais sans moyens, perdu dans la capitale grecque, il passera quatorze jours dans la rue.

Puis un jour, un Syrien installé en Grèce depuis vingt ans le présente à un chirurgien orthopédiste. *«Il m'a sauvé, il a payé plus de 12 000 euros pour me fabriquer une prothèse, pour que je puisse réapprendre à marcher et retrouver une vie normale. Je ne serais pas ici aujourd'hui, à participer pour la troisième fois à des Jeux paralympiques, s'il n'avait pas eu ce geste d'une grande humanité»*, raconte le sportif, qui a déjà participé en para natation aux Jeux de Rio (2016) et de Tokyo (2021).

«Les installations manquent»

En Grèce, l'exilé syrien avoue avoir retrouvé *«une famille»*. *«Quand j'ai perdu ma jambe, mon but était de trouver un pays où je puisse me reconstruire et sentir que je ne suis pas étranger. Et j'ai ce sentiment en Grèce»*, note le trentenaire, qui parle désormais parfaitement grec. Ibrahim Al Hussein n'envisage plus de retourner dans sa patrie en Syrie : *«Le pays que je connaissais est mort. J'ai perdu tout ce à quoi j'étais attachée en Syrie, mes proches, mes amis, les lieux que j'aimais.»*

De nombreux réfugiés arrivés pendant la crise migratoire de 2015 ne sont pas restés en Grèce et ont continué leur périple vers le nord de l'Europe. *«Je ne cherchais pas forcément le confort en m'installant en Allemagne ou en Suède, je voulais me sentir chez moi à nouveau dans un pays. Mais soyons honnêtes, la Grèce n'est pas le pays idéal pour être un sportif handicapé, car les installations manquent cruellement»*, observe Ibrahim Al Hussein. Pour la préparation du triathlon, il déplore, par exemple, le manque de pistes cyclables dans la capitale grecque.

> **« Dans le chaos de la guerre, seul un dentiste était disponible pour essayer de me soigner et de guérir mes plaies »**
> IBRAHIM AL HUSSEIN
> triathlète

Les premiers mois de 2014 en Grèce, Ibrahim Al Hussein trouve un travail dans un café, lui permettant de subvenir à ses besoins. Mais, très vite, il a une envie : reprendre le sport. Depuis l'âge de 5 ans, il nage, entraîné par son père, qui a été double champion d'Asie. Il trouve au départ une équipe de basket en fauteuil roulant à Athènes où il continue toujours de jouer. En 2015, il obtient enfin son graal et peut s'entraîner dans la piscine du complexe olympique d'Athènes, construit en 2004 lorsque la capitale grecque a accueilli les Jeux olympiques et qu'il regardait le nageur américain Michael Phelps battre des records.

«Je crois que le sport est le meilleur remède quand tu désespères et que tu as des moments où tu ne crois plus en rien. En ce qui me concerne, la pratique sportive m'a permis de trouver un peu de sérénité», avait-il déclaré avant sa participation dans la première *«équipe paralympique indépendante»* aux Jeux de Rio en 2016. Emus par son parcours, les Nations unies et le Comité paralympique grec l'avaient même désigné comme un des relayeurs portant la flamme olympique entre Athènes et Rio.

Ibrahim Al Hussein estime que, *«pour devenir un athlète de haut niveau quand tu es réfugié, il faut en faire dix fois plus que les autres»*. Il s'entraîne cinq à six heures par jour, et n'a pas d'aide de l'Etat. Quand il doit faire des déplacements à l'étranger pour des compétitions, il paie de sa poche. *«Mon vélo n'est pas non plus du dernier cri. Il me fallait entre 15 000 et 20 000 euros pour en obtenir un nouveau et je n'en avais pas les moyens»*, constate-t-il.

Devenir entraîneur

Il a quand même réussi à décrocher un sponsor, avec Toyota, qui lui permet d'avoir 1 000 dollars par mois (900 euros) et de ne pas avoir à travailler à côté. *«Quand on est réfugié, on n'a pas beaucoup de soutiens, on se sent un peu seul. Mais, en même temps, on a déjà traversé tellement d'épreuves, on a acquis une grande force et une endurance face aux difficultés»*, décrit-il.

Après les Jeux de Paris, Ibrahim Al Hussein voudrait continuer le sport malgré son âge et, pourquoi pas, aussi, devenir entraîneur. Mais, surtout, il veut *«encourager les réfugiés handicapés à se reconstruire grâce au sport»*. Il a cofondé en 2019 une association, Athlos World, afin d'aider ceux-ci à acquérir le matériel et la formation nécessaires. Et il répète sans cesse à tous les exilés rencontrés dans ses voyages à travers le monde : *«Il ne faut jamais abandonner, il faut aller au bout de ses rêves.»* ■

MARINA RAFENBERG

La renaissance de la nageuse Ali Truwit, un an après avoir été attaquée par un requin

La jeune Américaine s'est qualifiée pour les Jeux treize mois après avoir été amputée

La natation a sauvé deux fois la vie d'Alexandra Truwit. Littéralement, d'abord. Le 24 mai 2023, l'étudiante américaine fait de la plongée avec masque et tuba dans les îles Turques-et-Caïques, au sud-est des Bahamas, pour célébrer son diplôme en sciences obtenu deux jours plus tôt. Soudain, un requin s'en prend à elle et lui arrache le pied gauche, sous les yeux d'une de ses amies.

Malgré l'hémorragie, Ali Truwit, nageuse de l'équipe de l'université Yale (Connecticut), réussit à parcourir environ une centaine de mètres pour regagner le bateau en pleine mer. *«Sans l'entraînement, je ne suis pas sûre que nous en aurions été capables»*, explique la jeune femme en mai au site Usparaswimming. Elle est transportée en avion à l'hôpital de Miami (Floride), où elle subit deux opérations pour neutraliser les infections, avant d'être rapatriée dans un établissement de New York. Le jour de son vingt-troisième anniversaire, elle est amputée sous le genou. *«S'ensuivirent beaucoup de larmes, de douleur et de dévastation. De très lourdes interrogations m'ont traversé l'esprit à l'hôpital»*, racontait Ali Truwit, en février, dans un talk-show diffusé sur la chaîne NBC. Dix jours avant l'accident, l'Américaine venait d'achever un marathon : *«Est-ce que, un jour, je vais pouvoir à nouveau courir? Est-ce que je serai à nouveau capable d'être une athlète?»*

Très vite, sa nature optimiste reprend le dessus. La natation, une nouvelle fois, sera sa planche de salut. *«Il y a des choses que j'ai perdues et que je ne retrouverai jamais, c'est désormais ma réalité. Mais celles que je peux récupérer, je vais me battre bec et ongles pour y parvenir. J'ai toujours adoré nager et j'étais déterminée à ne pas perdre cet amour pour la natation»*, affirme l'athlète.

> **Tous les gestes qu'elle faisait avec deux jambes, elle a dû apprendre à les faire avec une seule**

Les Jeux paralympiques ont lieu dans quatorze mois. Ils vont lui servir de boussole, décidée à tenter de s'y qualifier. De la natation, elle commence sa transition vers la para natation. Tous les gestes qu'elle faisait avec deux jambes, se tenir debout sur le plot de départ, les poussées sur le mur… elle doit désormais apprendre à les faire avec une seule. Pour compenser le déséquilibre, il lui faut également modifier sa fréquence de respiration ainsi que la position de sa tête et de ses hanches.

«J'ai travaillé extrêmement dur»

Trois mois après l'attaque, Ali Truwit participe à sa première compétition. Puis, en décembre 2023, elle prend part aux championnats nationaux américains de para natation et remporte une médaille d'argent. Son prothésiste la met en contact avec une autre de ses patientes, la nageuse Jessica Long.

De l'autre côté de l'Atlantique, Jessica Long est une figure emblématique des Jeux paralympiques. A Paris, l'athlète de 32 ans participe à ses sixièmes Jeux. Ses premiers, elle n'avait que 12 ans. Outsider, l'adolescente est rentrée d'Athènes, en 2004, avec trois médailles d'or. Vingt ans plus tard, sa collection en compte vingt-neuf (dont seize en or). *«C'est une chose d'être au sommet, mais j'ai travaillé extrêmement dur pour m'y maintenir aussi longtemps»*, insistait-elle auprès de l'agence de presse AP, fin juin, lors des sélections américaines. Née en Sibérie orientale avec une malformation congénitale puis abandonnée par ses parents, elle est adoptée par un couple d'Américains du Maryland. Après vingt-cinq opérations, elle sera finalement amputée des deux jambes, à l'âge de 18 mois.

«Sa confiance en soi et la façon dont elle arbore fièrement ses prothèses en dehors de la piscine m'ont donné de la force pour mieux m'accepter. Elle est si forte, si rapide», loue Ali Truwit. Comme son aînée, elle a validé son ticket pour Paris 2024. Dans le bassin de Paris La Défense Arena, la nageuse de 24 ans s'alignera, à partir du 1er septembre, sur le 100 m nage libre, le 400 m et le 100 m dos. Jessica Long, elle, envisage de *«prendre doucement sa retraite»* après les Jeux de Los Angeles en 2028. ■

ÉLISABETH PINEAU

La difficile quête de reconnaissance des sportifs de petite taille

A Paris, seuls trois athlètes sont atteints de nanisme parmi les 237 membres de la délégation française des Jeux paralympiques

Trois, en tout et pour tout. Parmi les 237 membres de la délégation française, le badiste Charles Noakes, l'haltérophile Axel Bourlon et le pongiste Thomas Bouvais sont les seuls représentants des sportifs de petite taille aux Jeux de Paris 2024. Contrairement à ce que peut laisser penser ce chiffre, ils n'ont jamais été aussi nombreux parmi les Bleus depuis que le Comité international paralympique a reconnu le nanisme en 2001.

«C'est génial d'avoir trois athlètes à Paris 2024. On ne parle pas tellement des sportifs de petite taille», s'exclame Patricia Marquis, qui, en 2004 à Athènes et en 2008 à Pékin, avait été la première sportive française de petite taille à participer aux Jeux paralympiques – la discobole avait même été capitaine de l'équipe de France de para athlétisme à Pékin.

Axel Bourlon, lui, se montre plus perplexe : *«A Tokyo, il n'y avait que Thomas* [Bouvais, médaillé de bronze en tennis de table] *et moi. Nous sommes trois désormais. Les personnes de petite taille ne s'intéressent-elles pas trop au sport* [pour être si peu représentés aux Jeux]*?»*, interroge l'athlète de 33 ans, vice-champion paralympique en titre, et qui visera un podium dans la catégorie des – 54 kg.

«Aux Etats-unis et au Royaume-Uni, les sportifs de petite taille sont plus nombreux», abonde le Franco-Anglais Charles Noakes, atteint d'hypochondroplasie, une affection génétique du squelette. *«En France, on est plus dans la protection. On ne nous propose pas assez de sport. Peut-être que les gens ont peur des moqueries»*, avance-t-il.

Nager pour renforcer son corps

Pour ce qui le concerne, Charles Noakes, 27 ans, assure avoir toujours été *«bien intégré grâce au sport»* : *«Mes parents m'ont toujours laissé une totale liberté*, confie-t-il. *Certes, il y a eu des moqueries ou des insultes sur les terrains de football. Cela ne m'a jamais perturbé, et j'ai montré que, même en étant plus petit, je pouvais marquer de la tête ou dribbler.»* Il n'a pas laissé passer sa chance de disputer les Jeux paralympiques lorsque, après son inscription dans un club de badminton à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), son président l'a informé de l'existence d'une section handisport : *«Il m'a dit qu'il y avait désormais une catégorie pour les personnes de petite taille.»*

Axel Bourlon avait, quant à lui, commencé le développé couché en 2006, à 17 ans, dans le but… d'apprendre à nager. *«A cause de ma morphologie, j'avais du mal à sortir la tête de l'eau pour prendre ma respiration. Je n'étais pas assez musclé du haut du dos»*, explique-t-il. Pendant un an, il a nagé et renforcé son corps avant de s'engager en compétition en haltérophilie. Il a alors accumulé les titres de champion de France, avant de profiter d'un changement de réglementation (sur le flexum, la rétractation des coudes en flexion liée à l'achondroplasie) qui, à partir de 2018, l'a autorisé à participer à ses premières compétitions internationales. Le record de France de cet athlète de 1,40 m pour 54 kg s'élève depuis juin à 173 kg.

> **La discobole Patricia Marquis évoque un manque de communication entre les associations spécialisées**

Cloisonnement

Si les sportives et sportifs de petite taille sont aussi peu représentés dans la délégation française aux Jeux paralympiques c'est aussi probablement dû, pour une part, à un cloisonnement entre les différents acteurs. Axel Bourlon raconte ainsi avoir eu la surprise de découvrir que cinq sportifs de petite taille représentaient la France en haltérophilie lors des World Dwarf Games («jeux mondiaux des personnes de petite taille»), à Cologne (Allemagne), fin juillet-début août 2023, compétition qui ne dépend pas du monde handisport. *«Comment cela se fait-il qu'on ne se connaisse pas?»*, lance-t-il.

Patricia Marquis évoque un manque de communication entre les associations spécialisées, comme l'Association des personnes de petite taille ou France Nano Sports, et la Fédération française handisport. *«Pour l'avoir vécu et avoir essayé de créer des liens, cela a longtemps été une question de personnes»*, explique celle qui, jusqu'en 2019, a été membre de la Fédération française handisport et du Comité paralympique et sportif français. *«Il faudrait réessayer de reconnecter tout le monde.»*

C'est un peu ce qu'il s'est passé par l'intermédiaire d'Axel Bourlon. En 2023, ce dernier a été contacté par Sonja Nemes, membre de l'Association des personnes de petite taille, qui avait participé en Allemagne à l'épreuve de développé couché et qui, forte de cette première expérience, était en quête d'autres compétitions. *«J'ai trouvé un article qui parlait d'Axel. Je ne connaissais rien au handisport»*, explique celle qui a désormais rejoint le club du champion, à Roanne (Loire), et s'est mis *«un grand défi en tête»* : *«Participer aux Jeux paralympiques de 2028.»*

Pour Patricia Marquis, les Jeux de Paris 2024 sont l'occasion *«de mettre la lumière sur les sportifs de petite taille»*. Un vœu que partage Franck Foucat, le responsable des lancers en équipe de France, qui table sur *«plus de visibilité»* et espère voir se reproduire ce à quoi il lui avait été donné d'assister mi-juillet, lors des championnats de France : *«Un sportif de petite taille s'est renseigné sur le para athlétisme. Je l'ai renvoyé vers le coach de lancers de son club local.»*

> **«On ne nous propose pas assez de sport. Peut-être que les gens ont peur des moqueries»**
> CHARLES NOAKES
> joueur de badminton

Les parcours de Charles Noakes, Thomas Bouvais, Axel Bourlon ou encore Patricia Marquis peuvent susciter des vocations. *«Nous sommes le trait d'union entre ceux qui sont debout et les coéquipiers en fauteuil»*, donne comme image Patricia Marquis. ■

ANTHONY HERNANDEZ

L'Ocean One K à la conquête des abysses

Ce robot humanoïde explore les épaves à la place de l'homme

PLANÈTE +
LUNDI 2 - 20 H 55
DOCUMENTAIRE

Ce pourrait ressembler à un film de science-fiction. Un robot humanoïde aux allures d'Iron Man ou du Speedy SPD-13, d'Isaac Asimov, avec deux caméras en guise d'yeux, des bras et des mains mécaniques… L'engin fouille des épaves en grande profondeur comme le ferait un plongeur. A l'heure de l'IA, Ocean One K ouvre une nouvelle ère de l'archéologie sous-marine. Le documentaire de Mathieu Pradinaud nous embarque pour les six premiers jours de plongée de ce robot révolutionnaire, au large de Marseille et de la Corse.

Cet engin a été mis au point par le Robotic Lab, le laboratoire de robotique de l'université Stanford à San Francisco (Californie), en coopération avec le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm), basé à Marseille. Bourré de capteurs, Ocean One K est dirigé depuis la surface, par le biais d'une sorte de cordon ombilical relié à un bateau, par un humain muni de lunettes 3D et de commandes haptiques, qui lui permettent de ressentir ce que le robot découvre et touche.

« Un avatar d'être humain »

« C'est un avatar d'être humain aux capacités exceptionnelles, se félicite son "père", Oussama Khatib, robotiste et professeur d'informatique à Stanford. *Les robots* [sous-marins] *jusqu'ici sont conçus pour voir, nous avons besoin de robots pour agir. »*

Le tragique accident du sous-marin *Titan*, qui implosa en approchant l'épave du *Titanic* à 3 800 mètres de fond, en juin 2023, avec cinq personnes à bord, l'a cruellement rappelé : en l'état actuel de la technologie d'exploration sous-marine, l'homme ne peut plonger lui-même au fin fond des abysses pour mener des fouilles archéologiques. Les historiens n'entendent pas pour autant faire l'impasse sur *« le plus grand musée du monde »* que sont les océans.

Avec son autonomie quasi illimitée, Ocean One K est donc investi d'une mission : *« Faire en sorte qu'un jour on puisse travailler dans de très grandes profondeurs, où l'humain n'a absolument pas sa place »*, résume Michel L'Hour, ancien patron du Drassm, membre de l'Académie de marine.

Au cours de ces six jours, Ocean One K va plonger pour explorer des épaves récentes ou (très) anciennes. D'un Lockheed P-38, un avion de combat disparu en 1944 dans la baie de La Ciotat, à un navire romain de l'époque de l'empereur Hadrien (vers 130 après J.-C.), retrouvé au large de Bastia ; du sous-marin *Protée* coulé en 1943 entre Alger et Marseille, par 120 mètres de fond, à la *Lune*, un navire de Louis XIV englouti au large de Toulon en 1664.

Si les scientifiques et historiens de marine sont impatients à l'idée d'expliquer les raisons de tel ou tel naufrage, ils tiennent à rappeler que l'enjeu d'un robot des abysses n'est pas qu'historique mais aussi humain. Il aurait pu y avoir dans le *Protée*, dit Michel L'Hour, des témoignages écrits de membres d'équipage qui ont survécu au naufrage dans un caisson étanche : *« Certains auraient pu envisager, dans le temps de vie qu'il leur restait, de laisser un message à la postérité et à leur famille. »* C'était le grand espoir de Christian Le Cléach, né l'année où son père, Eugène, quartier-maître de 25 ans, fut porté disparu avec tout l'équipage de 74 hommes du *Protée*. ■

PASCAL GALINIER

***Ocean One K. Le robot des abysses**, de Mathieu Pradinaud (Fr. 2022, 90 min).*

Image extraite du documentaire « Ocean One K. Le robot des abysses ».
GEDEON PROGRAMMES

Un polar français truffé d'hommages à Alfred Hitchcock

Le film de Jérôme Le Gris met en scène Mélanie Laurent en tueuse à gages qui se fait passer pour une cantatrice afin d'exécuter un baryton

PARIS PREMIÈRE
DIMANCHE 1ER – 23 H 20
FILM

Voix d'ange, yeux de vierge, doigts de fée, c'est une belle blonde à qui l'on donnerait le bon Dieu sans confession. Mais cette Lucrèce (Mélanie Laurent) n'est pas si vertueuse que cela : elle exécute des hommes de sang-froid.

Lucrèce a une formation de cantatrice et un emploi de tueuse à gages. Elle est au service de l'exécuteur de crimes le plus cher du marché. Alors qu'elle s'apprête à raccrocher pour se consacrer à sa fille, elle est contrainte d'accepter une ultime mission.

Il s'agit de se faire passer pour une chanteuse lyrique lors d'un concert privé dans un château suisse, et d'assassiner l'un de ses partenaires, un baryton britannique (Chris Stills) qui, outre ses prestations musicales, gère une affaire de whisky. La distillerie qu'il vient d'acheter en Ecosse contrarie la construction d'un pipeline qui doit rapporter beaucoup d'argent à la British Oil.

Tandis que Lucrèce fourbit son plan, le contre-espionnage français informé du contrat envoie un agent d'élite, un rien grognon (Clovis Cornillac), mais très motivé pour s'infiltrer dans l'orchestre et démasquer la tueuse à gages.

On a vu en prélude avec quel sang-froid la tueuse exécute ses missions. Il s'agissait de faire avaler une hostie empoisonnée à un homme lors d'une messe où il n'était pas le seul à communier. Cette fois, c'est lors des répétitions du *Messie*, d'Haendel, qu'il s'agit d'agir et, en solide admirateur d'Alfred Hitchcock, Jérôme Le Gris ne manque pas de nous rappeler la vertu musicale du suspense dans *L'Homme qui en savait trop* (1956).

D'autres clins d'œil parsèment ce polar ironique où le spectateur possède un coup d'avance sur les personnages : faux suspects, héroïne sous la douche, citrons avalés comme des verres de lait. La musique est orageuse comme une partition de Bernard Herrmann, les rebondissements pleuvent…

Ce que nous raconte Jérôme Le Gris semble du déjà-vu : dernière mission avant rachat, huis clos… Cela ressemble à de l'Agatha Christie, avec un agent secret venant fureter pour arrêter le crime à temps, Hercule Poirot à mines renfrognées de Clovis Cornillac. Le réalisateur s'amuse avec un univers dont Alfred Hitchcock fut le maître..

Requiem pour une tueuse peut donc se voir comme un thriller convenu, alignement poussif d'épisodes dignes d'un feuilleton de gare (premier degré), ou comme un brillant et ironique exercice de style se jouant des clichés avec une savoureuse maestria (second degré). Hormis une fin inutilement explicative, on optera pour la seconde hypothèse. ■

JEAN-LUC DOUIN

***Requiem pour une tueuse**, de Jérôme Le Gris. Avec Mélanie Laurent, Clovis Cornillac (Fr., 2011, 91 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 205
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II								■				
III					■							
IV			■							■		
V						■			■			
VI											■	
VII						■	■		■			
VIII			■									
IX									■			
X												■

HORIZONTALEMENT

I. Place les meilleurs aux premiers rangs. **II.** Réduit en fines gouttelettes. Emporte tout sur son passage. **III.** Douce chez Breffort et Monnot. Considère comme acceptable. **IV.** Stratégie asiatique. Chacun attend sa part. Dans l'erreur. **V.** Sublime le regard. Sur le rivage. Possessif. **VI.** Continuellement en déplacement. **VII.** Récompense les bonnes toiles. En mouvement et en musique. **VIII.** Plus bon à rien. A Alger avec Rossini. **IX.** Pour une prise en note rapide à Rome. Fait jouer la famille. **X.** Rendent indispensable.

VERTICALEMENT

1. Aurait grand besoin de se remplumer. **2.** Ne facilite ni le passage ni la pensée. **3.** Personne du voyage. Pointe de ciseaux. Sur la touche. **4.** Un monde où tout est possible. **5.** Bout de tilleul. Mis en garde. **6.** Se lançât. Sac mal cousu. **7.** Ne tiendra pas plus longtemps. Ne peut s'ignorer. **8.** Ne lâcha pas. **9.** Libérateur. **10.** Réfractaire au labo. Fils d'Eos et de Tithon. **11.** Départ en musique. Assure le rapprochement. **12.** Partie pour durer très longtemps.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 204

HORIZONTALEMENT I. Madrigaliste. **II.** Abrégera. Par. **III.** Lai. Ortolans. **IV.** Elvire. Sac. **V.** Noël. Rp. Bêta. **VI.** Puritaine. Ru. **VII.** Or. Ea. Nulle. **VIII.** Identité. Ase. **IX.** Nil. Averti. **X.** Trusteraient.

VERTICALEMENT 1. Mal-en-point. **2.** Abalourdir. **3.** Driver. Elu. **4.** Ré. Ilien. **5.** Igor. Tâtât. **6.** Gérera. Ive. **7.** Art. Pinter. **8.** Laos. Nuera. **9.** Label. Ti. **10.** Space. Laie. **11.** Tan. Très. **12.** Erseau. Le césium. Est.

SUDOKU

N°24-205

							8	4
						2	1	6
					1			
		3	7			8	5	
				5	8		2	7
	1	8		6	4			
	4			1	5		7	
	5	2			3			9

7	1	5	8	2	9	3	4	6
2	4	6	7	1	3	8	5	9
8	9	3	6	5	4	1	2	7
1	5	4	3	6	8	7	9	2
6	2	7	9	4	1	5	8	3
9	3	8	2	7	5	6	1	4
3	7	1	5	9	2	4	6	8
5	6	2	4	8	7	9	3	1
4	8	9	1	3	6	2	7	5

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

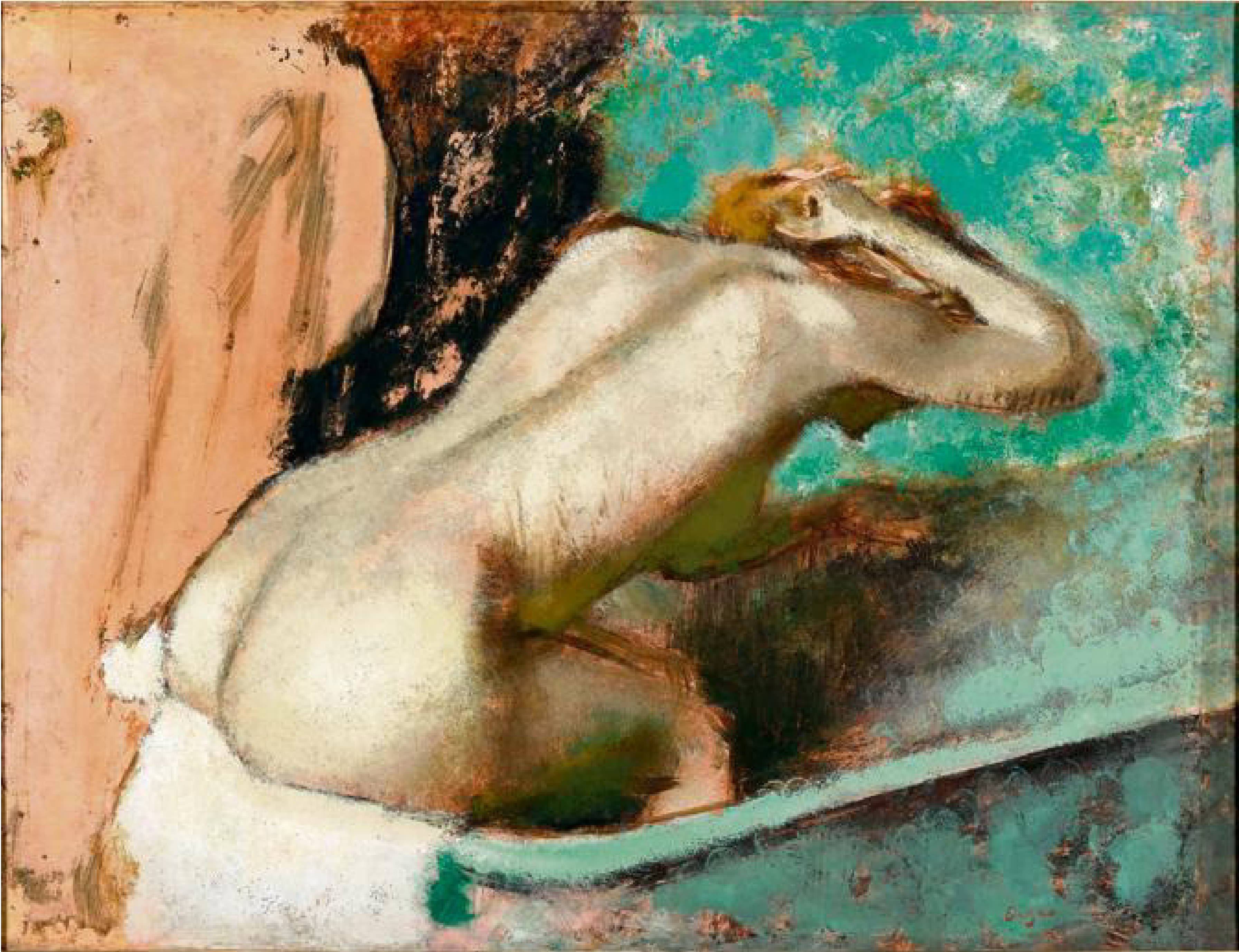
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

FR

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

SÉLECTION


« Femme assise sur le bord d'une baignoire et s'épongeant le cou » (détail, entre 1880 et 1895), d'Edgar Degas. RMN GRAND PALAIS/HERVÉ LEWANDOWSKI

Les grandes expositions de la rentrée

Peinture, art contemporain, photographie… Les critiques du « Monde » proposent un florilège d'événements à aller voir, dès septembre, ou à noter sur votre agenda pour les mois à venir

Le programme s'annonce riche cet automne. Le Centre Pompidou, à Paris, célèbre le centenaire de la publication du premier *Manifeste du surréalisme* par André Breton, en 1924, avec une très vaste exposition consacrée à ce mouvement intellectuel et artistique. Autres courants artistiques mis à l'honneur : l'arte povera, à la Bourse de commerce, et le pop art, à la Fondation Louis Vuitton.

« L'intime, de la chambre aux réseaux sociaux »
Musée des arts décoratifs, Paris

On imagine l'intimité comme un jardin secret, une chambre à soi, protégée des autres. Conventions morales et contrôle social l'ont pourtant régie depuis des siècles, comme en témoigne la dense exposition « L'intime, de la chambre aux réseaux sociaux », organisée au Musée des arts décoratifs sous le commissariat général de sa directrice, Christine Macel, et de l'historien du design et de l'architecture Fulvio Irace. Une riche traversée des âges et des genres, depuis les objets de commodités aux canapés cocon des années 1960, des scènes de bain d'Edgar Degas (1834-1917) aux photos de Nan Goldin ou de Zanele Muholi. La question de l'intime apparaît en France au cours du XVIIIe siècle, avec ses coquettes aux joues roses guettées par le trou de la serrure. Mais c'est au siècle suivant que l'intimité prend ses marques, avec l'émergence d'une bourgeoisie qui sépare vie familiale et vie professionnelle. Au XXe siècle, et plus encore au XXIe siècle, tout bouge : le design traduit la tension entre désir d'isolement et besoin de promiscuité. Les réseaux sociaux ont fini par flouter la démarcation entre sphères privée et publique. La précarité et l'exil rappellent enfin la difficulté de préserver l'intime quand on n'a plus d'espace à soi.
Du 15 octobre au 30 mars 2025.

« Figures du fou. Du Moyen Age aux romantiques »
Musée du Louvre, Paris

Au Moyen Age, les fous sont partout. Pas tels que les définit la psychiatrie moderne, mais ceux qui manifestent une folie ordinaire : celle de tous les hommes – et les femmes – qui, en permanence ou ponctuellement, en période de carnaval, se livrent à leurs passions au lieu de veiller au salut de leur âme. Le Musée du Louvre restitue cette démesure oubliée à travers plus de 300 œuvres : un parcours dans la folie telle que la concevait l'art de l'Europe du Nord, qui dévoile une période fascinante culminant avec quelques textes déterminants, comme *La Nef des fous*, publié par Sébastien Brant, en 1494, suivie, en réponse ironique, par *Eloge de la folie*, d'Erasme, en 1511. Le premier oppose aux crises de son temps la mesure et la sagesse. Erasme, lui, se demande si ce ne sont pas les sages, les raisonneurs, qui sont les fous véritables… Jérôme Bosch donne une vision proche : dans *La Nef des fous* (vers 1500-1510, Musée du Louvre), la déraison règne partout sur le navire, sauf à la droite du tableau, où le fou, avec son bonnet à clochettes, leur tourne le dos et boit sa coupe de vin, sagement assis à l'écart.
Du 16 octobre au 3 février 2025.

« Bruno Liljefors. La Suède sauvage »
Petit Palais, Paris

Vous ne connaissez peut-être pas Bruno Liljefors ? Nous non plus ! Merci donc au Petit Palais de montrer la première exposition en France de l'artiste suédois, né à Uppsala en 1860 et mort à Stockholm en 1939. Très tôt attiré par la peinture animalière, il se consacra presque exclusivement à ce genre, au point d'installer son atelier dans une cabane de chasse et d'utiliser des méthodes de pisteur – il grimpait aux arbres afin de s'y poster ou construisait des affûts – pour traquer son gibier (renards, lièvres arctiques, chats et oiseaux), seulement armé de son crayon et d'un appareil photo. En une centaine d'œuvres (peintures, dessins et photographies) exclusivement consacrées à la nature suédoise et aux animaux qui la peuplent (ou la peuplaient), on découvrira un peintre virtuose de la restitution de la lumière et des effets de l'atmosphère, à même de convertir n'importe qui aux vertus de l'écologie.
Du 1er octobre au 16 février 2025.

« Surréalisme »
Centre Pompidou, Paris

Au printemps 1924, André Breton (1896-1966) commence à écrire ce qui doit être une préface pour le volume de poésie *Poisson soluble*. Elle deviendra le premier *Manifeste du surréalisme*, publié cette même année par l'éditeur Simon Kra (1853-1940). Il y a donc un siècle que résonne la célèbre définition : *« Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale. »* Le Centre Pompidou célèbre le centenaire de l'événement par une très vaste exposition au parcours en spirale. Au centre est placé le manuscrit de Breton. Tout autour s'enroule un parcours semé de documents et d'œuvres visuelles. N'y manque aucune des grandes figures (Max Ernst, Joan Miro, René Magritte, etc.). Ni, non plus, ce qui est plus rare, de moins connues jusqu'à aujourd'hui, parce que femmes pour la plupart (Leonora Carrington, Dorothea Tanning, Ithell Colquhoun…). Autre particularité : l'histoire est prolongée jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit de réévaluer plus d'un demi-siècle de création. Des galeries parisiennes présentent simultanément des expositions consacrées à tel ou tel artiste ou tel ou tel moment du surréalisme, ce qui laisse augurer quelques surprises. L'ampleur de ces manifestations conjuguées confirme ce qui apparaît comme une évidence : aucun mouvement intellectuel et artistique du XXe siècle n'a été plus durable et influent.
Du 4 septembre au 13 janvier 2025.

« Arte povera »
Bourse de commerce – Pinault Collection, Paris

Si l'arte povera fut un courant artistique italien phare dès la fin des années 1960, son influence, internationale, reste considérable. Cette exposition d'envergure à la Bourse de commerce propose d'en embrasser les contours et le rayonnement jusqu'à aujourd'hui. Les artistes de ce mouvement *« ont initié un corpus d'œuvres original, libre d'esprit, totalement non conventionnel et non dogmatique, élargissant ainsi les domaines de la peinture, de la sculpture, du dessin et de la photographie, en créant les premières "installations" de l'histoire de l'art, ainsi que des œuvres et des actions performatives »*, rappelle la commissaire de l'exposition, Carolyn Christov-Bakargiev. En utilisant toujours des matériaux naturels (terre, eau, charbon…) ou industriels (plaques d'acier, ampoules électriques, tubes de néon…), entre flux de mémoire, d'énergie et d'émotions. De prémices en héritage et influence, l'exposition réunit plus de 250 œuvres, autour de l'univers de ses treize protagonistes, dont Jannis Kounellis, Mario Merz, Pino Pascali, Giuseppe Penone ou Michelangelo Pistoletto.
Du 9 octobre au 20 janvier 2025.

« Pop Forever, Tom Wesselmann &… »
Fondation Louis Vuitton, Paris

A la fin des années 1950, le pop art déferle des deux côtés de l'Atlantique, célébrant non sans ambiguïté les noces de l'art, de la culture populaire et du consumérisme. Sans manifeste et sans frontière, le « pop » désigne une esthétique qui prévaut encore aujourd'hui, et la Fondation Louis Vuitton a choisi de s'intéresser au mouvement artistique en articulant son propos autour de Tom Wesselmann (1931-2004), une de ses figures de proue, à travers une sélection de cent cinquante de ses œuvres sensuelles, à mi-chemin entre peinture et sculpture. A la fois rétrospective et exposition thématique, « Pop Forever, Tom Wesselmann &… » contextualisera le travail de l'artiste tout en offrant des perspectives sur le pop art depuis ses racines dadaïstes jusqu'à la création la plus contemporaine, avec 70 œuvres de 35 artistes de générations et de nationalités différentes qui partagent une sensibilité « pop », d'Andy Warhol à KAWS, en passant par Ai Weiwei, Sylvie Fleury, Richard Hamilton ou David Hammons.
Du 16 octobre au 24 février 2025.

« Chefs-d'œuvre de la Galerie Borghèse »
Musée Jacquemart-André, Paris

Pour son exposition de réouverture après plus d'un an de travaux, le Musée Jacquemart-André présente une quarantaine de chefs-d'œuvre de la Galerie Borghèse, à Rome, écrin construit par le puissant et sulfureux cardinal Scipion Borghèse (1577-1633), l'un des premiers et des plus importants collectionneurs et mécènes de l'histoire de l'art, pour accueillir ses collections d'œuvres antiques et le meilleur des peintures et sculptures de son temps. Ce partenariat exceptionnel est organisé dans le contexte d'une campagne de travaux de rénovation du musée romain, aujourd'hui propriété de l'Etat italien, à l'automne 2024. La sélection issue de cet ensemble unique au monde rassemblera des grands noms de l'art italien des XVIe et XVIIe siècles (Raphaël, Antonello de Messine, le Parmesan, Lorenzo Lotto, Titien, Véronèse, le Caravage, le Bernin, Botticelli…), des peintres de l'Europe du Nord ayant séjourné en Italie, comme Rubens, et rendra aussi hommage à des artistes moins connus du grand public, tels qu'Annibal Carrache ou le Cavalier d'Arpin, en apportant un éclairage sur l'histoire de la collection.
Du 6 septembre au 5 janvier 2025.

« Jackson Pollock. Les premières années (1934-1947) »
Musée Picasso, Paris

Le Musée national Picasso-Paris présente cet automne la première exposition consacrée en France à l'Américain Jackson Pollock (1912-1956) depuis plus de quinze ans. « Jackson Pollock. Les premières années (1934-1947) » revient sur les débuts de la carrière de l'artiste, marqués par l'influence du régionalisme et des muralistes mexicains, jusqu'à ses premiers drippings. Ce corpus, jusqu'ici peu exposé pour lui-même, témoigne des diverses sources qui nourrissent les recherches du jeune artiste, des arts amérindiens aux avant-gardes européennes. Peinture, travail sur la matière, gravure et sculpture, l'exposition s'attache tant à la singularité de son travail qu'aux moments forts de son par-


« Cinq études d'animaux dans un cadre. Pinsons et libellules » (1885), de Bruno Liljefors. STOCKHOLM, NATIONALMUSEUM/PHOTO CECILIA HEISSER


« Visage du grand masturbateur » (1929), de Salvador Dali. SALVADOR DALI, FUNDACIO GALA-SALVADOR DALI/ADAGP PARIS 2024


Chantal Akerman, photographiée par Laszlo Ruszka, le 28 mars 1980, sur le tournage du documentaire « Dis-moi ». INA/LASZLO RUSZKA

cours artistique et intellectuel au cours de ces années qui furent le laboratoire de son œuvre, en restituant leur contexte artistique et intellectuel et en convoquant des figures-clés pour lui, telles que Charles Pollock, William Baziotes, Lee Krasner, André Masson, Pablo Picasso ou Janet Sobel.
Du 15 octobre au 19 janvier 2025.

« Zombis. La mort n'est pas une fin ? »
Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, Paris
Cap sur Haïti, aux sources du mythe du zombi, ce lointain ancêtre des morts-vivants contagieux de la pop culture et du cinéma. L'exposition « Zombis. La mort n'est pas une fin ? », imaginée par un trio d'anthropologues et d'ethnologues français et haïtiens, dévoile les croyances, craintes et fantasmes enfouis derrière la figure iconique de ce « non-mort ». Alors que le mot « zombi » (*nzambi*), d'origine africaine, désigne à l'origine un esprit ou le fantôme d'un mort, sa signification a évolué en traversant l'Atlantique lors de la traite des personnes esclavagisées, au gré d'un syncrétisme entre croyances africaines, caribéennes et catholiques. En Haïti, la figure du zombi prend forme en marge de la culture vaudoue : le zombi est alors un criminel privé de liberté, jugé et condamné, rendu esclave et gardé dans un état d'hébétude. Entre savoir et fiction, l'exposition explore également la construction du mythe dans l'imaginaire collectif occidental, depuis son évocation, en 1697, dans un roman de Pierre-Corneille Blessebois (1646-vers 1700) jusqu'au film *La Nuit des morts-vivants* (1968), de George A. Romero (1940-2017).
Du 8 octobre au 16 février 2025.

« L'Age atomique. Les artistes à l'épreuve de l'histoire »
Musée d'art moderne de Paris
Rares sont les découvertes scientifiques qui ont un impact aussi puissant sur la création artistique : quand le monde entre dans l'âge atomique, à l'aube du siècle dernier, s'ouvre un nouvel âge esthétique, nous raconte, cet automne, le Musée d'art moderne de Paris au gré de près de 250 œuvres. La révélation des secrets de la matière influe sur les premiers peintres abstraits, de Hilma af Klint (1862-1944) à Vassily Kandinsky (1866-1944) et Frantisek Kupka (1871-1957). Les ravages causés par la bombe nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki dévastent les consciences des artistes, autant que la Shoah. La création japonaise s'en voit bouleversée, mais le souffle s'en ressent jusqu'à l'Italie, la France ou les Etats-Unis, bouleversant l'art de Lucio Fontana (1899-1968) ou d'Yves Klein (1928-1962), poussant des figures comme Gustav Metzger (1926-2017) à un virulent engagement antinucléaire. Riche aussi d'archives inédites, une exposition qui tisse les liens entre art et guerre froide, science et société. Tragiquement d'actualité.
Du 11 octobre au 9 février 2025.

« L'Or des Ming. Fastes et beautés de la Chine impériale (XIVe-XVIIe siècle) »
Musée national des arts asiatiques Guimet, Paris
Symbole de réussite sociale et de richesse, l'or a donné lieu à une importante production de bijoux et d'objets d'orfèvrerie en Chine sous le règne des empereurs Ming (1368-1644). Les explorations maritimes et les échanges avec l'Europe et les Amériques permettent alors d'acquérir à l'étranger le métal précieux, en complément des productions des mines d'or du sud-ouest du pays, exploitées dès l'époque médiévale. L'or se répand parmi les couches fortunées de la société qui passent commande à des orfèvres afin d'imiter les modes de la cour. Cependant, rares sont les bijoux et les objets remontant à l'époque Ming encore en circulation : la plupart ont, en effet, été fondus aux siècles suivants pour permettre la fabrication de nouvelles pièces. La collection que présente le Musée national des arts asiatiques Guimet, prêt du Musée des beaux-arts de Qujiang, n'en est que plus exceptionnelle. Elle réunit des parures féminines (bagues, bracelets, colliers, épingles à cheveux, boucles d'oreilles) et des pièces de vaisselle d'apparat témoignant à la fois d'un travail du métal d'un extrême raffinement et d'une grande maîtrise technique (gravure, filigrane, damasquinage, incrustation de pierres précieuses), d'un goût sophistiqué et de la puissance économique des Ming.
Du 18 septembre au 13 janvier 2025.


« Great American Nude #1 » (1961), de Tom Wesselmann. JEFFREY STURGES/ADAGP PARIS 2024

« Chantal Akerman. Travelling »
Jeu de paume, Paris
« Les images littérales finissent par ne plus émouvoir, il faut passer par un autre chemin, pour que les gens en face puissent exister et ressentir, dans un vrai face-à-face avec les images », clamait Chantal Akerman (1950-2015). Ce face-à-face, la réalisatrice l'a orchestré dans ses films, notamment son chef-d'œuvre de fiction, *Jeanne Dielman, 23, quai du commerce, 1080 Bruxelles* (1975), mais aussi dans les installations vidéo auxquelles elle s'adonne à partir des années 2000. *D'Est* (1993) à *Sud* (1999), elle fait alors glisser ses documentaires intimistes de l'écran vers l'espace du cube blanc, démultipliant les points de vue, déstructurant ses montages pour nous immerger dans ses images. Neuf ans après sa disparition, le Jeu de paume lui consacre une programmation exceptionnelle, avec exposition mais aussi projections, performances et colloque. Ouverture en fanfare les 28 et 29 septembre, pour un week-end festif à l'occasion des 20 ans de ce centre d'art consacré à toutes les images.
Du 28 septembre au 19 janvier 2025.

« Olga de Amaral »
Fondation Cartier pour l'art contemporain, Paris
Si la scène artistique latino-américaine possède un précieux allié à Paris, c'est bien la Fondation Cartier. Après avoir révélé au public la poésie de peintres venus d'Amazonie ou soutenu la photographe brésilienne Claudia Andujar, l'institution nous invite à mettre le cap sur la Colombie, avec l'une de ses artistes phares : Olga de Amaral. Elle reste étrangement méconnue en France, mais cela ne saurait durer, tant ses créations textiles sont enchanteresses. Usant de fibres naturelles (lin, coton ou crin de cheval), l'artiste, aujourd'hui âgée de 92 ans, les travaille au gesso ou à la feuille d'or, pour sculpter des œuvres fluides et immersives. Inspirée par l'abstraction américaine autant que par les rythmes géométriques de l'art précolombien, elle arrive à Paris forte de près de 90 œuvres, datant des années 1960 à aujourd'hui : *Etoiles* ou *Brumes*, pour reprendre le titre de deux de ses grandes séries, composent autant *« d'espaces de méditation, de contemplation et de réflexion »*.
Du 12 octobre au 16 mars 2025.

« Caillebotte. Peindre les hommes »
Musée d'Orsay, Paris
Longtemps, il est resté le mal-aimé des impressionnistes. Trop moderne, sans doute, il était l'homme d'une seule toile : *Les Raboteurs de parquet* (1875). Heureusement, Gustave Caillebotte (1848-1894) est aujourd'hui pleinement sorti de son purgatoire. Pour éclairer ses audaces, le Musée d'Orsay réunit plus de 140 œuvres autour de deux toiles majeures, *Partie de bateau* (1878), récemment acquise par le musée, et *Rue de Paris, temps de pluie* (1877), prêtée par l'Art Institute de Chicago. Cadrages photographiques inédits, contrastes puissants, descriptions détaillées de ses cercles d'amis célibataires font de lui un impressionniste bien à part : plus attentif à dépeindre ses contemporains, artistes, ouvriers ou passants, qu'à jouer comme Monet des effets de la lumière. Comparé à Manet, Degas ou Renoir, il est aussi le plus masculin de la bande : moins d'un tiers de ses toiles sont consacrées à la figure de la femme, magnifiée par tous ses pairs. Comment considérer aujourd'hui cet idéal de l'homme moderne qu'il s'est attaché à détailler ? L'exposition cherche à en révéler les fragilités et les fissures, celles d'un homme de Paris, par temps de pluie, surpris à l'aube d'un monde nouveau.
Du 8 octobre au 19 janvier 2025.

« Exils. Regards d'artistes »
Louvre-Lens
Y a-t-il sujet plus intemporel et universel, plus douloureux et poignant que l'exil, auquel la conservatrice Dominique de Font-Réaulx consacre une riche exposition au Louvre-Lens ? L'épreuve du déracinement se vit différemment, bien sûr, selon les circonstances historiques, géographiques et politiques. Un abîme sépare l'expérience de Victor Hugo (1802-1885), réfugié, après le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, sur les îles Anglo-Normandes de Jersey, puis de Guernesey, où il a rédigé ses chefs-d'œuvre (*Les Misérables*, *Les Travailleurs de la mer* ou *L'Homme qui rit*), et l'histoire des cinéastes Joana Hadjithomas et Khalil Joreige, qui ont fui les ravages de la guerre civile au Liban. Restent néanmoins quelques constantes. Une même nostalgie imprègne ainsi les peintures de Marc Chagall (1887-1985), rescapé des persécutions antisémites dans l'Empire russe, et les assemblages de l'artiste syrien Khaled Dawwa, installé à Paris pour échapper à la guerre civile qui a ruiné son pays. Les mêmes motifs de bagages et de ballots, métaphores s'il en est de la migration, s'invitent dans les installations du Camerounais Barthélémy Toguo et de la Sud-Coréenne Kimsooja. L'originalité de l'exposition tient surtout à la place accordée aux témoignages collectés auprès des habitants du territoire nordiste. Manière de jeter un pont entre artistes déplacés, mais reconnus, et exilés anonymes.
Du 25 septembre au 20 janvier 2025.

« Paquebots 1913-1942. Une esthétique transatlantique »
Musée d'arts de Nantes
Les Années folles sont un âge d'or pour les paquebots et Nantes est l'un des grands ports de l'Atlantique où ces palaces flottants viennent charger leurs milliers de voyageurs à destination des Etats-Unis ou des Caraïbes. Avec leurs lignes géométriques et leur profil fuselé, ces vaisseaux des mers, pour certains, véritables créations d'art tant les décors et le mobilier étaient raffinés, ont été une source d'inspiration pour nombre d'artistes, qu'ils soient peintres (Fernand Léger, Jules Lefranc, Charles Demuth, Jean-Emile Laboureur), photographes (André Kertesz, Jean Moral, François Tuefferd), affichistes (Cassandre, Paul Colin), architectes (Eileen Gray, Robert Mallet-Stevens, Le Corbusier) ou cinéastes (Buster Keaton, Walter Ruttmann). En quelque 200 œuvres, l'exposition raconte à la fois l'influence du paquebot sur l'esthétique moderniste de l'entre-deux-guerres et l'expérience existentielle et cosmopolite vécue par les passagers de cette époque.
Du 25 octobre au 23 février 2025.

« Les Voix des fleuves-Crossing the Water »
17e Biennale de Lyon
Un tout nouveau site pour cette 17e Biennale de Lyon : cap sur Les Grandes Locos, 20 000 mètres carrés de friche SNCF, au sud de la ville, qui s'offrent à la centaine d'artistes conviés par la directrice artistique de cette édition, Alexia Fabre. Egalement directrice des Beaux-Arts de Paris, elle a axé sa réflexion autour du concept de la rencontre. Le parcours qu'elle a conçu met particulièrement l'accent sur nombre de tout jeunes artistes, parmi lesquels Joséphine Berthou, Mona Cara ou Alix Boillot, qu'elle fait dialoguer avec quelques figures de la scène française et internationale, de Christian Boltanski (mort en 2021, à qui elle rend hommage) à Ange Leccia, Oliver Beer ou Lina Lapelyte, Lion d'or de la Biennale de Venise en 2019. Hormis Les Grandes Locos, la Biennale s'installe de façon plus intimiste dans un autre nouveau lieu, la Cité internationale de la gastronomie, au bord du Rhône, mais aussi la Fondation Bullukian et l'Institut d'art contemporain de Villeurbanne. Un rendez-vous idéal pour se mettre au diapason de la jeune création. ■
Du 21 septembre au 5 janvier 2025.

ROXANA AZIMI, HARRY BELLET, PHILIPPE DAGEN, EMMANUELLE JARDONNET, SYLVIE KERVIEL ET EMMANUELLE LEQUEUX

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

La triste fin de Marguerite Duras et de Yann Andréa

Marguerite Duras, l'éternelle mythologie – 6/6 –
De trente-huit ans son cadet, le jeune homosexuel a été l'ultime amour de l'écrivaine jusqu'à la mort de cette dernière, en 1996. Une passion dévorante et impossible

« J'ai commencé à écrire *L'Amant* parce que Yann est revenu aux hommes. » Elles sont à peine assises, dans la chambre-bureau de l'écrivaine, que Marguerite Duras lance cet aveu à une journaliste qu'elle voit pour la première fois. Marianne Alphant, de *Libération,* venue l'interroger sur ce roman qui vient de paraître, en 1984, reste sans voix. A ce moment précis, Yann Andréa entre dans la pièce, s'asperge d'un parfum de Marguerite posé sur la cheminée, puis énonce sans un bonjour ni un regard : *« Bon, je sors. »*

Voilà plus de quatre ans que dure cette relation, à la fois intime et théâtrale, entre Yann Lemée, ex-étudiant en philosophie, homosexuel, et la star de l'avant-garde littéraire française. Il a 32 ans, Duras, 70. L'écrivaine, qui a souvent professé *« vivre le réel comme un mythe »,* transmue ce dernier amour en roman. Il est en pleine jeunesse, elle va vers le déclin, mais cette rencontre inverse, pour un moment, le cours du temps.

Ils se voient pour la première fois, à Caen, en 1975, où la romancière et cinéaste est venue présenter son film *India Song.* Il a 22 ans et demande à Marguerite Duras s'il peut lui écrire. L'ancien khâgneux a été ébloui par *Les Petits Chevaux de Tarquinia* (Gallimard, 1953), ce livre dans lequel une bande d'amis passe des vacances en Italie sous un soleil écrasant, tourmentés de sentiments secrets et flottants. Les Bitter Campari qu'ils ingurgitent à toute heure les aident à supporter leur existence pleine d'ennui. *« Il n'y a rien,* assure l'un des personnages, *qui enferme plus que l'amour. Et d'être enfermé, à la longue, ça rend méchant, même les meilleurs. »* Le jeune Yann Lemée, en plein ravissement durassien, se met à boire des Bitter Campari, à Caen, oubliant cet aphorisme prémonitoire.

« J'ai abandonné tous les autres livres pour ne lire que les livres d'elle (...). J'aime tous ses mots, intégralement, sans aucune retenue », écrit-il dans *Cet amour-là* (Pauvert, 1999). Il envoie, pendant cinq ans, des lettres à Duras qui ne répond jamais. Un jour, l'écrivaine lui adresse *L'Homme assis dans le couloir* (Editions de Minuit, 1980), un texte court, violent, presque sans histoire : celle d'une femme qui veut être aimée, brutalisée et tuée par un homme et d'une narratrice qui observe, dédoublée, dans une « triangulation » chère à l'écrivaine. L'étudiant de Caen n'aime pas du tout ce livre mais n'ose le lui écrire. Puis elle lui fait parvenir ses récits suivants, *Le Navire Night*, les trois parties d'*Aurelia Steiner* et *Les Mains négatives* (Gallimard, 1979). *« Je suis fou. J'aime à la folie. »* Il boit.

L'éléphant dans la pièce

C'est à la sortie d'un séjour éprouvant à l'hôpital, en 1980, en raison d'un mélange d'alcool et d'antidépresseurs, que Marguerite Duras se décide à lui répondre. *« Je n'avais qu'un désir, c'était d'écrire à ce jeune étudiant de Caen pour lui dire combien c'était difficile pour moi de vivre encore,* confie l'écrivaine à Jérôme Beaujour dans *La Vie matérielle* (P.O.L, 1987). *Je lui ai dit que je buvais beaucoup, que j'étais rentrée à l'hôpital à cause de ça, que je ne savais pas pourquoi je buvais à ce point. »* Sept mois passent. Marguerite Duras s'est réfugiée dans son appartement des Roches noires, à Trouville (Calvados), quand il lui téléphone. Le car de 10 h 30 le dépose le lendemain. C'est la fin de l'été, le 30 août 1980.

« Il arrive par la cour, dégingandé, maigre. Il marche vite, il est dans une période dépressive. Il est pâle, observe l'écrivaine. *Il a peur d'abord. Puis la peur passe. Je lui montre la mer. »* Elle a conscience de la folie de cette visite, c'est pour cela qu'elle l'a permise. Tourner des films lui a permis de combler sa solitude des années 1970. La décennie suivante s'annonce sous le signe d'un regain inespéré, traversé d'orages, entre ce jeune homme et cette femme célèbre qui ont trente-huit ans d'écart. Ni l'un ni l'autre ne peut imaginer qu'ils vont rester seize ans ensemble, jusqu'à la mort de l'écrivaine, en 1996. La troisième nuit, il la rejoint dans son lit. Il lui dit qu'elle a un corps *« incroyablement jeune ».*

Ce sujet de l'amour physique agace Jean Mascolo, le fils de Marguerite. *« Yann a couché en tout et pour tout deux fois dans sa vie avec ma mère,* tranche-t-il. *Ce n'était pas vraiment son amant. »* La question revêt une importance essentielle pour l'écrivaine. Elle ne peut concevoir de ne pas séduire, de ne pas être préférée à toutes et tous, y compris sur le plan sexuel. Si sûre de l'attrait qu'elle exerce sur les hommes, Duras balaye tout obstacle, même l'éléphant dans la pièce : l'homosexualité de Yann. *« J'aimais l'amour et j'aimais aimer. A un point... »,* confie-t-elle à Luce Perrot, sur TF1, en 1988. L'écriture et l'amour, piliers de son existence, se conjuguent à merveille en cet été finissant.

De la mi-juillet à la mi-septembre 1980, Duras écrit des chroniques hebdomadaires pour *Libération,* depuis Trouville. Yann Lemée ne reste que quelques jours, puis revient et s'installe, le 12 septembre. Il commence à taper à la machine, pour elle, avec trois doigts. Elle rit. Duras lui donne une nouvelle identité, le phagocyte, le vampirise. Il devient Yann Andréa. Andréa est le prénom de sa mère, qui fait désormais de lui un être androgyne. Mi-homme, mi-femme. *« Le procédé de "ravissement" d'un être par un autre, déjà exploré dans son roman* Moderato Cantabile, *est une constante de l'érotique et de la poétique de Marguerite Duras »,* analyse l'universitaire Joëlle Pagès-Pindon.

L'enfant aux yeux gris observé sur la plage avec sa monitrice, personnages de ses chroniques pour *Libération,* devient à ses yeux Yann Andréa lui-même. Elle l'inscrit ainsi dans la durée et le baptise « l'homme atlantique ». Les textes sont publiés aux Editions de Minuit sous le titre *L'Eté 80* et le livre dédié à Yann Andréa. Il entre par la grande porte dans la légende durassienne.

Dans *Marguerite Duras, l'écriture illimitée* (Ellipses, 2012), Joëlle Pagès-Pindon note qu'Andréa, dont la voyelle finale rappelle nombre de personnages durassiens, Aurelia, Agatha, Lol(a), Alissa, Vera, Maria, Sara, Diana, etc., fait référence à *L'Homme sans qualités,* de Robert Musil, *« lecture brûlante »* et récente de Duras. Le philosophe Maurice Blanchot voyait dans ce roman foisonnant et inachevé *« la plus belle passion incestueuse de la littérature moderne ».* Ulrich, l'homme sans qualités, qui devait s'appeler Anders (« autre » en allemand), s'unit à sa sœur Agathe dans une communion parfaite, une reconstitution quasi mystique de l'androgyne primitif.

« J'AI ABANDONNÉ TOUS LES AUTRES LIVRES POUR NE LIRE QUE LES LIVRES D'ELLE »
YANN ANDRÉA
compagnon de Marguerite Duras

La reconstruction, la littérature, le mythe, c'est bien beau. Mais la vie quotidienne avec cet homme si jeune, perdu, sans un sou, qui ne sait rien de sa vie et aime surtout les hommes, ne va pas de soi. Ils restent à Trouville jusqu'en novembre 1980, rentrent à Paris, dans l'appartement de la rue Saint-Benoît, vont à Neauphle-le-Château (Yvelines). Ils boivent, beaucoup. Du vin rouge. Du whisky, dès le matin. Au bout d'un an, en août 1981, Marguerite Duras écrit à son amie Michelle Porte, réalisatrice notamment de films sur Duras et compagne de la sculptrice Marie-Pierre Thiébaut dans le Midi, qu'elle veut récupérer le studio qu'elle leur loue à Paris, pour Yann. *« Si je ne me sépare pas de Yann, je vais mourir très vite, plus vite que je ne devrais et c'est inutile. »*

Couple coqueluche des médias

Duras part pour New York et demande au couple que l'affaire soit réglée avant son retour. *« Je vous supplie toutes les deux de me comprendre : c'est impossible de vivre avec un pédéraste, c'est atroce – et il est charmant – parce que la pédérastie s'ignore, l'altérité elle ne sait pas le sens du mot, et la souffrance non plus. »* Elle écrit cette lettre à une amie avec laquelle elle travaille en confiance, sans penser un instant à l'homosexualité féminine – cela n'a rien à voir dans son esprit avec celle des hommes. Post-scriptum : *« Yann est rue Saint-Benoît, vous pouvez l'y joindre après son réveil, c'est-à-dire après une heure de l'après-midi. »* Ces *Lettres retrouvées, 1969-1989,* entre Marguerite Duras et Michelle Porte, sont restées inédites jusqu'à leur publication par Gallimard en 2022, grâce à Joëlle Pagès-Pindon.

Au fond, il y a envers Yann Andréa un peu d'ingratitude, car il est devenu un moteur de l'écriture et du cinéma de Duras, autour du mythe de la passion tragique, scandaleuse, ou impossible. La pièce *Agatha* (Editions de Minuit, 1981) devient la même année le film *Agatha et les lectures illimitées,* tourné dans le hall des Roches noires, sur le thème de l'inceste frère-sœur, avec Bulle Ogier et Yann Andréa. Puis trois livres abordent directement la passion invivable entre une femme et un homosexuel : *La Maladie de la mort* (Editions de Minuit, 1982), *Les Yeux bleus cheveux noirs* (Editions de Minuit, 1986), *Yann Andréa Steiner* (P.O.L, 1992).

La Maladie de la mort n'est pas le sida qui provoque déjà de nombreux décès, mais l'homosexualité masculine en soi : une femme, payée par un homme pour qu'il essaie de l'aimer, reste chez lui trois nuits. Le mot d'« homosexualité » n'est jamais écrit. *« Ce n'est pas à moi de l'expliquer, si ce n'est pas compris »,* estime Duras.

L'écrivaine a dit tout et n'importe quoi, y compris les mots les plus argotiques, sur l'homosexualité masculine, qu'elle assure bien connaître. *« L'homosexualité est, comme la mort, l'unique domaine exclusif de Dieu, celui sur lequel ni l'homme, ni la psychanalyse, ni la raison ne peuvent intervenir,* déclare-t-elle à Leopoldina Pallotta della Torre, dans le livre d'entretiens *La Passion suspendue* (Seuil, 2013). *L'impossibilité de la procréation même, du reste, rapproche beaucoup l'homosexualité de la mort. »*

Entre Yann Andréa et elle, l'amour surgit d'une *« radicale et physiologique impossibilité »,* assure l'écrivaine, pétrie de paradoxes. Après une période de sidération, mutuelle et émerveillée, arrive très vite l'emprise totale, où le jeune homme accepte tout ce qui lui est dicté, non seulement son identité, mais la nourriture, les vêtements, la coupe de cheveux, l'emploi du temps, les loisirs – *« ce n'était pas la peine d'aller au cinéma puisque* India Song *existait »,* dit-il dans *Je voudrais parler de Duras* (Fayard-Pauvert, 2016). Leurs disputes deviennent violentes. Des coups partent. De plus en plus souvent, il s'absente et elle le cherche. Ou bien elle le met dehors mais devient folle d'inquiétude s'il ne réapparaît pas. *« Il fallait qu'il soit totalement à elle »,* note Jeanne Mascolo, la nièce de Duras.

L'ami Jérôme Beaujour part, à chaque appel paniqué de l'écrivaine, à la recherche du jeune homme. *« On rôde avec Marguerite dans une gare. "Tu l'as vu, là c'est lui !" Ce n'est pas du tout lui, bien sûr. On peut en rire, on peut en pleurer, aussi »,* dit-il au *Monde.*

Le plus souvent, Yann Andréa se met en quête d'un partenaire, dans les bars des grands hôtels, dans des parkings, ou des endroits connus des gays. *« Une fois, vers Austerlitz, Marguerite est revenue à deux heures du matin, alors que je l'attendais en dormant dans la voiture,* se rappelle la journaliste Luce Perrot. *Elle restait des heures avec des homos pour mieux comprendre Yann. »* Dans les périodes de crise, raconte Duras à Leopoldina Pallotta della Torre, *« il draguait en voiture, jusqu'à dix heures par jour. Quand il arrêtait, il pleurait et il s'en prenait à moi. Il semblait vouloir me hurler quelque chose qu'il n'arrivait pas à expliquer, même à lui ».*

Yann Andréa va mal avant même de rencontrer Duras. Sa sœur, Pascale Lemée, explique à Michelle Porte, qu'enfant, il était déjà bipolaire. Jérôme Beaujour qui a pour lui de l'affection, l'a compris : *« C'était un vrai maniacodépressif. Avec des phases euphoriques. »* A plusieurs reprises, il exerce un chantage au suicide sur l'écrivaine. Deux ans après leur rencontre, il a besoin de raconter cette passion dévorante – ce que Duras accepte. Il la confie à la journaliste et autrice Michèle Manceaux. Leurs entretiens ne seront divulgués qu'après la mort de tous les protagonistes dans le livre *Je voudrais parler de Duras*. Claire Simon en a fait un film bouleversant avec Swann Arlaud et Emmanuelle Devos, *Vous ne désirez que moi*, sorti en 2022.

Peu de temps après cette confession, Marguerite Duras déclenche une nouvelle cirrhose qui la tuera si elle n'accepte pas une cure de désintoxication. C'est une épreuve atroce et elle le sait. L'écrivaine de 68 ans entre à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) le 21 octobre 1982. Elle en sort le 10 novembre *« après trois semaines d'hallucinations, de délires, de hurlements ».* Yann Andréa veille sur elle, chaque jour, lui lave les cheveux, lui achète du jambon de Parme, rue de Buci, son régal. Dans *M. D.* (Edi-



Yann Andréa et Marguerite Duras, à La Poterie-Cap-d'Antifer (Seine-Maritime), en 1980. HÉLÈNE BAMBERGER/OPALE.PHOTO

tions de Minuit, 1983), récit de la cure, il écrit : *« Vous êtes ma préférence absolue, désormais inévitable. »* La rescapée l'a relu, réécrit. Elle dit que c'est bien elle.

Yann et Marguerite deviennent la coqueluche des médias. Un couple mondain à la dégaine étudiée, mitraillé par la presse people et par les plus grands photographes. Il porte des vestes Saint Laurent, que Duras demande pour lui à Pierre Bergé. Il aime le luxe, les belles sapes, le lin, la soie. Elle s'attife de vêtements que les actrices Jeanne Moreau ou Dominique Sanda lui ont donnés, adopte un « look », jupe droite, bottines, chaussettes à mi-mollet, qui sera imité. *« On était en eaux troubles. Marguerite souriait devant les caméras et les photographes, mais elle était trop intelligente pour être dupe de cela »*, nuance l'écrivain Jean Marc Turine, ami proche de l'écrivaine et ennemi juré de Yann Andréa. Quand il pousse Duras à se faire opérer de la cataracte, l'amant l'insulte. *« J'ai dû beaucoup batailler, mais sa joie était immense de bien voir à nouveau. »*

Elle tient à ses « bagouses »

La photographe Dominique Issermann, qui connaît alors Duras depuis de longues années, réalise un reportage pour *Vogue*, sur le couple, en septembre 1993 et raconte le « making of » dans *Paris-Match*. *« Elle donne ce moment de sa vie. C'est inné, elle rayonne, elle est drôle.* (…) *Elle invente sans cesse, tout, l'écriture et le quotidien. »* L'icône de la littérature légende elle-même les photos : *« J'ai été sept ans au PC et pourtant j'aime les diams »* – sa main porte une bague à chaque doigt. Elle tient beaucoup à ses *« bagouses »*, comme elle dit.

L'invention permanente de la vie s'applique à l'homme qui lui tient lieu de compagnon, assistant, chauffeur, secrétaire, relecteur, infirmier, garçon de courses. Elle lui reproche un jour d'avoir acheté *« des steaks verts »*. Il les jette. Elle les sort de la poubelle et les met dans son assiette à lui. Après la mort de Duras, il dira à la télévision : *« J'étais son boy, comme aux colonies. »* Dans *Cet amour-là* (Pauvert, 1999), principal livre qu'il lui consacre, il reconstitue leurs dialogues. Duras : *« C'est moi qui vous invente, vous n'êtes rien sans moi, vous êtes l'enfant aux yeux gris, vous êtes le frère d'Agatha, vous êtes l'homme atlantique, vous êtes Yann Andréa Steiner* (…), *c'est moi qui fais et vous êtes personne. »* Josée Dayan tire un film de ce livre en 2002, où Jeanne Moreau incarne son amie Marguerite Duras.

En 1988, peu après avoir écrit le scénario de *L'Amant* pour le cinéma, l'écrivaine est hospitalisée en raison d'une grave crise d'emphysème. A 74 ans, elle tombe dans le coma et reste neuf mois à l'hôpital. Les médecins pensent qu'il n'y a plus d'espoir. Faut-il débrancher la grande écrivaine ? Jean Mascolo, son fils, dit « Outa », marche comme un fou dans Paris. Il n'en est pas question. Il lui fait écouter de la musique, lui parle, qu'importe si elle n'entend rien. *« Je disais, tant qu'elle est là, elle est là. »* Un jour, petite chose fripée et maigre, elle se réveille. Sa trachéotomie et le port définitif d'une canule lui donnent *« une voix de grenouille »*, dira son ami Gérard Depardieu.

Son éditeur des dernières années, Paul Otchakovsky-Laurens, vient la chercher à l'hôpital, avec Yann Andréa. Il raconte à une amie : *« Elle le regardait et elle disait "Mon amour, mon amour". »* Les pro-Yann remarquent le soin qu'il prend d'elle, toujours prêt pour ces virées en voiture qu'elle adore. Et puis il y a ceux qui regardent le couple d'un peu plus loin. *« A un moment, les choses s'inversent. Il la vole. Entre elle, son fils Outa et Yann, elle recompose une fratrie démente et maudite »*, pense Caroline Champetier, cheffe opératrice de plusieurs films avec Marguerite Duras. Comme Pierre Donnadieu, le frère aîné de l'écrivaine qui volait leur mère. La réalisatrice ajoute : *« Au lieu d'être en harmonie avec son fils, elle refabrique un enfer émotionnel, qui fait souffrir à la fois Outa et Yann. »*

Petit à petit, Marguerite disparaît. Un jour, dans un dîner à Trouville, elle dit : *« Je ne suis plus dans la conversation. »* Puis Yann Andréa la coupe du monde extérieur. Aucun de ses amis ne peut la joindre. Il fait des chèques à son insu, falsifie des documents notariaux en sa faveur. Il la laisse seule avec les infirmières qui ont pour consigne d'écarter toute visite. Quelques jours avant de mourir, isolée, elle a dit : *« Duras, c'est fini. Je n'écris plus. »*

Dans son placard, se trouve un manteau confectionné dans l'un des trois beaux coupons de tissu achetés chez Charvet pour la fête de *L'Amant*. L'un était de couleur de fraise écrasée, l'autre poil de chameau et le dernier vert et noir, un beau vert wagon. C'est ce manteau vert que son dernier compagnon donne aux pompes funèbres, pour qu'elle en soit revêtue. Yann Andréa n'a pas prévenu Outa, le fils, que sa mère allait mourir. Il ne l'a pas appelé non plus, pour lui annoncer son décès. Il a téléphoné à Dionys Mascolo, l'ancien mari et père d'Outa, pour dire qu'elle était partie, ce dimanche 3 mars 1996, au 5, rue Saint-Benoît, vers 8 heures. C'est ce père si peu aimé de son fils qui lui apprend la mort de Marguerite Duras, sa mère. Dix-sept mois plus tard, le 20 août 1997, Dionys Mascolo disparaît à son tour.

COMBIEN DE FOIS L'ÉCRIVAINE A-T-ELLE LANCÉ À SON COMPAGNON « VOUS N'AUREZ RIEN ! RIEN ! », SOUPÇONNANT QU'IL RESTE POUR L'ARGENT ?

« Cette femme, c'était l'amour »

Combien de fois Marguerite a-t-elle lancé à son compagnon *« Vous n'aurez rien ! Rien ! »*, le soupçonnant de rester pour l'argent, tout en étant devenue dépendante de lui, apeurée à l'idée qu'il puisse partir ? Tout son patrimoine immobilier, plusieurs appartements dans Paris, à Trouville, la maison de Neauphle-le-Château, sont allés à son fils unique. Yann Andréa, désigné « exécuteur littéraire », notion floue, reçoit jusqu'à sa mort 10 % des droits d'auteur de l'écrivaine et l'usage d'un studio au 28, rue Saint-Benoît.

Lorsque Jean Mascolo a voulu publier *La Cuisine de Marguerite Duras*, ce livre de drôles de recettes infaisables, truffé d'entretiens de l'écrivaine, Yann Andréa s'est opposé à sa parution, mais il a perdu son procès. Sur la couverture, la liste des 25 denrées indispensables dans une maison, des boîtes d'allumettes au nuoc-mâm, en passant par les bouteilles d'huile qui vont toujours par deux – *« sinon on n'a pas d'huile »*. Cette liste est toujours placardée au mur de la cuisine de Neauphle-le-Château. C'est une copie, l'original a été volé, nous dit Jean Mascolo.

Le fils intente à son tour un procès à l'ancien compagnon de Marguerite Duras, en 2005. Malgré un réquisitoire très sévère contre lui, pour abus de faiblesse, détournement de fonds, faux en écriture, Yann Andréa est relaxé.

Jamais il n'a réussi à surmonter la mort de l'écrivaine. Il a tenté le monastère, pour une retraite. L'écrivain Olivier Steiner (nom de plume en hommage à Duras), grand ami d'Isabelle Adjani, lui a rendu visite. *« Cette femme, c'était l'amour »*, lui a-t-il dit. Yann Andréa s'est aussi réfugié auprès de femmes plus, voire beaucoup plus, âgées que lui. L'écrivaine Madeleine Chapsal, puis la romancière et traductrice Diane de Margerie, à qui il a offert des sandales ornées de marguerites en plastique, pour aller au jardin. Enfin, en écrivant *Cet amour-là*, aidé de Maren Sell, une éditrice franco-allemande qui a fait découvrir Duras en Allemagne, il a eu une relation, un peu chaotique, devenue un livre, *L'Histoire* (Pauvert, 2016), la leur.

En juillet 2014, le corps de Yann Andréa, 63 ans, a été découvert au 28, rue Saint-Benoît. C'est un voisin, alerté par l'odeur, qui a prévenu la police. Un capharnaüm indescriptible règne dans la pièce, bouteilles, cartons de nourriture, livres épars. Tous les documents sont contaminés. Les mouches ont envahi l'espace. L'homme atlantique est mort dans une immense solitude, nul ne sait à quelle date, mais bien avant ce mois de juillet. Il est enterré avec Marguerite Duras au cimetière du Montparnasse, non loin de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Il y en a du monde, dans ce caveau. Toute une famille de pierre, prête à s'animer. ■

BÉATRICE GURREY

FIN

Le Monde
DIMANCHE 1ER - LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024

« Sound of Freedom », tous complices

Trump Fictions – 6/6 – En 2023, l'ancien président conseille à ses partisans un film qu'il présente comme un « documentaire ». C'est en fait une fiction à la gloire de Tim Ballard, le patron désavoué d'une officine censée lutter contre les réseaux pédophiles

Il s'agit d'un film très important et d'un documentaire très important, le tout réuni en un seul film qui traite d'un sujet qui doit être débattu. » D'ordinaire, dans les longs courriels au style inimitable qu'il adresse à ses partisans, Donald Trump parle surtout de lui, de sa candidature, ou encore de lui candidat. Mais en ce jour de l'été 2023, l'ancien président veut recommander de toute urgence à ses fans un film. Et pas n'importe lequel : *Sound of Freedom* (*SoF*), d'Alejandro Monteverde.

Ce choix est tout sauf innocent. Tourné en 2018, pour un budget de 15 millions de dollars (13,5 millions d'euros), ce thriller de série B avait été mis au rancart par son producteur, la Fox, à la suite de son rachat par Disney : les dirigeants n'étaient manifestement pas convaincus par la qualité artistique de la production. Mais, cinq ans plus tard, *SoF* est racheté par Angel Studios, un spécialiste des films chrétiens basé dans l'Utah, un Etat peuplé à 65 % de mormons, qui fait le pari de le distribuer sur les écrans.

Le film, présenté comme une production indépendante ayant dû batailler contre Hollywood pour sortir en salle, trouve vite son public, et son succès va même au-delà de toutes les espérances. A sa sortie, le 4 juillet 2023, jour de fête nationale, *SoF* fait mieux que le cinquième volet d'*Indiana Jones* et talonne le dernier *Mission : Impossible*. A ce jour, le site IMDB estime son box-office mondial à 250 millions de dollars.



Jim Caviezel et Javier Godino, dans « Sound of Freedom » (2023). COLL. PROD DB © SANTA FE FILMS



Tim Ballard, reçu par Donald Trump à la Maison Blanche, le 1er février 2019. SARAH SILBIGER/« NYT »-REDUX-RÉA

Relents du « Pizzagate »

Le succès de *SoF* tient à un brouillage savamment entretenu entre réalité et fiction. Dans son message, Donald Trump le qualifie de « documentaire ». Le film prétend en effet transposer à l'écran les exploits d'un homme bien réel, nommé Tim Ballard. Mormon, ancien agent fédéral, il a fondé et dirigé jusqu'en 2023 Operation Underground Railroad (OUR), une organisation paramilitaire censée lutter contre le trafic d'enfants et les réseaux pédophiles.

Le nom d'OUR renvoie à l'histoire de la lutte contre l'esclavage, et au maillage clandestin mis sur pied par les abolitionnistes pour aider les esclaves en fuite à gagner leur liberté. Ces réseaux ont connu leur apogée dans les années précédant la guerre de Sécession (1861-1865) et auraient permis d'exfiltrer 30 000 à 100 000 fugitifs, selon les estimations des historiens. Or, pour les militants chrétiens de toutes obédiences mobilisés derrière Trump, le phénomène de la pédophilie est l'équivalent moderne de l'esclavage au XIXe siècle. C'est leur deuxième cause sacrée, après la lutte contre l'avortement.

Dans *SoF*, le héros est en butte à des réseaux sévissant aux Etats-Unis et en Amérique du Sud. Bouleversé par le rapt d'une fillette, il part à sa recherche, au péril de sa vie comme de sa carrière, mais avec le plein soutien de son épouse restée au foyer pour élever seule leurs nombreux enfants. Il le fait au mépris de la légalité et de la souveraineté des autres Etats. Mais pourquoi tergiverser face aux pédophiles ?

En pleine montée du nazisme, le chef-d'œuvre allemand de Fritz Lang *M le maudit* (1931) établissait un lien clair entre fascisme et remise en cause de l'Etat de droit au nom des victimes, en racontant précisément la traque d'un tueur d'enfants et son procès improvisé par des malfrats, en dehors de tout tribunal. In extremis exfiltré par la police, le maniaque sera finalement jugé dans les règles, sans qu'on connaisse le verdict. « *Jamais nous ne reverrons nos enfants* », souffle une mère éplorée dans le sibyllin dernier plan. Le héros sans états d'âme de *SoF* rend, lui, les enfants à leurs parents.

Pour Ballard comme pour Trump, la cause des victimes justifie tout, y compris un rapport à la vérité très distant. Nombre de critiques, en effet, se sont émus des grandes libertés prises par le film, qui se présente comme « *based on a true story* ». Ainsi que le racontent dès 2020 les enquêtes des journalistes de *Vice* Anna Merlan et Tim Marchman, le bien-fondé et les méthodes d'OUR sont éreintés par les agences fédérales et nombre d'associations homologuées, qui accusent Ballard de travestir tant la réalité de ses actions que leur portée. Des anciens de l'association y décrivent des raids de pieds nickelés, ayant mis en danger leurs protagonistes et les victimes censées être sauvées.

Ballard, reçu comme un héros à la Maison Blanche en 2019, a été exclu d'OUR en 2023 après des accusations de harcèlement sexuel. Il n'en reste pas moins une icône aux yeux de la base trumpiste. D'autant plus qu'il soutient un projet-clé de l'ancien président : le mur à la frontière mexicaine. Toujours au nom de la lutte contre les trafics d'êtres humains.

Quel rapport entre l'immigration mexicaine et d'éventuels trafics d'enfants ? Pour nombre de défenseurs du mur, c'est limpide : le grand projet de Donald Trump, en verrouillant la frontière, empêcherait les trafiquants de se fondre parmi les migrants, et sauverait ainsi des enfants. Et si les démocrates s'y opposent, ce ne serait pas par charité, mais pour perpétuer les abus.

Ici transparaît un lien entre Ballard et les théories délirantes d'Alex Jones, autre ardent soutien et inspirateur du trumpisme. C'est lui qui a popularisé le « Pizzagate », prétendant que les Clinton sont à la tête d'un réseau pédophile international, dont les messes noires se déroulent au sous-sol d'une pizzeria de Washington. Son site *Infowars* a beaucoup nourri la campagne de Donald Trump en 2016.

LA TÊTE D'AFFICHE JIM CAVIEZEL RACONTE QUE DIEU LUI-MÊME LUI A INTIMÉ SA VOCATION, À 14 ANS, POUR « SAUVER DES ÂMES »

De l'affaire Bolkovac à l'affaire Epstein, les faits divers bien réels ne manquent pas pour échauffer les esprits déboussolés. Au cœur des théories conspirationnistes se trouve toujours la défense des enfants : « *C'est leur noyau dur* », rappelle le journaliste et enseignant Tristan Mendès France. Là où les féministes pointent le patriarcat comme source première des maltraitances, les complotistes, eux, sanctifient le foyer et les « preux chevaliers », désignant à la vindicte des prédateurs lointains, étrangers, transgenres ou haut placés.

Certes, *SoF* ne reprend pas ouvertement les hypothèses extravagantes relayées depuis 2017 par la mouvance conspirationniste QAnon, accusant des communautés malfaisantes d'être responsables des abus d'enfants. Mais la promotion du film, quoique son réalisateur s'en défende, s'en est chargée en instrumentalisant la mise au rancart de *SoF* par la Fox pour nourrir la légende du film qu'Hollywood ne voulait pas « *vous laisser voir* ».

La communication s'est aussi appuyée sur le casting, en particulier l'acteur principal, Jim Caviezel, un chrétien militant, très apprécié des milieux QAnon. Caviezel a interprété Jésus dans *La Passion du Christ*, de Mel Gibson, qui avait rencontré en 2004 un succès inattendu auprès des publics évangéliques en dépit de vives critiques concernant sa violence et son antisémitisme sous-jacent. Gibson est le producteur exécutif de *SoF* et selon son réalisateur, Alejandro Monteverde, il a supervisé le « final cut » du film, une onction suprême aux yeux du public fondamentaliste chrétien.

Comme lui, Caviezel est passé maître dans l'art du storytelling. Révélé par Terrence Malick dans *La Ligne rouge*, en 1998, l'acteur se présente comme un chrétien stigmatisé par Hollywood « *la wokiste* », et raconte que Dieu lui-même lui a intimé sa vocation, à 14 ans, pour « *sauver des âmes* ». Il prétend aussi que deux meurtriers, touchés par la grâce, se seraient rendus après avoir vu *La Passion du Christ*.

Affirmant avoir été victime d'abus durant l'adolescence, Caviezel soutient que si la traite d'enfants persiste, c'est en raison d'un groupe de puissants – tous d'odieux libéraux –, qui, d'Harvey Weinstein à Jeffrey Epstein en passant par Hillary Clinton, refusent de contrôler l'immigration et de lutter contre les réseaux pédophiles dont ils sont complices. Il s'agirait non seulement d'abuser d'eux, mais également de les sacrifier dans des « fermes secrètes » afin de recueillir dans leur corps l'adrénochrome, une substance issue de l'oxydation de l'adrénaline, qui aurait des effets psychotropes et serait l'indispensable ingrédient d'un élixir de jeunesse.

« *Cette théorie délirante a été inspirée par le film* Las Vegas Parano, *de Terry Gilliam, en 1998* », explique le spécialiste des religions Joseph Laycock, coauteur de *The Exorcist Effect*, Oxford University Press, 2023, non traduit). Johnny Depp y incarne Hunter S. Thompson (1937-2005), pape du journalisme gonzo en plein trip d'adrénochrome. Un produit qui, après quelques itérations de QAnon, est devenu le surbotox d'Hillary Clinton.

« *De* X-Files *à* Matrix, *cela fait des décennies que le cinéma martèle que la vérité est ailleurs, cachée, au point que certains y voient, à tort, une validation de leur complotisme* », résume le documentariste Régis Brochier. Depuis les pseudo-images de la créature de Roswell ou l'assassinat de John F. Kennedy, filmé en super-8 par l'anonyme Abraham Zapruder, les Etats-Unis sont entrés dans l'ère du soupçon, ainsi que l'analyse le critique Jean-Baptiste Thoret dans *26 secondes. L'Amérique éclaboussée* (Rouge profond, 2003). L'image révèle, mais l'image laisse aussi la place à toutes les manipulations.

Les auteurs d'*Une histoire mondiale des cinémas de propagande* (dir. Jean-Pierre Bertin-Maghit, Nouveau Monde, 2015) rappellent que, dès ses origines, le cinéma fut un redoutable faux ami de la vérité. Censé représenter une bataille navale de la guerre hispano-américaine de 1898, l'un des tout premiers films dits « d'actualité » était un faux grossier, réalisé à l'aide d'une vulgaire bassine d'eau et de maquettes. Les spectateurs n'y avaient vu que du feu. Ou plutôt, ils avaient vu ce qu'ils voulaient y voir.

Depuis Oliver Stone et Michael Moore, les films se jouant de la confusion entre documentaire et fiction sont devenus légion, au risque de parfois devenir les chevaux de Troie des discours les plus paranoïaques. Sous couvert d'interroger la post-vérité, les complotistes la font plutôt fructifier, du pionnier *Loose Change* (2005), sur les supposées zones d'ombre du 11-Septembre, au récent *2000 Mules* (2022), sur le prétendu trucage des élections de 2020.

« Nouveau Moïse »

Dans ce « documentaire », le vibrionnant Dinesh D'Souza affirme démontrer le bourrage des urnes dans plusieurs Etats-clés où les démocrates auraient piraté le vote par correspondance. Ironie de l'histoire, il singe pour ce faire le style de Michael Moore qui, dans *Fahrenheit 9/11*, entendait dénoncer le vol de l'élection de 2000 par le clan Bush.

Détournant des images de vidéosurveillance et convoquant de pseudo-experts autoproclamés en cartes électorales et « *big data* » (ça fait chic), le film n'est qu'une grossière propagande démentie par *The New York Times*, mais encensée par Donald Trump. En mai 2022, une projection a été organisée en grande pompe dans sa propriété de Palm Beach, Mar-a-Lago, avec petits fours et robes longues.

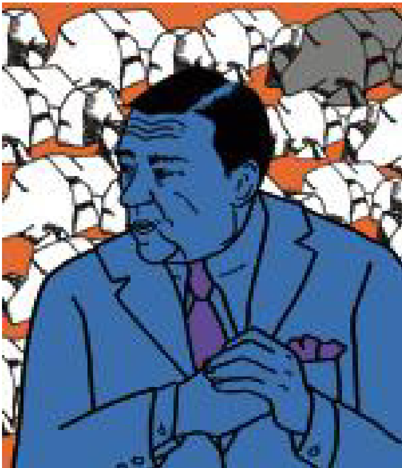
Jim Caviezel, lui, a revu *SoF* lors d'une projection organisée par le même Donald Trump, mais dans le New Jersey cette fois, quelques jours après sa sortie tonitruante sur les écrans. L'acteur a payé en retour le 45e président des Etats-Unis en le qualifiant au micro de Fox News de « *nouveau Moïse* » voué à regagner la Maison Blanche.

Trump, le retour ? C'est le scénario, « *based on a true story* », dont rêve sa base électorale abreuvée de théories du complot. Un blockbuster qui peut une nouvelle fois s'imposer au monde entier en novembre. Comme l'a dit Barack Obama, le 20 août, dans son discours à la convention démocrate qui a investi comme candidate Kamala Harris : « *Nous avons déjà vu ce film et nous savons tous que la suite est généralement pire.* » ■

JULIEN LAROCHE-JOUBERT

FIN

ROGER CAILLOIS VU PAR MARA GOYET – 6/6


MAYEULE GUESPEREAU

Pétrifié, délivré

Roger Caillois, grâce à son indéfectible amie l'écrivaine, éditrice et mécène Victoria Ocampo, vécut durant de longues périodes en Amérique latine. Lui qui aimait le froid, l'aridité, la pierre, lui qui détestait la mer, la végétation luxuriante, la chaleur, préféra, on s'en doute, la Patagonie à l'Amazonie. Lors d'un séjour au Brésil, il eut néanmoins l'occasion de traverser la forêt amazonienne. Elle lui sembla terrifiante, spongieuse, vorace, très féminine, et lui inspira une répulsion vertigineuse.

Cette profusion végétale, cette vivacité sans limite, était à ses yeux une menace : *« Je me demande si, à ce degré, la chlorophylle n'offre pas, exclusive et surabondante, plus de périls que la pollution. L'hypothèse sacrilège marque à quel point je reste prévenu contre une fécondité aveugle, illimitée que rien n'arrête, même pas son propre excès »* (voilà une singulière opinion !).

Le monde minéral lui semblait tout le contraire. Caillois fut un collectionneur et un spécialiste des pierres. Bientôt, il ne cessera de les contempler, les étudier et les décrire (*Pierres*, *L'Ecriture des pierres*), de s'y absorber voire de s'y abîmer. *« Je me sens devenir un peu de la nature des pierres. »* Ces dernières apportent une forme de quiétude à l'homme inquiet, malmené par l'alcool et la maladie : *« Entre la fixité de la pierre et l'effervescence mentale, s'établit une sorte de courant où je trouve pour un moment, mémorable, il est vrai, sagesse et réconfort. »*

Pour surmonter les fêlures

S'absorber dans les pierres rejoint aussi un fantasme autodestructeur chez Caillois : celui de la disparition dans un tout, de la pétrification, de la fossilisation, de la fusion, de l'anéantissement de la subjectivité (il était fasciné par la *« psychasthénie »*, pour lui une dissolution du sujet dans le monde, de son assimilation à l'espace). Les pierres offrent en outre une possible cristallisation pour surmonter les fêlures, les incohérences de soi et du monde. Mieux, elles sont le monde, l'*« exemple d'un immuable inhumain »*, l'*« absence de péripétie »* comme *« rançon de la vie »*. Elles dépassent le temps humain, renvoient l'homme à son insignifiance, à sa dimension épisodique. Sans le nier ni l'exclure.

Ainsi les pierres sont-elles, pour lui, le chiffre d'un *« univers sans doute »*, *« immense et labyrinthique »*, au sein duquel *« les brumes, les nuées qui constamment s'y effilochent et s'y recomposent, dissimulent un plan quadrillé »*. Le monde n'est pas une *« sylve inextricable et confuse, mais une forêt de colonnes dont les alignements rythmés répercutent le même message : la prééminence, sous le vacarme général, d'une architecture dépouillée »*.

Solidité. Verticalité. Alignement et colonnes : les nuées effilochées de cette œuvre dissimulent une cohérence qui surprit son auteur même. Sachez-le, Caillois mène à tout, même à vous : si vous n'aimez pas la mer, si vous n'aimez pas la forêt, si vous n'aimez pas l'été, allez… lire Caillois. Si vous aimez les Jeux olympiques, les insectes et les monstres marins… allez le lire aussi. ■

MARA GOYET, ÉCRIVAINE

FIN

La jeunesse vaut bien une messe lente

Nouvelles spiritualités des jeunes – 6/6 – Liturgie lancée pour attirer les moins de 35 ans, la « Messe qui prend son temps » laisse plus de place à la méditation et aux interactions. A côté, d'autres offres mêlent le spirituel, le social et l'écologie


CHRISTELLE ENAULT

Une oreille peu habituée à la liturgie catholique ne percevra peut-être pas dès le départ la différence. Comme dans une messe classique, on y chante *Kyrie eleison* (« Seigneur, prends pitié », en grec ancien), on y fait des signes de croix, et lorsque le prêtre lance *« Le Seigneur soit avec vous »*, les fidèles répondent en chœur *« Et avec votre esprit »*. *« C'est bien une messe catholique, qui suit le missel romain* [trame liturgique validée par le Vatican]*»*, tient à préciser Benoît Thevenon, 33 ans, étudiant aux Facultés Loyola – l'institut d'études supérieures des jésuites, à Paris – et coordinateur général de la « Messe qui prend son temps » (abrégée en « MT »).

Il ne s'agit pas d'une messe tout à fait comme les autres. La « MT » a été conçue par la Compagnie de Jésus pour s'adresser à la jeunesse, alors que seuls 30 % des Français de moins de 25 ans se définissent comme « chrétiens » (Odoxa, 2022) – contre 50 % de la population générale –, et qu'à peine 7 % des catholiques de moins de 30 ans vont à la messe le dimanche (d'après une étude de 2018 codirigée par l'Institut catholique de Paris).

La grande innovation de la « MT », qui se tient tous les dimanches à 19 heures dans l'église Saint-Ignace (Paris 6e), est justement qu'elle « prend son temps ». Alors qu'une messe classique dure près d'une heure, celle-ci s'étale sur quatre-vingt-dix minutes. Au milieu de l'office, la liturgie s'arrête net, et fait place au silence. Un déroutant silence de vingt minutes, durant lequel les fidèles sont invités à méditer, seuls, les textes entendus. Une musique rappelle ensuite les fidèles à leur siège, et chacun est invité à échanger avec ses voisins, par groupes de trois ou quatre, sur ce qui l'a touché durant la cérémonie.

Une petite révolution : dans un monde catholique où la plupart des activités tournent autour du prêtre et où l'on s'interroge sur les dérives du « cléricalisme » (la concentration des pouvoirs entre les mains des clercs), ici, tous les fidèles sont appelés à s'investir, que ce soit pendant la messe ou en amont, du choix des musiques à la rédaction des prières. *« C'est une liturgie adaptée à certaines attentes de notre époque, avec une dimension individuelle – la prière personnelle – et une horizontalité assumées : tout le monde interagit et le clergé n'est pas seul à diriger »*, résume l'historien Charles Mercier, auteur de *L'Eglise, les jeunes et la mondialisation* (Bayard, 2020).

Depuis qu'il a pris le poste de coordinateur général il y a trois ans, Benoît Thevenon est à la fois le chef d'orchestre et le visage de la « MT ». Celui qui se destine à devenir prêtre à l'issue de son cursus en philosophie et en théologie tente de maintenir cet esprit de communauté. Tous les dimanches soir, il invite les fidèles à partager un pot, et une fois par mois, un dîner. Il propose aussi un « cadeau » aux nouveaux. *« Je leur distribue des Kinder à la sortie*, s'amuse-t-il. *Cela peut paraître idiot, mais je me dis qu'ils se sentent accueillis. »* Ce Lyonnais d'origine, issu d'une famille pratiquante mais *« où l'on ne parlait pas non plus de Jésus tout le temps »*, doit sa vocation à une *« expérience de la solitude »*.

« Toujours disponible »

Après différentes expériences marquantes avec la communauté catholique du Chemin neuf, l'idée de devenir prêtre commence à germer en lui. Il décide néanmoins de mener ses études d'architecte jusqu'au bout : *« Je voulais être certain que je ne me lançais pas dans une vie religieuse pour choisir une bande de potes. Je ne voulais pas non plus être celui qui est devenu curé car il ne savait pas quoi faire d'autre. »*

Benoît Thevenon rencontre les jésuites il y a huit ans, à la chapelle de La Sapienza, l'université de Rome où il finit ses études d'architecte. Il décide finalement d'intégrer l'ordre et d'en assumer les conséquences, dont le célibat. *« Cela m'a un peu refroidi, j'ai eu besoin d'un peu de temps pour cheminer avec cette idée. Mais j'ai pris conscience que, quoi qu'il advienne, nous sommes fondamentalement seuls sur terre. Célibataire ou non, on expérimente un manque, constitutif de notre être, que personne ne peut combler »*, raconte celui qui confie avoir eu *« deux femmes qui ont compté dans sa vie »*. Mais il assure que cette solitude ne lui pèse pas : *« C'est une manière différente de nouer des relations. Il y a un désir d'être toujours disponible, et la "MT" participe de ce désir. Je la conçois comme un espace de joie et de consolation. »*

« Grand amoureux » de l'Eglise, Benoît Thevenon dit *« ne pas être aveugle sur ses limites »*. Par exemple, *« il va falloir que l'Eglise fasse rapidement un pas de plus »* sur la place des femmes. Plusieurs fois dans l'année, il fait appel à une prédicatrice pour commenter les textes liturgiques et introduire la prière. En plus de la possibilité de se confesser auprès d'un prêtre, la « MT » propose des permanences d'écoute avec une religieuse. *« Pour certains ou certaines, il est plus simple de se confier à une femme qu'à un homme. Or, il y a peu de lieux où l'on peut rencontrer une femme qui "représente" l'institution sans prendre rendez-vous »*, note-t-il.

La « Messe qui prend son temps » souffle cette année ses 25 bougies. Née à Paris, inspirée des exercices spirituels d'Ignace de Loyola (1491-1556), fondateur des jésuites qui invitait à *« chercher et trouver Dieu en toutes choses »* et à adapter sa foi à son époque, elle se décline aujourd'hui à Toulouse, Lille ou Bordeaux, mais aussi au Royaume-Uni, en Italie, en Suisse et au Canada.

En chute libre après le Covid-19, les effectifs repartent (un peu) à la hausse depuis deux ans. A Paris, environ un millier de fidèles la fréquentent à l'année, soit cent à deux cents par dimanche en moyenne. *« La "MT" n'est peut-être pas l'initiative qui réunit le plus de monde, mais elle suscite des engagements forts et durables »*, souligne l'historien Charles Mercier. Les fidèles ont même un quartier général pour prolonger leurs échanges : la Maison Magis, créée il y a cinq ans par les jésuites et des jeunes de la « MT ». Ce « tiers-lieu » – comme le définissent les fondateurs –, situé non loin de Saint-Ignace, propose différentes activités : en plus de la préparation de la messe, on peut y suivre un accompagnement spirituel auprès des jésuites, animer des ateliers culturels, faire du bénévolat auprès des réfugiés accueillis par l'ONG Jesuit Refugee Service (JRS), intégrer des réseaux d'initiatives écologiques, accéder à un espace de « cowork », ou simplement boire un coup et déguster une bière locale au comptoir du bar tenu par des jeunes fidèles.

La question de « l'après »

Plusieurs jeunes interrogés par *Le Monde* disent que la « MT » les a *« réconciliés »* avec la messe. *« Quel que soit mon état, je m'y sens bien »*, observe ainsi Sabine Piveteau. Si elle a reçu une éducation catholique durant son enfance, cette médecin généraliste de 31 ans a rapidement quitté les bancs de l'Eglise en grandissant, trouvant même *« rebutant »* d'entrer dans une église avant de connaître la « MT ». Ophélie Omnes abonde. Originaire d'un village de l'Essonne, ayant grandi dans une famille pratiquante mais *« ouverte »*, elle a été déçue par la plupart des paroisses qu'elle a fréquentées à Paris. *« Quand on est catholique et progressiste, ce n'est pas facile de trouver un groupe dans lequel on peut s'exprimer. En ce sens, la "MT" a été une révélation pour moi »*, raconte cette consultante en droit et communication de 33 ans.

Reste la question de « l'après ». La « MT » et la Maison Magis sont ouvertes aux moins de 35 ans. Peu de fidèles contreviennent à cette règle, pour l'instant. *« On ne jette personne dehors, mais si on devait en arriver à une majorité plus âgée, il faudrait intervenir. L'idée est de garder contact avec les jeunes »*, reconnaît Benoît Thevenon, qui finira aussi par laisser sa place. Certains nous ont confié qu'ils se sentent prêts à fréquenter une messe classique. Mais tous l'assurent : ils ne pourront plus se contenter d'une attitude passive. ■

GAËTAN SUPERTINO

> « CETTE INITIATIVE SUSCITE DES ENGAGEMENTS FORTS ET DURABLES »
> CHARLES MERCIER
> historien

FIN

« Place des Héros », la déchirante mise en scène de l'antisémitisme

Les batailles du théâtre – 6/6 – En 1988, la pièce de Thomas Bernhard déclenche une tempête en rappelant l'antisémitisme toujours vif en Autriche. Un sujet très sensible dont les metteurs en scène ont du mal à s'emparer en France



Thomas Bernhard et le directeur du Burgtheater Claus Peymann, à la première de « Place des Héros », à Vienne, le 4 novembre 1988. VOTAVA/APA-PICTUREDESK VIA AFP

C'est un scandale magistral, à l'autrichienne. Il croise le théâtre et la politique, et éclate à l'automne 1988, avec la création d'une nouvelle pièce de Thomas Bernhard. Elle a été commandée à l'écrivain par le metteur en scène Claus Peymann, directeur du Burgtheater de Vienne – l'équivalent de la Comédie-Française – qui fête son centenaire. Seul son titre est connu : *Place des Héros* (*Heldenplatz*, en version originale), du nom de la place de Vienne où, le 15 mars 1938, une foule enthousiaste est venue acclamer Hitler après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie.

Thomas Bernhard et Claus Peymann veulent que le contenu de *Heldenplatz* reste secret jusqu'à la première, prévue le 14 octobre, jour du jubilé. Ils demandent la discrétion la plus absolue à l'équipe de production. En vain. A Vienne, le théâtre fait partie de la vie quotidienne, et les journaux sont à l'affût. Ils annoncent que quatre comédiens du Burgtheater refusent de jouer la pièce, dont des extraits finissent par paraître : *« L'Autriche est un cloaque sans esprit ni culture. »*

Les Autrichiens ? *« Six millions et demi de débiles fous furieux. »* Le président ? *« Un menteur. »* Le chancelier ? *« Un boursicoteur. »* L'antisémitisme ? *« La haine des juifs est la nature la plus pure des Autrichiens (…). Il y a maintenant plus de nazis à Vienne qu'en 1938. Ils reviennent (…). Ils sortent de tous les trous (…). Ils n'attendent que le signal pour pouvoir agir tout à fait ouvertement contre les juifs. »*

Ces extraits mettent le feu aux poudres. Ils ravivent une blessure encore vive : l'affaire Waldheim. Né en 1918, Kurt Waldheim a mené une carrière de diplomate qui lui a valu une reconnaissance au plus haut niveau : de 1972 à 1981, il a été secrétaire général de l'ONU. En 1986, il fait campagne pour la présidence de son pays quand la presse révèle ses compromissions avec le régime nazi. Incorporé dans la Wehrmacht en 1941, Waldheim a été envoyé sur le front de l'Est où il a été blessé, puis il a été soigné à Vienne. Dans son autobiographie, *Dans l'œil du cyclone* (Ed. Alain Moreau, 1985), il écrit qu'il n'est pas retourné sur le front, mais qu'il est resté à Vienne où il a poursuivi ses études jusqu'à la fin de guerre.

Hypocrisie catholique

Les documents produits par les journaux le contredisent. Kurt Waldheim a servi de 1942 à 1945, son unité a été sous les ordres d'Alexander Löhr, « le boucher des Balkans », qui a commis des atrocités en Bosnie, et il a assisté à la déportation massive des juifs de Cordoue et de Salonique. Ces révélations indignent la communauté internationale et enflamment l'Autriche. Kurt Waldheim se défend en plaidant que, comme tous les « bons » Autrichiens de sa génération, il n'a fait *« que son devoir »*. Il est finalement élu, le 8 juin 1986, avec près de 54 % des voix, mais l'Autriche doit pour la première fois affronter son passé antisémite, qu'elle avait soigneusement enfoui.

En rappelant ce passé, *Place des Héros* déclenche une tempête jusqu'au sommet de l'Etat. Si le chancelier, Franz Vranitzky, fait savoir que *« les insultes de certaines personnes ne peuvent pas [l]'atteindre »*, Kurt Waldheim estime que la pièce ne devrait pas être jouée dans un théâtre national, parce qu'elle constitue *« une insulte au peuple autrichien »*. Le ministre des affaires étrangères réclame la censure. La ministre de l'enseignement, de l'art et du sport défend la liberté de la création, tout en précisant qu'à la place de Thomas Bernhard elle n'aurait pas écrit la pièce. Seule l'adjointe à la culture de la mairie de Vienne, qui, elle, a lu *Place des Héros*, dit qu'une interdiction serait catastrophique pour l'Autriche en tant que nation de culture.

DES EXTRAITS DE LA PIÈCE PARAISSENT DANS LA PRESSE : « L'AUTRICHE EST UN CLOAQUE SANS ESPRIT NI CULTURE »

Ce n'est pas la première fois que Thomas Bernhard dénonce les relents nazis de son pays, avec lequel il entretient une relation ambivalente. Il a alors 57 ans, c'est une gloire européenne de la littérature qui n'a cessé, dans ses romans et récits (une quinzaine), et ses pièces (une vingtaine), de fustiger une certaine Autriche bâillonnée par l'hypocrisie catholique, engluée dans une médiocrité provinciale, dirigée par une classe politique veule. Claus Peymann, qui a créé quasiment toutes les pièces de Thomas Bernhard, s'est mis à dos une partie de la troupe du Burgtheater, qui ne supporte pas sa *« clique des Prussiens »* – Peymann est allemand, il a été nommé à Vienne en 1984, où il est arrivé avec ses propres acteurs. Cette bronca attise le scandale autour de *Heldenplatz*, qui vaut à Thomas Bernhard des flots de haine. Un jour qu'il marche dans une rue de Vienne, un homme lui dit qu'on devrait l'abattre. Thomas Bernhard passe son chemin, sans lui répondre. Mais quelques jours plus tard, il riposte, à sa façon : il durcit le ton de sa pièce. *« J'ai trouvé encore plus abominable »*, dit-il à Peymann.

La bataille fait rage, mais les partisans de la censure échouent. La première de *Heldenplatz* a finalement lieu, avec trois semaines de retard, le 4 novembre. Elle met en scène un professeur de philosophie qui a fui l'Autriche avec sa famille, en 1938. Il a passé des années en Angleterre avant de revenir à Vienne, où il s'est installé dans son ancien appartement, donnant sur la place des Héros. La pièce commence le jour de son enterrement. Il s'est jeté par la fenêtre, alors qu'il allait repartir pour l'Angleterre : il ne prévoyait pas que *« les Autrichiens après la guerre seraient beaucoup plus haineux et encore plus antisémites qu'avant la guerre »*.

Thomas Bernhard salue à la fin de la première, qui se passe sans problème. Il a gagné, sa pièce est jouée. Ce sera la dernière. Il meurt quatre mois plus tard, le 12 février 1989. En France, *Place des Héros* est créé en 1991 au Théâtre national de la Colline, mis en scène par le Franco-Argentin Jorge Lavelli. En 2004, elle entre au répertoire de la Comédie-Française, dans une mise en scène d'Arthur Nauzyciel. *« Je ne voulais pas,* se souvient ce dernier, *réduire la pièce à une histoire de l'Autriche de Waldheim, passer pour un donneur de leçons – regardez, les Autrichiens sont de méchants antisémites – ni laisser entendre qu'on était impeccables en France. Je voulais mettre les spectateurs face à la douleur de la famille de la pièce, à travers laquelle se reproduit une histoire sans fin d'exode et d'antisémitisme.* Place des Héros *en parle d'une manière universelle, métaphysique. Sans cela, je ne l'aurais pas montée. »*

Tout est là : comment en parler ? L'universitaire Chantal Meyer-Plantureux travaille sur la question de la représentation du juif. Dans *Les Enfants de Shylock ou l'antisémitisme sur scène* (Complexe, 2005), elle montre comment l'antisémitisme a contaminé la vie théâtrale des années 1880 à la seconde guerre mondiale, que ce soit dans le registre du boulevard ou celui de l'avant-garde. On ne compte pas les pièces qui furent écrites, ou détournées, pour exhiber et dénoncer le « type juif ». *« Beaucoup de pièces sont traversées par la peur de l'autre,* explique Chantal Meyer-Plantureux. *Le juif, c'est quelqu'un dont on pense qu'il ne fait pas partie de la même culture, des mêmes coutumes – aujourd'hui, ce serait le môme de banlieue, ou le musulman. On ne le connaît pas, donc quand on le prend pour sujet, il est le fantasme de nos propres peurs. »*

Sujet « pas assez traité en France »

Après 1945, les pièces antisémites sont rarissimes. Encore plus depuis la loi mémorielle du 13 août 1990, qui réprime *« tout acte antisémite, raciste ou xénophobe »*. Mais dans le répertoire, il est une œuvre à part, rappelle Chantal Meyer-Plantureux, *Le Marchand de Venise*, de Shakespeare, *« qui suscite toujours des polémiques »*. En raison du personnage de Shylock, l'impitoyable usurier juif.

Destin unique que celui de cette pièce, qui fut une des plus jouées dans l'Allemagne nazie, où elle a servi de propagande antisémite, en caricaturant Shylock, et qui est régulièrement représentée dans les théâtres nationaux en Israël. En France, la dernière fois où il a été à l'affiche d'un centre dramatique national, à Tours, en 2017, dans une mise en scène de Jacques Vincey, le Conseil représentatif des institutions juives de France avait distribué aux spectateurs un tract de mise en garde contre l'antisémitisme de la pièce. Vincey avait discuté avec l'auteur du tract, les choses s'étaient calmées. Stéphane Braunschweig, lui, n'a pas eu de problèmes quand il a présenté la pièce aux Bouffes du Nord, à Paris, en 1999.

Mais les deux metteurs en scène reconnaissent que monter *Le Marchand de Venise* pose problème dans la France d'aujourd'hui. Surtout depuis le massacre en Israël du 7 octobre 2023, et la riposte qui a suivi. Jacques Vincey ne le reprendrait pas de peur de *« rajouter de l'huile sur un feu épouvantable »*. Braunschweig trouve que Shakespeare traite de l'antisémitisme d'une manière extrêmement subtile : *« Si Shylock n'est pas un juif cupide et sanguinaire, il joue avec les clichés de l'antisémitisme. Dans un monde où la complexité des idées n'est pas dominante, je me poserais la question avant de mettre en scène la pièce. »*

Margaux Eskenazi, 37 ans, est d'une génération qui la sépare de Vincey et de Braunschweig. Elle prépare pour 2026 la création de *Kaddish*, inspirée par l'œuvre du Prix Nobel de littérature le Hongrois Imre Kertész (1929-2016). *« C'est parti de mon identité juive et du fait que je ne me reconnaissais pas dans ceux qui font l'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme. En écrivant sur l'Holocauste, Kertész parle de l'antisémitisme en Europe. Et c'est intéressant, parce que je trouve qu'on ne traite pas assez la question en France. »*

Des recherches universitaires ont montré que s'il y a eu nombre de livres et de films sur l'antisémitisme, depuis 1945, peu de pièces ont été écrites sur le sujet. On les doit notamment à Liliane Atlan, à Armand Gatti, et surtout à Jean-Claude Grumberg. Dans le paysage théâtral, l'auteur de *L'Atelier* (1979), *Zone libre* (1990) ou *La Plus Précieuse des Marchandises* (2019) est l'exception magnifique. Même s'il ne se voit pas comme tel. *« Pourquoi j'écris sur l'antisémitisme ? Parce je suis né en 1939 et que j'ai grandi avec. Parce que je suis fils de déporté, et que je vis dans le pays où les flics français ont arrêté mon père. »* ■

BRIGITTE SALINO

FIN

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Montpellier.

Jo, Fanny, Frédéric, Christophe

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Gérard BLANC,
directeur du travail,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie d'adieu a eu lieu ce samedi 31 août 2024, à 8 h 30, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier.

« Sur aquel planeta corrige un pitchoun lebret ».

La mort ne brise pas un amour fou.

Jacques-Marie Bourget

a l'insoutenable douleur d'annoncer le décès de

Jacqueline-Warda BOURGET.

Sociologue, elle a orienté ses recherches sur l'inégalité faite aux pauvres en matière de santé.

Merci à l'Institut Curie. Merci à « Pallidom »-APHP, magnifiques as de la fin de vie en pente douce.

Merci à Nicolas et Jérôme.

17, rue Paul-Lelong,
75002 Paris.

Sylvie,
son épouse,
Vanessa,
sa fille,
Michael et Samantha,
son fils et sa belle-fille,
Yael, Ella, Eytan, Eva et Chloe,
ses petits-enfants,
Charles,
son frère,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Léon BRESSLER,

survenu le 30 août 2024, à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 2 septembre, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14e.

Ni fleurs ni couronnes.

Paris.

Mireille,
ses enfants
et ses petits-enfants,
Daniel,
son épouse
et son fils,
Anne-Françoise
et ses filles,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Anne Marie CABANIS,
née **PEREGO,**

survenu à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 septembre 2024, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris 6e.

Elle sera inhumée auprès de son mari,

André

et de ses parents, au cimetière du Montparnasse, Paris 14e.

55, avenue du Maine,
75014 Paris.

Nicolas Bourbaki

rend hommage à

Pierre CARTIER,

décédé le 17 août 2024, collaborateur et voix du groupe pendant de nombreuses années.

Mathématicien universel, volubile et facétieux (il avait annoncé la mort de Bourbaki, il y a quarante ans), il laisse un héritage riche et varié.

(*Le Monde* daté du 22 août).

Le président
de l'université Paris-Panthéon-Assas,
Ses collègues,
L'ensemble du personnel,

ont la tristesse de faire part du décès du

doyen Jean HILAIRE,
professeur émérite de l'université.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances.

Mythèse Mallaval,
son épouse,
Marie Léonard-Mallaval,
sa sœur,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 29 juillet 2024, à Grasse, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de

Jacques MALLAVAL,
architecte DPLG.

3 *bis*, boulevard Victor-Hugo,
06130 Grasse.
marieleonard06@gmail.com

Michel et Philippe,
ses fils,
Anne-Christine,
sa belle-fille,
Laure, Agathe, Hélène, Sevan et Clara,
ses petits-enfants
et leurs conjoint.e.s,
Mélinée, Ava, Sacha et Vivienne,
ses arrière-petits-enfants,
Sophie, Alexandre et Robert,
ses neveux,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès, survenu le 26 août 2024, à l'âge de cent deux ans, de

Silva MARIAN.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 septembre, à 15 heures, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris 8e, suivie d'une inhumation au cimetière de Sceaux.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Bruxelles.

Christiane Martin,
sa belle-sœur,
Catherine Martin, Isabelle Gaillard, François Martin, Marie-Noël Viviant et Olivier Martin,
ses neveux, ses nièces,
leurs conjoints et enfants,
François Parmentier, Géraldine Parsy-van Ypersele, Xavier Levaux et Ferruccio Fossati,
ses filleul(e)s,
leurs conjoints et enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Hélène MARTIN,
haut fonctionnaire
des Communautés européennes,

survenu le 26 août 2024, à Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 4 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Annonciation, place Georges-Brugmann, à Ixelles (Bruxelles).

Paris. Savigny-sur-Orge. Clermont-Ferrand.

Dominique Perrault,
son fils,
Gaelle Lauriot Prevost,
sa belle-fille,
Charles-Antoine, Octave, Iseult, Gaetan et Laetitia,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie Thérèse PERRAULT,
née **SOUCHON,**

survenu le 29 août 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 3 septembre, à 11 heures, en l'église du Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, Paris 12e.

Fleurs blanches uniquement.

Sa famille

a la profonde tristesse de faire part du décès de

Denise REGNIAULT,

survenu à Paris, le 15 août 2024,
à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe en souvenir aura lieu le 17 septembre, à 19 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, Paris 17e.

chantalouette@hotmail.com
amr@sflac.fr

Monique Rutman,
son épouse
Et l'Association La Chaîne du Patrimoine,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jacques RUTMAN,
président du SRCTA
(Syndicat des réalisateurs
de télévision),
président-fondateur
de La Chaîne du Patrimoine.

survenu le 15 août 2024.

La cérémonie d'inhumation aura lieu le mardi 3 septembre, à 15 heures, au cimetière nouveau de Montreuil, 30, avenue Jean-Moulin.

Cet avis tient lieu de faire-part

Paris.

Sa famille
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Serge SAADA,

survenu le 27 août 2024, à Paris,
à l'âge de cinquante-neuf ans.

Serge était un intellectuel reconnu dans les sphères culturelle et sociale, essayiste, enseignant le théâtre et la médiation culturelle à l'université.

Serge était un homme de cœur et laissait souvent son public sous le charme de son oralité et de son humour. Il était un homme sensible dans l'action, militant, ouvert, créatif et généreux.

Il laisse son fils, Théo, sa femme, ses frères, ses collègues et amis.

« Là où je marche ça m'appartient. »

Tu citais souvent Koltès, l'éternité t'appartient désormais.

On t'aime.

penseespoursergesaada@gmail.com

François et Vincent Weil,
ses enfants,
Laure Saludes,
sa belle-fille,
Hadrien et Danielle, Pablo, Julian, et Charlie,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude WEIL SEIGEOT,

survenu le 23 août 2024, à Clamart,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses obsèques auront lieu le 4 septembre, au crématorium de Clamart.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

Marie-Claire PASQUIER

nous quittait il y a un an.

« Quelle image d'une aube blanche
à la campagne, tandis qu'elle lisait
dans le livre grand ouvert :
Fear no more the heat o' the sun
Nor the furious winter's rages. »

** Ne crains plus la chaleur du soleil*
Ni les furieuses rages de l'hiver.

Déjà dix ans !

SLAVIK,
Wiatscheslav VASSILIEV,
29 août 2014 (†).

Slavik avait le sens de la féérie et du merveilleux.

Il enchantait la vie.

Il demeure une présence irradiante.

Géraldine Cerf de Dudzeele.

Souvenir

Karl FLINKER,
31 août 1991.

« Vivre est si étonnant
qu'il reste peu de temps
pour faire autre chose. »
Emily Dickinson.

J. et S.

Stages

Envie d'écrire ?
Participez à un atelier d'écriture
pour jouer avec les mots, inventer
des personnages, des histoires…
Tél. : 06 60 68 54 50.

Conférences

les mardis de la philo
les matinées de la littérature

Les Mardis de la Philo
dès le 17 septembre 2024, à 9 h 30,
chaque mardi,
20 nouveaux sujets :
• Religion et liberté,
Bertrand Vergely.
• Les objets : entre amour et haine,
Jean-Michel Besnier.
• Lire les philosophes, Éric Fiat.
• De la responsabilité à la liberté,
Francis Wolff.
• L'expérience esthétique,
Charles Pépin.
• Sociologie de l'art contemporain,
Nathalie Heinich.
• Penser avec Raymond Aron,
Perrine Simon-Nahum.
• La vérité, Camille de Villeneuve.
• Les mythes platoniciens,
Heinz Wismann.
• *La frénésie du bonheur*, Luc Ferry
• Neuromania, Albert Moukheiber.
• Cynthia Fleury.
• Vitalité des croyances,
Gérald Bronner.
• De l'indifférence à la différence,
Mazarine M. Pingeot.
• Philosophie de la laïcité,
Pierre-Henri Tavoillot.
• Les héritiers de Saint-Augustin,
Pierre Descotes.
• Hegel : la découverte de l'histoire,
Marcel Gauchet.
• Descartes et le cartésianisme,
Dan Arbib.
• Pourquoi apprendre ?
Camille Dejardin.
• Repenser le mal, Olivier Dhilly.
Les conférences ont lieu au
35 *bis*, rue de Sèvres, Paris 6e.
Accessibles sur place, en visio
ou en podcast.
Pour en savoir plus : 06 77 66 09 55
www.lesmardisdelaphilo.com
Podcasts www.mercisocrate.com

Communication diverse

S.O.S Amitié

Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous **recherchons des écoutants bénévoles**
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Des musées français courbent l'échine devant les exigences chinoises de réécriture de l'histoire

Un **collectif** de chercheurs dénonce la passivité de certains musées face aux ingérences de la République populaire de Chine, dès lors que l'on se penche sur des cultures qu'elle souhaite étouffer

Alors que la France veut se doter d'une loi visant à prévenir les ingérences étrangères, rien ne semble arrêter celles de la République populaire de Chine (RPC) dans deux de nos grands musées : le Musée du quai Branly et le Musée Guimet. Désormais, la terminologie employée dans ces institutions reflète les desiderata de Pékin en matière de réécriture de l'histoire et d'effacement programmé des peuples non han qui ont été intégrés ou annexés par la RPC, cela jusqu'à en perdre aujourd'hui leur propre ethnonyme et celui de leur territoire ancestral.

Ainsi, on ne peut que s'étonner de la suppression, dans le catalogue des objets tibétains du Musée du quai Branly, du nom « Tibet » au profit de l'appellation chinoise « région autonome du Xizang ». Cette modification n'est que l'application d'une loi en vigueur depuis 2023 en RPC et montre bien la volonté que le Tibet, occupé et colonisé depuis 1950, doit être rayé des cartes et des consciences, au présent comme au passé. Au Musée Guimet, *« monde himalayen »* a remplacé le toponyme Tibet dans les salles qui lui sont consacrées.

Pour rappel, si les dirigeants traditionnels des peuples du Tibet, du Turkestan oriental (Xinjiang) et de la Mongolie ont continué à gouverner leurs peuples dans le cadre d'allégeances aux empereurs mandchous, ces derniers ne régnèrent directement que sur la Chine proprement dite (dynastie Qing, 1644-1911). Les prétentions de la République populaire de Chine à occuper au profit de sa seule puissance ces territoires voisins du sien ont largement réussi aux dépens des peuples de ces territoires. Cela est connu des spécialistes, certes, mais probablement moins de ceux qui admirent les succès de la Chine contemporaine obtenus au prix d'une exploitation économique de ces territoires et d'une sinisation sans merci de ces peuples, grâce à la mise en place d'un régime dictatorial et de la domination démographique par les Han.

Le choix de nos musées, ainsi que de certaines de nos institutions universitaires qui abritent les relais de la propagande chinoise que sont les Instituts Confucius, est de ne pas heurter le régime de Pékin et sa sensibilité nationaliste exacerbée. Toute déviation du grand récit qu'encadre la nouvelle *« pensée Xi Jinping »* (sic) est jugée provocation ou tentative de séparatisme. Nos institutions veulent préserver à tout prix leur accès aux terrains de recherche, aux sources et aux archives chinoises, et bénéficier des largesses financières et des prêts d'objets muséographiques dépendant de la bonne volonté du régime chinois. Alors, on amadoue la puissance menaçante qu'est devenue la Chine de Xi Jinping et l'on courbe l'échine devant ses exigences de réécriture de l'histoire et d'effacement des peuples.



ON NE PEUT QUE S'ÉTONNER DE LA SUPPRESSION DU NOM « TIBET » AU PROFIT DE L'APPELLATION CHINOISE « RÉGION AUTONOME DU XIZANG » OU DE « MONDE HIMALAYEN »

Tentative de censure à Nantes

Pourtant, toutes nos institutions ne croient pas qu'il faille accepter de telles ingérences. Le Musée d'histoire de Nantes, qui programmait une exposition consacrée à Gengis Khan, s'est heurté à la censure chinoise il y a quelques années. Cependant son directeur a refusé qu'en contrepartie du prêt d'objets par la Chine, le nom de Gengis Khan soit effacé, tout comme l'histoire et la culture mongoles, au bénéfice du nouveau récit national. Il a donc choisi de faire appel aux collections des musées de Mongolie et à des collections privées. Sa décision a abouti en 2023 à l'organisation d'une exposition d'une haute tenue scientifique, sans la participation chinoise.

A l'occasion de la commémoration des 60 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France, le Musée Guimet a prévu à l'automne 2024 une exposition sur Chang'an, capitale de la dynastie Tang (618-907). Faudra-t-il alors taire l'existence contemporaine de l'Empire tibétain (env. 650-842) dont les troupes ont occupé Chang'an en 763 ?

Que des musées français se laissent dicter la réécriture de l'histoire est un signe de grande faiblesse. Il est plus qu'urgent que nos institutions scientifiques et culturelles rejettent toute ingérence des régimes étrangers antidémocratiques. ■

Parmi les signataires : Jean-Luc Achard, *CNRS ;* **Stéphane Arguillère,** *Inalco ;* **Jacques Bacot,** *expert d'art ;* **Katia Buffetrille,** *EPHE, CRCAO ;* **Anne Cheng,** *Collège de France ;* **Matthew Kapstein,** *EPHE, CRCAO ;* **Fernand Meyer,** *EPHE ;* **Françoise Robin,** *Inalco ;* **Nicolas Tournadre,** *Institut universitaire de France ;* **Françoise Wang-Toutain,** *CNRS, CRCAO...*
Liste complète sur lemonde.fr

POLITIQUE : LE RISQUE DU POURRISSEMENT

ÉDITORIAL M

La crise démocratique dans laquelle se débat le pays n'est pas nouvelle, mais l'ampleur qu'elle a atteinte au lendemain de la dissolution décrétée par Emmanuel Macron, le 9 juin, fait froid dans le dos : profonde démonétisation du président de la République, sans que l'Assemblée nationale y trouve un quelconque crédit pour lui faire contrepoint ; défiance généralisée envers le personnel politique ; structuration du paysage politique en trois blocs dont chacun est rejeté par les deux autres ; relative résistance de l'image du Rassemblement national (RN) comparée au rejet massif dont fait l'objet La France insoumise (LFI).

Tous ces éléments mis en exergue par l'enquête électorale réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po et l'Institut Montaigne éclairent le moment inquiétant que traverse le pays. Ils décrivent les effets de la quasi-paralysie de la vie politique depuis le résultat des élections législatives du 7 juillet, qui se traduit par la prolongation au-delà du raisonnable d'un gouvernement démissionnaire. Ils montrent en même temps l'énorme risque qui consisterait à laisser pourrir encore la situation.

Si Emmanuel Macron ne nomme pas très vite un premier ministre, s'il n'acte pas rapidement un changement, l'incompréhension qui transparaît dans l'enquête risque de se transformer en une exaspération qui pourrait conduire une partie des électeurs à s'exprimer autrement que par les urnes, en considérant que voter ne sert plus à rien.

L'enquête réalisée pendant les Jeux olympiques ne s'appesantit pas sur les raisons structurelles qui nourrissent depuis des années, en France comme dans beaucoup d'autres démocraties, la montée de la défiance politique : la crise du résultat des politiques menées et celle de la représentation. Elle souligne en revanche l'effet délétère qu'a eu la dissolution, unilatéralement décidée par le président de la République le soir de la défaite de son camp aux élections européennes.

Loin de lui redonner l'avantage, elle a amenuisé le peu de crédit qui lui restait sans donner d'avantage décisif à tel ou tel de ses adversaires du camp républicain ni réduire durablement la menace du Rassemblement national. Bloqué par un front républicain plus efficace que prévu, plombé par la persistance de son idéologie raciste, et par ses incohérences, le parti de Marine Le Pen et de Jordan Bardella n'en continue pas moins à résister en termes d'image, notamment par comparaison avec le rejet que suscitent les outrances de Jean-Luc Mélenchon. Près de 70 % des Français jugent aujourd'hui LFI dangereuse pour la démocratie.

A l'approche de la nomination du nouveau premier ministre, une décision majeure qui produira des effets dans la vie politique tout autant qu'économique et sociale, les leçons de l'enquête ne peuvent être négligées. Il est impératif que chaque camp s'interroge sur sa stratégie et son positionnement. L'enquête montre en effet qu'à force de jouer avec le feu, la droite républicaine a perdu sa capacité à retenir des voix qui se dirigent désormais vers le RN, tandis que la gauche, dans son ensemble, est pénalisée voire entravée par la montée du discrédit dont souffre Jean-Luc Mélenchon. Quant au responsable au premier chef de la paralysie actuelle, Emmanuel Macron, il est obligé de remettre profondément en cause son mode de présidence, et le contenu de sa politique, s'il ne veut pas conduire le pays au chaos. ■

Marie Holzman Derrière un Bhoutan idéalisé, un film contre la démocratie

Provenant du petit royaume himalayen, « Le Moine et le Fusil » a séduit le public estival par sa candeur apparente. La sinologue y voit, elle, le dénigrement de tout système électoral

Difficile de ne pas tomber sous le charme du film de Pawo Choyning Dorji *Le Moine et le Fusil [sur les écrans depuis le 24 juin]*, ode à la paix et à la vie des humbles plébiscitée par le public. L'action se passe au Bhoutan, alors que le roi démissionnaire organise un scrutin « blanc », en 2006, afin d'apprendre à son peuple à voter en vue des prochaines vraies premières élections parlementaires. Cela est un fait historique, le reste est une fable.

Le Bhoutan, enclavé entre la Chine et l'Inde, protège jalousement son indépendance, son image et sa culture. Il s'est acquis la réputation d'être un paradis sur terre, lui qui a inscrit dans sa Constitution, en 2008, la notion de « bonheur national brut » – réputation que renforcera le succès du film. Qui, en effet, aurait envie de perturber cette concorde apparente ? Pourquoi imposer à ces bouddhistes sincères, restés simples dans leurs montagnes, des partis politiques qui bousculeraient leur paisible vie sociale avec des conflits inutiles ? Qui ne serait tenté, après avoir découvert cet éden vierge des tares de la modernité, de reprocher à l'Eve occidentale de tendre à l'Adam himalayen la pomme empoisonnée de son modèle ? Qui contesterait que les guerres, la surveillance numérique, la pollution lui font escorte ?

Mais il en va de ce film comme de tous les contes de fées. Les faits historiques contrarient l'image idyllique que veut imposer le scénario. Remontons donc quelques années en arrière pour mieux juger du temps du récit : en 1974, le roi Jigme Singye Wangchuck impose la culture bhoutanaise à toutes les ethnies du pays ; en 1985, les Lhotshampas des plaines du Sud, d'origine népalaise, sont déchus de leur citoyenneté. Leur langue est interdite et le costume bhoutanais leur est imposé.

Quelque 100 000 d'entre eux fuient au Népal ou en Inde. Ils y mènent une vie misérable dans des camps, sans que personne ne s'en émeuve, et se battent en vain pour retrouver leurs terres. Quant aux réfugiés tibétains, qui partagent la langue et la religion du Bhoutan, ils ont été contraints de prendre la nationalité bhoutanaise en 1979. Beaucoup se sont enfuis.

Cette histoire tragique affleure sous la fiction, toutefois de manière si allusive que peu de spectateurs s'y arrêteront. Le moine bhoutanais qui trimbale son vieux fusil raconte avec un grand sourire que l'arme a servi autrefois à tirer sur les Tibétains, mais il se garde bien d'expliquer les raisons de ces guerres fratricides. Il se garde aussi de rappeler que les Tibétains en exil réclament la liberté et la démocratie à cor et à cri.

« Elite rouge »

La requête démocratique n'est donc pas exogène, comme voudrait nous le faire croire *Le Moine et le Fusil*, mais endogène. Car la réalité est loin d'être rose au royaume du bonheur. Reporters sans frontières a placé le Bhoutan à la 147e place sur 180 pays dans son classement sur la liberté de la presse dans le monde en 2023 : *« Au pays du "bonheur national brut"*, commente RSF, *l'autocensure est l'un des principaux problèmes : nombre de journalistes n'osent pas couvrir les questions qui pourraient être jugées sensibles par crainte d'apparaître comme un élément contestataire de l'ordre social. Dans un pays à majorité bouddhiste, la situation des Lhotshampas est très peu évoquée dans les médias. »*

Human Rights Watch a identifié trente-sept prisonniers politiques qui avaient réclamé la démocratie dans les années 1990 et 2000, bien avant les élections de 2008, donc. Beaucoup ont été condamnés à vie. Le plus célèbre, Monger, libéré après vingt-neuf ans de réclusion, décrit des conditions de vie très difficiles, la faim, l'absence de soins, l'impossibilité d'entrer en contact avec la famille, etc.

Le film tente d'accréditer l'idée que c'est la population elle-même qui rejetterait la démocratie, mieux (quelque intelligente que soit cette sainte ignorance dans notre monde hyperconnecté) : elle n'aurait jamais entendu parler de cette étrange coutume que sont nos élections. La caricature de l'Occident, réduit à quelques poncifs (le Coca-Cola, James Bond, le trafic de drogue), complète le tableau. Quant à l'Américain qui recherche un fusil de la guerre de Sécession pour un collectionneur de vieilles armures, il est parfaitement ridicule.

Sous ses faux airs candides, le film se livre donc à une attaque en règle contre la démocratie. Mais à qui donc profite le crime ? Le générique nous apprend que la production est chinoise. La productrice, Hsu Feng, est une ancienne actrice taïwanaise qui a épousé Tang Junnian, un magnat de l'immobilier chinois, en 1999, et qui s'est lancée dans la production de films chinois après la mort de son mari.

La productrice déléguée, Zhang Xin, est une milliardaire chinoise qui a épousé le promoteur immobilier Pan Shiyi en 1995. Ils ont fondé la compagnie Soho, géant de l'immobilier haut de gamme dont le siège social est à Pékin. Sans faire carrière politique, Zhang Xin appartient donc à l'« élite rouge » et elle contribue, à sa manière, au soft power chinois. Or, déstabiliser nos systèmes démocratiques, faire de la dictature chinoise le modèle d'un nouvel ordre mondial apportant le bien-être et la richesse à tous ceux qui acceptent son hégémonie, tel est bien l'objectif de Xi Jinping.

A la lecture décoloniale, qui tient lieu de grille d'interprétation universelle aujourd'hui, je crois donc qu'il faut ici substituer une autre lecture, désenchantée et géopolitique, moins séduisante sans doute, mais moins naïve. ■

LE GÉNÉRIQUE NOUS APPREND QUE LA PRODUCTION EST CHINOISE ET CONTRIBUE À SA MANIÈRE AU SOFT POWER DE PÉKIN

Marie Holzman, *présidente de l'association Solidarité Chine, est sinologue, traductrice et autrice d'ouvrages sur la Chine contemporaine*

Météo-transe

De simple marotte, savoir le temps qu'il fera demain est devenu une véritable obsession. Nourris par les applis de prévisions hyper-localisées et les augures d'amateurs éclairés, les météo-maniaques ne comptent pas rater la prochaine ondée

2 ENQUÊTE

Le Monde
l'époque

STEFAN FREUND/PLAINPICTURE

ENQUÊTE

Les cumulards du cumulo

Grâce aux nombreuses applis et stations locales, de plus en plus de Français sont désormais experts en anticyclone. Le temps qu'il va faire est devenu une obsession. Evelyne Dhéliat, sors de ce corps !



Par Catherine Rollot

Le crachin breton joue parfois l'invité surprise. Maudite brouillasse difficile à détecter, même par les radars les plus performants ! Et pourtant ce n'est pas faute d'être informé. Quotidiennement, et souvent plusieurs fois dans la journée, Grégory Mignard, photographe et vidéaste basé dans le Finistère, vérifie les prévisions météorologiques sur au moins trois applications. *« Je croise les informations pour faire ma petite popote climatique et organiser ma journée. »*

Passionné de voile et de surf, le Brestois ne peut pas *« [se] contenter de la température et de la couverture nuageuse »* ou compter sur la chance d'avoir *« la bonne marée, les bonnes taille et orientation de la houle »*. Mais, il le reconnaît, la consultation de ses applications favorites, Meteoblue, Windy, Windguru, prisées par les pratiquants de sports nautiques, lui sert aussi d'intendant au quotidien. *« Que ce soit pour prendre mon vélo, jardiner ou simplement éviter un grain à dix minutes près, j'aime bien avoir une vision réactualisée en permanence du temps de la journée. »* Vectrices de *« passion plus que d'obsession »*, les applications lui ont permis de découvrir des connaissances qu'il aime partager avec des amis, et d'endosser auprès de ses proches *« un rôle de référent météo »*, précise-t-il.

Connaître le taux d'humidité, la force du vent, la durée d'ensoleillement, la probabilité de pluie dans l'heure, rien de plus simple. Et de plus partagé. La prédiction du temps qu'il va faire est devenue une obsession moderne. Chaque soir, plus de dix millions de téléspectateurs continuent à regarder cartes, pictogrammes et prévisions de température, avant ou après le JT de 20 heures de TF1 et de France 2. Quotidiennement, sur France 3, « Météo à la carte » détaille les variations du ciel et leurs incidences sur nos vies. Les sites locaux se multiplient, les applis (gratuites ou payantes) pour smartphones se comptent par milliers. En résumé, nous sommes devenus des cumulards du cumulonimbus.

Le suivi des nuages anime autant les professionnels « météo-dépendants » (agriculteurs, organisateurs d'événements, métiers du tourisme) que le quidam : du sportif cherchant à optimiser ses performances dans les meilleures conditions au « vélotafeur » mal équipé et inquiet de l'arrivée imminente de l'orage, jusqu'au « météo-sensible » qui broie du noir lors d'un printemps pourri, tous ont le regard tourné vers le haut. *« La dépendance au caractère changeant du ciel reste une toile de fond de nos activités ordinaires*, rappelle Martine Tabeaud, professeure émérite de géographie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. *Mais ce sont les manières de faire et de vivre la météo qui ont changé. »*

Autrefois, pour connaître les humeurs du ciel, on attendait patiemment les bulletins météo diffusés à la radio, puis à la télévision, ou les cartes publiées à la dernière page des journaux quotidiens. En 1958, un drôle de personnage envahit les ondes radiophoniques. Avec sa voix chevrotante teintée d'un fort accent levantin, Albert Simon devient le premier M. Météo célèbre. Il règnera vingt-huit ans sur l'antenne d'Europe 1, prodiguant des billets que certains jugeaient un brin fantaisistes. La légende rapporte qu'il aurait toujours eu à ses côtés une grenouille dans un bocal.

Au fil des années, la pastille météo devient l'un des programmes les plus suivis de la télé, avec des faiseurs du beau temps et de la pluie à la popularité et à la longévité incroyables. Alain Gillot-Pétré, Catherine Laborde, Laurent Cabrol, Nathalie Rihouet, entre autres. Sans oublier l'incontournable Evelyne Dhéliat, aux manettes de la météo de TF1 depuis 1991. Et le petit nouveau pas si nouveau, ingénieur prévisionniste de son état, officiant lui aussi sur la première chaîne : Louis Bodin.

Désormais, l'oracle du ciel se niche dans la poche et il suffit d'une pression pour le faire parler. D'office, les systèmes d'exploitation des smartphones incluent une application météo. Mais beaucoup d'utilisateurs en téléchargent au moins une de plus.

Le marché mondial de ces augures numériques est gigantesque, même s'ils s'appuient tous sur le même dizaine de modèles numériques de l'atmosphère, construits à partir d'observations par satellites, radars, stations météo… Chacun peut y trouver son bonheur, des plus généralistes aux experts les plus pointus. De Météo-France, la référence chez nous (750 millions de visites en 2023 rien que sur son application), à La Chaîne météo (appartenant au Groupe Figaro), en passant par la suisse Meteoblue et les américaines The Weather Channel ou encore AccuWeather, Météo & Radar, pour n'en citer que quelques-unes. Sans faire, étrangement, de l'ombre aux autres sources d'information sur l'état du ciel, ces canaux alternatifs viennent les compléter.

« Quand les applications météo sont apparues, on s'est vraiment posé la question de savoir si nos bulletins allaient survivre, parce qu'avec trois pastilles par jour de deux minutes à deux minutes et demie on n'était pas forcément concurrentiels face à des prévisions personnalisables et réactualisées en temps réel, détaille Evelyne Dhéliat, présentatrice et responsable des services météo des chaînes TF1 et LCI. *Finalement, le public est resté, parce qu'il a besoin d'explications en direct. »*

Comme pour les millimètres de pluie, le cumul des sources nourrit ce météo-tropisme. Au point de confiner parfois à la météomania, passion prévisionniste que chacun justifie avec ses propres arguments. *« En ville, je vivais déconnectée de la météo, avec les mêmes activités tout au long de l'année, sous un climat tempéré*, s'excuse presque Maïlys, ancienne Parisienne, installée à Chamonix. *Depuis que j'ai déménagé dans les Alpes, je la consulte plusieurs fois par jour, car elle évolue sans cesse. Et la chute de température et la pluie n'ont pas du tout les mêmes conséquences en montagne que sur un trottoir de la capitale. »*

> **« A Paris, je vivais déconnectée de la météo. Depuis que je suis dans les Alpes, je la consulte plusieurs fois par jour, car elle évolue sans cesse »**
> *Maïlys, à Chamonix (Haute-Savoie)*

Clément, 29 ans, fonctionnaire territorial en Auvergne, consulte surtout Windy et Weather Underground, *« pour apprendre à lire les cartes et comprendre les différents modèles de prévisions »*, mais aussi *« pour anticiper au mieux »* ses sorties sportives en hiver et le remplissage de son récupérateur d'eau l'été. *« C'est à la fois très excitant de savoir que 50 centimètres sont attendus dans quatre jours et très frustrant de constater que, en réalité, il en est tombé seulement 5. Ça fait rêver et ça déçoit, mais c'est la météo, ça permet de se recentrer sur le moment présent »*, philosophe-t-il.

André, cadre dans l'informatique à Grenoble, fait partie de ces cumulards des cumulus qui n'hésitent pas à mettre en concurrence différents pourvoyeurs d'informations. Pourquoi ? *« C'est devenu un peu un jeu, un plaisir. En ce moment, je suis sur Pleinchamp et La Météo agricole, des sites à destination des professionnels. Ils sont assez fiables. »*

Cette tendance à traquer éclaircies et averses tous azimuts serait le symbole de notre besoin typiquement contemporain de tout contrôler. *« Autrefois, on regardait la météo pour savoir comment se vêtir. Désormais, c'est pour organiser ses activités journalières »*, constate Fabrice Bak, directeur d'un cabinet de psychologie cognitive lyonnais. Au beau fixe, on maintiendra la réservation au restaurant en terrasse ou le barbecue avec les amis dans le jardin. En berne, on décommandera le week-end au soleil et l'on ira plutôt au musée ou au cinéma, voire on restera chez soi.

L'impression de reprendre la main sur l'un des éléments pourtant les plus imprévisibles de notre existence est d'autant plus valorisée que nos repères temporels sont brouillés par les conséquences du réchauffement climatique. *« Nous sommes biologiquement programmés, depuis notre enfance, selon le rythme des saisons*, poursuit Frédéric Bak. *A chaque cycle correspondait un certain nombre d'activités, comme faire du vélo au printemps et pouvoir se baigner en juillet. Quand le temps se dérègle, qu'il pleut comme lors d'un mois de novembre alors qu'on est en mai, cela crée une insatisfaction qui peut peser sur notre moral. »*

A priori, rien d'inquiétant dans cette quête de l'éclaircie, tant qu'elle ne dirige pas la boussole de nos émotions. *« La météo n'a pas une influence directe*



XAVIER TESTELIN/DIVERGENCE

sur notre bonheur, pointe Johanna Rozenblum, psychologue clinicienne et autrice. *Ce sont les conséquences physiologiques du manque de lumière qui, en cascade, nous rendent maussades. Lorsque le temps ne s'y prête pas, nous sortons moins, nous bougeons moins, le sommeil est impacté… l'humeur aussi. »*

Claude, médecin de famille à la retraite, le sait, lui qui, *« très sensible à la luminosité »*, surveille heure par heure l'arrivée des rayons de soleil. *« Ma famille se moque de moi et m'a même offert un beau bouquin sur la météo. Mais malgré ces sarcasmes je persiste à rafraîchir mon écran pour actualiser les prévisions. »*

Dans la plupart des cas, la tyrannie des pressions atmosphériques ne présente pas grand danger. En revanche, à haute dose, elle peut alimenter une écoanxiété déjà latente chez certains. *« Les écoanxieux sont des personnes très documentées, c'est d'ailleurs une partie de leur malheur*, analyse Pierre-Eric Sutter, psychologue et psychothérapeute, spécialiste du sujet. *Elles ne vont pas s'arrêter au simple bulletin météorologique, mais faire le lien entre météo et climat. Certaines peuvent être prises d'une forme d'addiction aux applis, sur lesquelles elles trouveront toutes les confirmations de leurs angoisses. »*

Mais s'informer en temps réel de l'avancée des orages en Occitanie, des risques d'inondation dans le Pas-de-Calais ou de la canicule à Tokyo peut aussi mettre du baume au cœur, en donnant l'occasion de créer du lien, de faire partie d'une communauté. *« Parler de la météo a toujours été la meilleure façon de briser la glace dans nos régions tempérées »*, rappelle la géographe Martine Tabeaud. Les Anglais, habitués à un climat océanique changeant, seraient les spécialistes de ce *small talk* météorologique. Quoi de plus efficace pour engager la conversation avec le collègue muet devant la machine à café ou le voisin rencontré dans l'ascenseur qu'une évocation de l'ondée qui vient de passer au-dessus de nos têtes ? Sans compter qu'elle peut nous donner une raison supplémentaire de ronchonner.

Les applis permettent en sus de rester connecté mentalement à sa propre histoire, topographique ou familiale. Qui n'a pas coché dans son application, outre la page du temps qu'il fait dans sa ville de résidence, celles des lieux où vivent ses enfants et ses parents, ou encore celle de son endroit de vacances favori ? *« C'est une manière de se sentir proche de gens et de lieux qui nous sont chers*, reconnaît Marie, enseignante d'anglais, dont les deux applications téléchargées dans son smartphone affichent plusieurs localisations. *Mon domicile près de Poitiers, Hambourg, en Allemagne, où vit ma fille, et Madrid, où j'espère retourner d'ici peu. »*

L'explosion de la météomania est poussée également par la fiabilité accrue des prévisions. *« Je me souviens de mon père disant : "Albert Simon a prédit du soleil, donc il y aura de la pluie"*, s'amuse Evelyne Dhéliat. *L'écoute d'un bulletin météo n'était alors pas davantage prise au sérieux que la consultation d'un horoscope dans une gazette. »* Aujourd'hui, grâce aux nombreuses stations météo, aux satellites et aux radars, les prévisions à vingt-quatre heures sont quasiment infaillibles et les tendances se donnent sur cinq ou six jours. Par un mécanisme bien connu, l'exactitude renforce la confiance en l'outil et la propension à l'utiliser.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les deux applications météo installées sur le smartphone de leur autrice indiquent que des températures élevées pour la saison devraient se maintenir au moins jusqu'au week-end. Il suffira de jeter un regard dehors au fil de la journée pour confirmer cette promesse touchée du bout des doigts.

Beau fixe pour les prévisionnistes amateurs

Mérens-les-Vals (Ariège), 1 100 mètres d'altitude, 168 habitants, une race de chevaux qui porte son nom, et sa chaîne météo en ligne (sur le Web et les réseaux sociaux). C'est ici que le siège social de Météo Pyrénées s'est installé, il y a une décennie. Rien de comparable avec l'établissement public Météo-France, ses quelque 2 500 agents, ses 2 000 stations d'observation, ses radars et supercalculateurs, qui fournissent des milliards de données. La lilliputienne cousine occitane est une association, lancée par trois férus de cumulonimbus, dépressions atmosphériques et autres anticyclones. Aucun météorologue de profession au sein du trio, mais un photographe tarbais, Eric Castaings, et deux Ariégeois, Xavier Pousse, qui travaille dans l'environnement, et Christophe Dedieu, inspecteur des finances à Pau.

Président de Météo Pyrénées, le fonctionnaire revient sur les débuts de la petite chaîne qui n'a cessé de monter, jusqu'à devenir la plus importante du genre en France, toujours gratuite et animée par des bénévoles. *« J'ai grandi à Foix et j'allais en vacances dans un petit village de Haute-Ariège*, confie-t-il. *Quand on est à la montagne, on aime bien savoir ce qui va se passer et pourquoi. »*

Le petit noyau des débuts partage les mêmes centres d'intérêt : le climat, la photographie, les sommets. Et une même volonté : proposer une actualité météorologique accessible à tous sur l'ensemble du massif. *« En montagne, le temps change vite et varie beaucoup d'un endroit à l'autre. Dans les Pyrénées, le maillage des stations de Météo-France est insuffisant pour fournir de l'information sur les microclimats d'un territoire qui s'étend sur trois pays et huit régions, entre la France et l'Espagne. »*

Au fil du temps, la simple page Facebook et son bulletin quotidien hivernal se sont mués en un vrai média de proximité. La petite équipe travaille à partir des données brutes de Météo-France et les affine grâce à la trentaine de webcams et à la dizaine de stations météo qui enregistrent la température de l'atmosphère, la pluviométrie, la pression, le vent, etc. Des informations recueillies dans des zones blanches ou stratégiques (comme le cirque de Gavarnie), grâce aux cotisations des adhérents (15 euros) ou à des cofinancements avec d'autres associations, des collectivités locales ou des offices du tourisme.

Pour s'adapter aux attentes des abonnés, une part grandissante a été accordée aux images et aux vidéos, envoyées par la centaine de correspondants réguliers répartis sur toute la chaîne des Pyrénées mais aussi par des contributeurs ponctuels, qui participent au buzz. *« Sur certains posts, en particulier tout ce qui a trait à la neige, on dépasse les 300 000 partages »*, s'étonne encore Christophe Dedieu.

Pour Météo Pyrénées, cette popularité a permis de faire grossir une communauté de près de 450 000 abonnés sur les réseaux sociaux, (261 000 sur Facebook, 130 000 sur Instagram, 34 000 sur X). S'y ajoute la fréquentation sur son site Internet (deux millions de visiteurs de septembre 2023 à avril 2024) et, depuis 2020, les téléchargements (quarante mille) sur son application mobile gratuite. *« Si on en est là, c'est parce qu'il y avait un besoin qui n'était pas couvert géographiquement*, juge Christophe Dedieu. *Les gens veulent de l'information météo très locale pour s'organiser au quotidien. »*

Sans atteindre la notoriété et l'audience de cette vigie des pics et des vallées pyrénéens, la famille des climatologues et prévisionnistes amateurs s'est largement agrandie, depuis cinq ans. *« La canicule de 2019 a marqué un tournant. On a vu arriver un nouveau public, venu chercher des explications sur l'origine des phénomènes extrêmes »*, constate Sébastien Brana, vice-président d'Infoclimat, une association née en 2003 qui propose sur son site l'accès gratuit à des informations météorologiques mondiales (tableaux, cartes, graphiques), notamment à plus de sept cents stations de relevés semi-professionnelles installées par des particuliers.

Un certain nombre de ces « météo addicts » ont franchi une nouvelle étape en créant une page Facebook ou Instagram, voire un site. *« C'est d'autant plus facile qu'une partie des barrières techniques et financières à l'observation sont tombées »*, relève Sébastien Brana, chef de projet informatique au ministère des finances, quand il n'est pas à scruter les nuages. L'accès aux informations brutes comme aux modèles de prévisions des principaux instituts météorologiques mondiaux est gratuit (notamment celles de Météo-France, accessibles et réutilisables dans leur totalité depuis le 1er janvier 2024). Les prix d'achat d'une webcam ou d'une petite station météo, que l'on peut installer dans son jardin pour faire ses propres relevés, sont également devenus accessibles (une centaine d'euros).

Parfois, la passion n'attend pas le nombre des années. A 12 ans, Julien Sugier, originaire de Saint-Jean-de-Valériscle, un petit village du Gard, crée un blog sur le temps dans sa région. S'ensuivent une page Facebook puis le site Météo Gard, devenu une référence en matière de météo locale gratuite, aujourd'hui suivi par 70 000 abonnés. *« A 18 mois, il paraît que j'étais fasciné par le bulletin météo d'Evelyne Dhéliat à la télévision »*, s'amuse le jeune homme de 26 ans, qui, après des études de géographie, a lancé parallèlement à son activité bénévole une entreprise, Espace Météo, pour fournir à des clients « *météodépendants* » (agriculteurs, entreprises du BTP, organisateurs d'événementiel) une gamme de services sur mesure.

Basée à Saint-Maur, une petite commune de l'Indre, l'association Météo Centre-Val de Loire a décroché, début juin, la première coupe francophone des passionnés de météo. Remise à l'occasion du Forum international de la météo et du climat à Paris, cette récompense couronne une aventure commencée en 2008 par Olivier Renard, professeur de sciences de la vie et de la Terre (SVT) à Châteauroux, avec quelques copains. Au-delà des prévisions, les 75 000 fidèles viennent y trouver des éléments de vulgarisation scientifique et *« un maximum d'informations, pour lutter, notamment, contre les climatosceptiques, pour contrer au mieux leurs actions, à défaut de leur faire entendre raison »*. Une mission bien terre à terre pour des passionnés qui aiment avoir la tête dans les nuages.

C. Ro.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Derniers tours de manège à Paimpol ?

Frédéric Potet

Depuis vingt-cinq ans, les époux Le Moullec installent leur Meteor 2000 dans un square du centre-ville. La mairie laisse entendre que, désormais, son voisinage avec un clocher classé pose problème

Spécialité foraine prisée des amateurs de manèges, le maniement de queue du Mickey n'est pas donné à tout le monde. Faire virevolter, à l'aide d'une cordelette, une souris en peluche à l'appendice détachable nécessite un maximum de dextérité et un minimum d'expérience. A Paimpol (Côtes-d'Armor), Jean-François Le Moullec s'y emploie depuis plus de quarante ans.

Le patron du Meteor 2000 – un manège d'une dizaine de voitures, camions de pompiers et autres hélicoptères à l'effigie de personnages bien connus des moins de 10 ans (la Reine des neiges, Lilo et Stitch, la Pat'Patrouille…) – n'a pas d'égal pour faire tourner en bourrique une clientèle enjouée, menottes tendues vers le ciel. *« C'est mon dada,* explique le gérant. *Je joue avec les enfants, j'aime leur chatouiller le nez avec le pompon, les exciter gentiment, en sachant qu'à la fin, il y a toujours un lot. »* En l'occurrence, un tour gratuit pour les décrocheurs de trophée en étoffe.

Sauf que le cœur n'y est plus. Ou beaucoup moins. En janvier, la mairie a fait savoir à Jean-François Le Moullec qu'elle souhaitait installer des jeux permanents sur place et réaménager le square où le manège s'installe lors des vacances scolaires, excepté à la Toussaint où l'attraction rejoint les fêtes foraines des environs. *« Fin août, c'est terminé ! »*, a décrété la municipalité en expliquant vouloir mettre en valeur le patrimoine local. Vestige d'une église du XVIIIe siècle, un clocher classé monument historique trône en effet au milieu de la placette. Vieilles pierres et carrousel kitsch cohabitaient jusque-là sans bruit. *« Cela ne dérangeait personne,* se désole l'exploitant forain dans sa guérite. *D'une certaine façon, mon manège fait lui aussi partie du patrimoine, depuis le temps qu'on est là. »*


ALE GIORGINI

« D'une certaine façon, mon manège fait aussi partie du patrimoine, depuis le temps qu'on est là », se désole Jean-François Le Moullec

Au départ, rien ne prédestinait Jean-François Le Moullec à piloter un plateau pivotant de fabrication française (marque Someplas). Plus jeune, son avenir semblait même tout tracé : succéder à son père, qui possédait un magasin d'électroménager à Pleumeur-Gautier (Côtes-d'Armor). Et puis, la fête foraine s'est arrêtée au village. Le Breton a eu le béguin pour Géraldine, la fille des gérants du Tourbillon, un manège chenille. Géraldine est « *une Leprince* », du nom d'une illustre famille foraine originaire de Normandie. Le couple achètera un premier manège en 1980, qu'il installera sur le parking du supermarché Mammouth de Paimpol à l'occasion de son inauguration.

Lui trouver un nom ne fut pas chose facile. L'association d'une marque de bière dégustée un soir au comptoir et d'une date synonyme de nouveau millénaire allait finalement faire l'affaire. Acquis en 1993, un second manège sera lui aussi baptisé Meteor 2000. L'engin monté sur vérins à air comprimé n'a pas changé d'un iota, à l'exception des héros en résine représentés sur les véhicules, renouvelés tous les cinq ou six ans, au gré des modes télévisuelles. Son installation régulière square Théodore-Botrel – du nom du créateur de *La Paimpolaise* (1895), célèbre chanson locale faisant état d'une falaise qui n'existe pas à Paimpol – date de la fin des années 1990.

« Nous avons eu les jambes coupées, le jour où on nous a dit que nous ne pourrions pas revenir après l'été », indique Géraldine Le Moullec. Les commerçants voisins, pour qui le manège participe à la sortie en ville, ont lancé une pétition, en ligne et sur papier. La mairie, elle, a tenté de calmer le jeu en précisant au quotidien *Ouest-France* que rien n'était définitif, et qu'un *« autre emplacement attractif en centre-ville »* pourrait être proposé au couple de forains. Lequel se demande s'il pourra mener à bien son projet familial. Agés de 66 et 67 ans, Géraldine et Jean-François Le Moullec pensaient travailler encore quelques années avant d'offrir leur manège (et rétrocéder l'emplacement qui va avec) à leur fille aînée, Céline, également foraine, à la tête d'un « palais du rire » itinérant, appelé Viva Mexico, qui l'emmène de fête en kermesse partout en France. Les Paimpolais de s'interroger : pourra-t-on encore attraper la queue du Mickey à Noël ?

COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉE

« A un dîner, nous comprenons que notre ami frappe sa femme »

Une querelle d'amour ou d'amitié, un déchirement familial ou une engueulade professionnelle ont marqué leur vie… Ils le racontent à Clara Georges. Cette semaine, Agnès, 56 ans, fonctionnaire à Lyon


XAVIER LISSILLOUR

En 1992, mon compagnon et moi sommes mutés à l'autre bout de la France. Nous sommes encore jeunes, sans enfants, et nous nous retrouvons loin de nos familles, de nos amis. Comme nous sommes dans un milieu professionnel convivial, soudé, nous passons du temps avec nos collègues. Il y a des apéros, nous nous voyons pendant les vacances. Un soir, une fête est organisée par un collègue de mon compagnon. C'est là que nous le rencontrons. Armand *[les prénoms et les lieux ont été changés]* est un homme très charismatique, qui monopolise l'attention. Il parle beaucoup et bien, avec intelligence. Il est plus âgé que nous – autour de 45 ans, tandis que nous sommes dans notre vingtaine. C'est une rencontre forte.

Bientôt, nous nous retrouvons le week-end, nous passons à l'improviste chez eux – il vit avec sa compagne, Elise, et leur petit garçon – pour prendre des apéros qui s'éternisent. Nous la découvrons aussi : c'est une femme qui me paraît plus calme, plus forte que lui. Nous passons des soirées à refaire le monde. Parfois, Armand a des coups de colère qui nous surprennent un peu, mais nous n'y prêtons pas plus attention que cela. Souvent, c'est en rapport avec leur fils et ce qu'il mange. Armand semble vouloir contrôler son alimentation. Etrangement, à chaque fois que le petit grignote quelque chose, c'est à Elise qu'il s'en prend.

Pendant deux ans, nous nous voyons beaucoup, puis mon compagnon et moi sommes de nouveau mutés. Notre amitié perdure. Chaque été, ils viennent passer trois ou quatre jours chez nous. Nous demandons à Armand d'être le parrain de notre fils. Puis, en 2002, il me demande d'être son témoin de mariage. Je suis un peu étonnée, car il est très proche de mon compagnon, mais je sais qu'il me respecte beaucoup, parce que je suis franche, féministe et révoltée à une époque où ce n'est pas très banal.

En 2003, mon mari et moi sommes en vacances quand nous apprenons la mort de l'actrice Marie Trintignant. Je me souviens exactement du moment où j'ai entendu la nouvelle à la radio. Cela nous a renversés. Nous aimions beaucoup Bertrand Cantat *[le chanteur de Noir Désir, condamné en Lituanie pour les coups et blessures ayant entraîné la mort de sa compagne]* ainsi que Marie Trintignant. C'est la première fois que les violences conjugales surgissent ainsi dans l'actualité. C'est un point de bascule, entendre parler de « crime passionnel » m'insupporte.

A notre retour, Armand, Elise et leur fils viennent quelques jours à la maison, avec leur camping-car parce que notre logement est trop petit pour les accueillir. Tout bascule un soir. Nous avons fini de dîner, les enfants sont couchés, on boit pas mal. D'un coup, il commence à s'en prendre à Elise pour quelque chose de parfaitement futile. Je ne me souviens même plus de quoi il est question. Elle le reprend, elle argumente. Soudain, au détour d'une phrase, nous comprenons qu'il la bat. Il n'y a aucun doute. Nous sommes pétrifiés. Non seulement elle le dit clairement, mais il assume. Nous sommes sous le choc. Lui est sous l'empire de l'alcool. Soudain, il se lève, très énervé, et part. Mon compagnon le suit, et reste discuter avec lui longuement.

Lorsqu'il nous rejoint, une heure plus tard, Armand est parti se coucher dans le camping-car et Elise a commencé à tout me raconter. En pleurant, mais avec un propos très construit, elle nous parle de la violence dont elle est victime, des humiliations qu'elle subit. Elle nous raconte les stratégies pour que cela ne se voie pas, les excuses qu'elle donne au bureau pour expliquer un œil au beurre noir.

« On s'est complètement plantés. On n'a rien vu. C'est difficile d'assumer cela »

C'est d'autant plus terrible que nous n'avons rien vu. *« Qu'est-ce qu'on fait ?,* lui dis-je. *Il faut que tu portes plainte. »* Mais elle ne veut pas. A force de discuter, nous avons l'impression qu'elle est d'accord pour qu'on l'aide à s'éloigner de lui. Mon compagnon propose de l'emmener chez sa mère à lui, qui vit à quinze minutes de chez nous. Ils partent tous les deux à l'aube. Je me retrouve seule à la maison, avec les enfants endormis. Je suis prise d'un accès d'angoisse. Je me dis qu'il va venir, s'apercevoir qu'elle n'est pas là, me demander des comptes. J'ai la peur de ma vie.

Mon compagnon rentre, nous dormons une ou deux heures avant que les enfants se réveillent. Il arrive. *« Où est-elle ? »* Nous lui expliquons. Il explose, nous insulte, s'en va, revient, repart à l'assaut. Mon compagnon est déchiré parce qu'il s'agit de son ami, je vois qu'il cherche à améliorer les choses, tandis que je suis partisane d'une rupture totale. Nous finissons par nous mettre d'accord pour appeler Elise, qui accepte de lui parler. Nous restons à côté. Ils se disputent longtemps. A la fin, il nous dit qu'elle veut bien qu'il aille la chercher. Nous nous en assurons auprès d'elle, et mon compagnon et Armand partent. Je le vis comme une trahison. Le lendemain matin, ils s'en vont dans une ambiance polaire.

On s'est complètement plantés. On n'a rien vu. C'est dur d'assumer cela. On en discute avec des amis, mais à cette époque, personne ne parle d'emprise ou de violence conjugale. Le discours qui revient, c'est que si les femmes battues restent, c'est qu'elles y trouvent leur compte. Armand appelle mon compagnon, il lui raconte qu'ils ont consulté un thérapeute de couple, qu'il va voir un addictologue, que cette crise a agi tel un révélateur. Je n'arrive pas à le croire. J'envisage d'appeler la police, mais pour dire quoi ?

Six mois plus tard, elle nous envoie une carte dans laquelle elle nous écrit que c'est dur, qu'elle ne va pas tenir. Je cours lui poster une lettre l'assurant de mon soutien. Pas de réponse. Je me sens impuissante. Mon compagnon est partisan de rester proches d'eux, pour tenter de les aider. Moi, je ne veux plus le voir. J'ai eu si peur que je suis prête à sacrifier Elise pour ne plus jamais le côtoyer.

Pendant quatre ans, nous n'avons guère de nouvelles. Puis, en 2008, nous recevons une lettre de lui, étrangement tapée à l'ordinateur. Je trouve le ton un peu délirant, avec des phrases alambiquées. En substance, il nous dit qu'il se bat contre ses addictions et sa violence. Il veut que je le pardonne. Il me reproche mon mutisme à moi, pourtant une « femme de gauche ». En gros, le sous-texte est que j'ai beau me proclamer humaniste, je ne suis pas prête à soutenir les gens en difficulté, comme lui. Quel culot ! Je mets plusieurs mois à répondre, mais je finis par lui envoyer une courte lettre, dans laquelle je lui dis que j'ai eu la peur de ma vie, ce jour-là, en 2003. Et qu'il m'est impossible de me forcer à revoir quelqu'un qui a battu sa femme.

Deux jours après, je reçois une lettre de lui. Il s'y présente comme une victime, fils d'un père alcoolique et violent. Puis il retourne la charge contre moi : il m'écrit que je vis dans un cocon et que je refuse de quitter mon confort pour lui tendre la main. Cette lettre est une honte. Il m'écrit : *« Ah bon, tu as souffert ? Mais ma compagne, elle, a doublement souffert, de ma violence et de ton abandon. »* C'est insoutenable de mettre cela sur le même plan. Il finit en m'interdisant de lui répondre. Je suis dans un état de fureur absolue. Je lui envoie un e-mail, très véhément. Dans les cinq minutes qui suivent, il m'écrit – en majuscules – *« JE T'AVAIS BIEN DIT DE NE PAS ME RÉPONDRE »*, suivi d'un énigmatique *« Good vibes ! »*. J'imagine qu'il me signifie que je choisis de profiter de ma vie de petite-bourgeoise, loin de lui.

Cette fois, la rupture est définitive, pour mon compagnon et moi. Nous sommes à un autre moment de notre vie : plus âgés, plus mûrs sans doute, nous comprenons mieux l'emprise et la manipulation. Nous sommes aussi à une autre époque. Quatorze ans plus tard, en 2022, nous recevons une lettre manuscrite d'Elise. Elle nous annonce qu'Armand est mort un an auparavant – il s'est pendu le jour où elle a enfin décidé de le quitter. Elle écrit qu'elle a mis beaucoup de temps, et que son cheminement a commencé chez nous, ce jour de 2003. Depuis, nous la revoyons. Elle garde à égalité sa terreur et sa fascination pour cet homme, sa jubilation d'en être libérée et sa douleur de l'avoir perdu.

INTIMITÉ



THÉOPHILE SUTTER

Seul au monde

Le besoin d'isolement, exacerbé par le télétravail, est contrarié par l'exiguïté des logements modernes. Une petite pièce, un placard sous l'escalier, voire un coin dans la salle de bains, suffit parfois pour se retrouver face à soi-même, sans être dérangé

Catherine Rollot

Casimir a joué l'immersion totale. C'est de sa « niniche », comme il l'appelle, que l'informaticien de 52 ans nous a raconté sa pièce à lui. Une tanière de 4 mètres carrés, prévue pour être un dressing, tout au bout d'un couloir. *« Avoir un espace à moi à la maison m'est essentiel. Dans mon précédent appartement, j'avais investi un coin dans le salon. J'ai fini par étouffer par manque de calme et de liberté d'esprit »*, raconte le père de famille qui vit, dans la Charente-Maritime, avec sa fille de 12 ans et sa compagne. *« C'est comme une minicabine de bateau, j'y entasse mes nombreux loisirs – informatique, création graphique, jeux vidéo et musique. En écartant les bras, je touche tous les murs, mais c'est mon espace de régénération où seul le chat s'invite parfois. »*

« Niniche », « bureau », « chambre », « cabane », « royaume », « sanctuaire »… Ces endroits à soi, où l'on ferme les écoutilles, pour travailler, s'adonner à ses passions ou simplement s'isoler des autres, interrogent la question des frontières de l'espace domestique. Aujourd'hui, chaque membre de la famille revendique son besoin d'intimité. La maison idéale doit concilier la douceur du vivre-ensemble avec la quête de liberté individuelle.

Le confinement et l'arrivée brutale du télétravail au milieu du trois-pièces cuisine a encore accentué ce besoin, mais aussi fait surgir un éléphant dans la pièce : les règles de répartition des mètres carrés disponibles. *« Tout d'un coup, tous les membres du foyer se sont retrouvés ensemble et, en même temps, dans un espace contraint*, observe Benjamin Pradel, sociologue, urbaniste et cofondateur d'Intermède, une coopérative d'activités liées à la transition des lieux, des territoires et des modes de vie. *Ce qui était vivable, au quotidien, dans un rythme désynchronisé, a explosé à la figure de beaucoup. »* Les mères de famille en particulier ont été les premières perdantes dans cette lutte pour l'espace. Un récent rapport de l'Institut national français d'études démographiques a montré que, pendant la pandémie, 42 % d'entre elles ont télétravaillé dans des pièces partagées contre 26 % des hommes.

Dans son appartement parisien, Marion, cadre dans le secteur pharmaceutique, mariée, trois enfants, a commencé pendant la crise sanitaire à s'enfermer dans sa salle de bains, pour s'accorder une pause, après une journée à télétravailler dans la pièce à vivre. Elle a gardé cette habitude. *« Hors heures de pointe de la toilette, la salle de bains est un endroit assez tranquille. J'ai réussi à y faire rentrer un petit fauteuil en osier. Je m'y pose, pour lire, écouter un podcast, ou simplement laisser mon esprit divaguer. Et, miracle, personne n'ose me déranger. »* Son rêve *« inabordable »* : acheter une chambre de bonne, au-dessus de l'appartement familial, pour en faire *« [s]a pièce à tout faire »*.

Sans domaine réservé, difficile pour les femmes et les mères de rompre avec la spirale de la disponibilité. *« Devant leurs écrans, elles sont des salariées télétravailleuses. A peine levées de leur chaise, il faut qu'elles redeviennent femme ou mère au foyer. Une double charge »*, résume Perla Serfaty-Garzon, psychosociologue et essayiste, dont les travaux portent sur l'intimité domestique et l'appropriation des lieux habités. Et ce, même dans les couples les plus égalitaires. *« L'homme a plus de facilité à s'extirper de la famille, à se ménager des respirations. Ce n'est pas uniquement une question de pièce à soi, mais aussi de temps à soi. Une femme va être plus facilement interrompue dans ses tâches, mais aussi dans ses moments de repos »*, précise Elsa Ramos, sociologue et chercheuse au Centre de recherches sur les liens sociaux.

Ce besoin d'intimité se heurte à l'évolution récente des habitations. Dans la plupart des métropoles, le prix des mètres carrés s'est envolé, comme l'espoir d'avoir une pièce en plus. Pourtant, 53 % des Français en rêvent (Baromètre Qualitel-Ipsos 2020). Le manque d'espace et de rangements pointe en tête des éléments d'insatisfaction. Selon une étude de l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement, datant de 2021, la surface moyenne des logements collectifs neufs en Ile-de-France a perdu 10 mètres carrés en vingt ans, passant de 70 à 60 mètres carrés environ. La conception même des logements neufs a réduit comme peau de chagrin toutes les possibilités d'appropriation d'un espace personnel. Disparus, placards, cellier, buanderie, et même cave. Sacrifiés, aussi, au nom de la rentabilité foncière, coins et recoins.

Pour augmenter artificiellement la sensation d'espace, les murs sont tombés, créant *« la fameuse pièce à vivre »*, salon-salle à manger-cuisine. Dans cet open space familial, seules les chambres, de plus en plus petites, servent d'ultimes refuges. Encore faut-il en avoir une : 41 % des familles françaises (d'au moins deux enfants) en appartement ne disposent pas d'une chambre par enfant, selon le baromètre précité.

Marie a toujours détesté travailler sur des grands plateaux ouverts. Comme un air de revanche, elle savoure, au fond de l'appartement familial, ses *« 9 mètres carrés pas très lumineux, sans grand intérêt, bourrés à craquer, mais tirés à quatre épingles. On y trouve un bon lit envahi d'oreillers, deux bureaux pour faire [s]es toiles et collages, un mur entier d'archives, de papiers, d'images et de revues en tout genre. Mais aussi tous [s]es vêtements et accessoires. »*

L'ancienne directrice artistique, 63 ans, a créé sa *« caverne »* pendant le confinement, en démarrant une nouvelle activité. *« Je m'y suis doublement confinée et réfugiée pour me ressourcer »*, raconte la mère de famille de deux étudiants qui vivent encore à la maison. *« J'en sors à regret pour vider une machine, songer à un dîner ou sortir le chien. C'est mon petit atelier-chambre-bureau-penderie magique, une pièce à quatre têtes très inspirante. »*

Les artistes et intellectuels ont toujours eu ou revendiqué le besoin d'avoir un cocon propice à la créativité. En 1929, l'écrivaine Virginia Woolf, dans son essai *A Room of One's Own* (« une chambre – ou un lieu – à soi », selon les traductions), affirmait que, pour être créative et indépendante, une femme avait besoin d'argent et d'une pièce à elle. Si petite soit-elle. Dans son appartement de la région parisienne, le *« coin d'écriture »* de Marie Navarro, universitaire et écrivaine, se trouve dans la cuisine, coincé entre l'évier et un buffet : *« Deux mètres carrés tout au plus, où j'ai installé une petite table de fer rouge, une chaise de jardin, pas vraiment confortable*, témoigne-t-elle. *Mais, en face de moi, je vois un bout de mon balcon et le ciel. Les mots se posent comme des oiseaux. »*

Charlotte Baczynski, 37 ans, cadre de la fonction publique, a établi sa *« grotte à création »* dans une chambre de sa grande maison louée avec son conjoint dans la campagne bretonne. Une table, un tour à poterie, quelques étagères remplissent son *« atelier de céramique »*. La jeune femme, enceinte de son premier enfant, en couple depuis dix ans, a toujours eu comme exigence d'*« avoir un lieu, un endroit où* [elle puisse se] *défouler sur de la terre, tout en écoutant en bruit de fond* [s]*es émissions ou* [s]*es podcasts sur des tueurs en série. »*

Ses 10 mètres carrés, qu'elle a *« plaisir à salir allégrement mais aussi à nettoyer quand elle en a envie »*, lui permettent de s'adonner à son hobby, mais aussi de *« [s]'extirper de la vie couple, du quotidien, de faire le vide »*. La nécessité d'avoir chacun son antre – son compagnon a, lui aussi, une pièce à lui – a pesé dans le choix de s'éloigner de la ville pour avoir un habitat plus grand et moins cher.

Pour conserver ce « je » dans le « nous » d'un logement commun, l'appropriation d'un lieu où l'on se sent bien compte plus que sa surface. Liam, chercheur en santé publique, 29 ans, a aménagé sa *« cabane »* sous l'escalier en bois du duplex qu'il partage avec son compagnon enseignant, en banlieue parisienne. Caché derrière un rideau, avec un matelas, des coussins, des peluches, des murs décorés de posters de jeux vidéo ou empruntant à l'univers de la fantasy, il y entasse *« des livres, une vieille Nintendo DS, un vieil iPod. C'est un minicoin régressif, plein de choses qui ne passeraient plus dans un univers d'adultes »*, s'amuse-t-il. *« Je m'y retire et, parfois, m'y endors. Mon conjoint, dont le royaume est plutôt la cuisine, en rigole et accepte que je colonise ce qui pourrait être un espace de rangement supplémentaire. »*

Au sein de la maisonnée, décrocher un bout de territoire nécessite souvent arrangements et compromis. Même quand la place ne manque pas, chacun doit lâcher du lest. Damien Sizaret, 49 ans, chef de projet dans la région bordelaise, a déménagé il y a quelques mois son *« désordre »* dans une pièce de 14 mètres carrés, qui lui fait office de bureau de télétravail, de studio de musique, mais aussi de garage pour son vélo-cargo. Installé auparavant dans un vaste espace dépendance-garage, il a consenti à céder *« [s]on coin »* à sa femme, professeure de yoga, qui l'a aménagé pour y dispenser des cours.

Son espace à lui est rempli à bloc, *« loin de la déco minimaliste et de l'épure »* prisées par sa femme. Il y savoure son *« bordel organisé »* où cohabitent huit guitares, une batterie, un pied de micro, une multitude de câbles électriques, un établi pliant, deux armoires et un écran d'ordinateur. Une « chambre », comme il l'appelle, qu'il ne ferme pas à clé. Mais *« comme tout ado de 50 ans qui se respecte, j'apprécie que l'on frappe avant d'entrer quand la porte est close »*, plaisante-t-il.

« Il y a plusieurs façons de marquer son territoire personnel dans les communs, sans avoir obligatoirement une pièce à soi », rappelle le sociologue et urbaniste Benjamin Pradel. Il suffit ainsi pour Denis Pires, jeune retraité de la RATP, de s'asseoir à son vieux bureau en merisier situé dans un coin de sa chambre à coucher, près de la fenêtre, pour se retrouver *« dans* [s]*on sanctuaire »*. Offert par son frère, ce meuble en marqueterie est toujours bien ordonné. *« A la minute où je m'y installe, je ressens de la sérénité*, décrit le quinquagénaire. *C'est un peu comme un lieu sacré, propice à la lecture et à l'étude de mes premières amours, les sciences. »*

A 30 ans, Johann Breit, chercheur postdoctorant en chimie environnementale, installé depuis deux ans et demi dans le nord de la Suède, avec sa compagne, elle aussi scientifique, s'est acheté un vieux secrétaire, installé dans un coin de la chambre conjugale. *« Depuis l'enfance, j'ai toujours eu un bureau à moi sur lequel je plaçais méthodiquement ma collection de statuettes égyptiennes, en commençant toujours par le dieu Thot, celui de la science, de la sagesse et de l'écriture*, détaille le jeune chercheur. *Adulte, j'ai conservé ce besoin de matérialiser mon espace personnel, pour me sentir bien chez moi. »*

Contrairement au grand bureau dans la chambre d'ami dont dispose sa femme pour travailler, le petit secrétaire de Johann Breit ne sert que pour ses projets personnels, *« comme écrire des histoires, peindre ou dessiner »*. Pour télétravailler, il s'installe dans la salle à manger sur un coin de table. *« Quand je me pose, ne serait-ce qu'une heure devant mon secrétaire, c'est comme si je rentrais dans une bulle. »* A son bonheur, seul manque le dieu Thot. Par peur de la casser pendant le voyage, la statuette est restée dans la maison de famille, dans les Pyrénées.

« J'AI FAIT RENTRER UN PETIT FAUTEUIL EN OSIER DANS LA SALLE DE BAINS. JE M'Y POSE, ET MIRACLE, PERSONNE N'OSE ME DÉRANGER », CONFIE MARION, MÈRE DE FAMILLE, À PARIS

LOISIRS

L'escape game est dans le pré

Chercher un chemin bien dissimulé au milieu de plants de maïs de 2,5 mètres de haut en répondant à des énigmes : les labyrinthes végétaux séduisent les familles et apportent des revenus aux agriculteurs

Catherine Rollot

L'étendue verte s'étale jusqu'à la limite d'une barrière d'arbres. A l'intérieur, le bruissement des feuilles accompagne l'explorateur, prêt à se perdre dans le dédale végétal. En ce début de matinée, l'air est déjà chargé de chaleur, les cigales stridulent. Casquette vissée sur la tête, sac à dos garni d'une bouteille fraîche, Magali est venue dès l'ouverture, impatiente de se perdre dans ce champ de maïs de 2,5 hectares transformé en labyrinthe géant.

La travailleuse sociale connaît bien l'endroit, pour y être déjà allée avec ses deux enfants et son mari. Mais son enthousiasme reste intact. *« J'adore ! J'ai suivi sur les réseaux sociaux l'avancée de la pousse puis l'élaboration du labyrinthe. Cette année, c'est sur le thème des insectes »*, lance-t-elle, avant de s'engouffrer dans le dédale opaque et touffu, avec Naël, un garçonnet dont elle a la charge. *« On prend à droite ou à gauche ? On essaye par là, ce n'est pas possible d'être déjà paumée… »*

Depuis trois ans, de fin juin à fin octobre, Karine et Nicolas Tonnaire transforment une parcelle de leur exploitation agricole d'une vingtaine d'hectares en un mini-parc de loisirs éphémère. Dans leur labyrinthe Les Hautes Herbes, situé à Entraigues-sur-la-Sorgue (Vaucluse), les visiteurs ne trouveront ni manège ni attraction sophistiquée, mais le plaisir simple de s'enfoncer à travers la végétation et de s'orienter en répondant à des énigmes, charades et autres devinettes, dispersées le long du parcours. En 2023, plus de quatre mille visiteurs, dont les deux tiers originaires de la région, ont joué les égarés volontaires pendant une heure trente, la durée moyenne pour trouver la sortie.

Le couple d'agriculteurs n'est pas le seul à avoir transformé son terrain de cultures en un terrain de jeu. Un peu partout, les parcs de maïs essaiment. La majorité est gérée par des exploitants agricoles, qui se sont lancés seuls ou avec l'aide d'une franchise. La plupart y voient un moyen de se diversifier et d'assurer à leur exploitation de nouveaux revenus ou débouchés.

Au printemps 2022, face aux difficultés du secteur, Nicolas Tonnaire, 48 ans, maraîcher pendant vingt ans, décide de troquer la culture des légumes contre celle des céréales (blé et orge), moins aléatoire, mais aussi de se lancer dans l'agrotourisme. *« Pour pouvoir continuer dans le métier, il fallait trouver une solution »*, raconte ce fils d'agriculteur. *J'avais entendu parler de l'existence de nombreux labyrinthes végétaux sur la façade Atlantique. Dans notre coin, il n'y en avait pas. Pourquoi ne pas essayer ? »*


Le labyrinthe végétal aménagé sur la ferme de Philippe Léorat, à Charmes-sur-Rhône, en Ardèche, en 2020. PHILIPPE LÉORAT

Le couple s'improvise concepteur et traceur de labyrinthe. Karine, 51 ans, ancienne professeure de danse, s'occupe du dessin et de l'élaboration des énigmes. *« Il faut commencer à dessiner par le chemin principal, de l'entrée jusqu'à la sortie, on rajoute ensuite toutes les voies sans issue »*, détaille la mère de deux enfants. Une fois le parcours couché sur papier millimétré, il ne reste plus qu'à le reporter en grandeur réelle sur la parcelle. Chaque été, la forme du parcours et le fil conducteur des devinettes et énigmes varient.

Nicolas Tonnaire se charge de l'aspect technique. Quand les plantules de maïs atteignent une cinquantaine de centimètres, il crée le labyrinthe, en coupant à la faux pour dégager les allées. Un travail fastidieux qui lui prend une bonne semaine. A maturité, la céréale forme des murs parfaits hauts de 2,5 à 3 mètres. En novembre ou décembre, *« ce maïs tardif est récolté puis vendu pour l'alimentation animale »*. Les revenus tirés du labyrinthe pèsent déjà pour un tiers dans le chiffre d'affaires de l'exploitation.

Loin des parcs d'attractions bondés et beaucoup moins abordables (les moins chers débutent à 30 euros l'entrée) ou des escape games des villes, l'aventure en épis attire une clientèle essentiellement familiale, séduite par la simplicité du concept. *« C'est une activité de plein air, où aucun équipement n'est nécessaire, accessible à tous et adaptée à quasiment toutes les bourses »*, résume Marie Guilbert, cofondatrice, avec son mari, Frédéric, de l'entreprise Pop Corn Labyrinthe, qui, en quinze ans, a réussi à construire un réseau d'une quarantaine de sites. Pour intégrer la franchise, les candidats – en majorité des agriculteurs – versent un droit d'entrée de 10 000 euros en échange d'une formule clés en main (installation du labyrinthe, matériel pédagogique, travailleurs saisonniers) et d'une promesse de rentabilité au bout d'un an.

De grandes tailles (autour de 4 hectares, soit 5 kilomètres de chemins), les « pop corn labyrinthes » accueillent chacun 7 000 personnes par an en moyenne. Chaque été, une dizaine de nouveaux sites ouvrent avec leurs lots de nouveautés, par exemple des parcours nocturnes de type « nuit de l'horreur dans les maïs ».

Dans l'Ardèche, Philippe Léorat est un des premiers à s'être lancé tout seul dans ce loisir estival. A 64 ans, il en est à son vingt-troisième labyrinthe dont le thème, cette année, est les Jeux olympiques.

Depuis 2001, il consacre 3 hectares sur les 50 de son exploitation (arboriculture et céréales) à ce qui est devenu une véritable passion et une étape touristique réputée pour les quelque 8 000 visiteurs qui s'arrêtent chez lui chaque été. L'aspect créatif, ludique mais aussi pédagogique guide son grand œuvre végétal. *« C'est l'occasion de sensibiliser les visiteurs au monde agricole, mais aussi, plus largement, à la nature »*, estime celui qui, pour limiter l'irrigation, a entrepris, depuis 2017, de remplacer peu à peu le maïs par de l'herbe à éléphant (*Miscanthus*), une plante originaire d'Asie moins gourmande en eau. *« En 2025, fini les céréales, tout le labyrinthe sera tracé au milieu de cette graminée résistante à toutes les maladies, et qui peut être vendue à la fin de la saison en paillis, litières, isolants. »*

Retour dans le Vaucluse. Magali et Naël ont trouvé la sortie après avoir crapahuté plus d'une heure. *« C'est plus tortueux que l'année dernière »*, estime Magali, heureuse d'avoir fait *« plus de la moitié des 10 000 pas journaliers conseillés, et en s'amusant »*.

Au hasard du parcours, le duo aurait pu croiser Mélissa, infirmière, venue d'Orange (Vaucluse) avec ses deux enfants, Sienna et Leandro, et un de leurs copains, Lenny, tous un peu fatigués d'avoir tourné en rond. *« Quand on a vu que ça faisait cinq fois que l'on passait devant l'indice papillon rouge, on a appelé Nicolas, qui est venu nous aider à retrouver le droit chemin. On est quand même fiers d'en être sortis. »* Pour se remettre de leurs émotions, les naufragés champêtres peuvent profiter des jeux en bois, piste de kart à pédales et des tables pour pique-niquer à l'ombre mis à leur disposition. A l'abri de la tonnelle, il sera alors peut-être temps de sortir une salade composée, avec des grains de maïs. Doux, celui-ci.



« La Villa des cœurs brisés », fabrique du couple « goal »

Magali Cartigny

Benoît est célibataire depuis 1787 jours. *« Encore deux jours et je prenais la Bastille »*, ironise-t-il devant les autres « cœurs brisés ». Pour la neuvième saison de cette télé-réalité diffusée par TFX, l'émission démarre comme à son habitude par *« la cérémonie de la table ronde »*, où les candidats vont livrer un à un, autour d'un feu de camp, les raisons auxquelles ils attribuent leur célibat, leur enfance difficile et leur *« problématique »* en amour : *« On m'abandonne toujours »*, *« Je multiplie les conquêtes »*, *« L'amour m'a anéanti »*, *« Je suis toxique »*, etc.

Sur l'île de Lombok, en Indonésie, six filles et six garçons vont *« renouer avec eux-mêmes pour, enfin, arriver à s'aimer »*, promet le générique. Pour cela, ils devront *« se mettre à nu »* face à la « love coach » Lucie Mariotti, ersatz cathodique de la fée des Lilas del *Peau d'âne*. Comment ? En parlant, notamment, à leur enfant intérieur. *« Qu'est-ce qu'elle veut cette petite fille ? »*, demande la coach à une candidate en pleurs devant une photo d'elle à 6 ans. *« De l'amour »*, répond la jeune femme. *« Donne-le-lui. »* Problème d'estime de soi réglé. Pourquoi s'embêter à faire dix ans d'analyse ?

Réunissant en moyenne 300 000 téléspectateurs par épisode, « La Villa des cœurs brisés » est un condensé de recettes qui ont fait leur preuve : une pincée de « Koh Lanta » (l'exotisme, l'isolement, le feu de camp), saupoudrée de « Pascal, le grand frère » (quoi de mieux que casser des briques pour évacuer sa colère) et des « Anges » et autres « Marseillais » (on se « positionne » sur un candidat pour faire couple et on se dispute l'être aimé entre filles, si possible). Quelques clashs, des baisers langoureux, des larmes de crocodile, des seins en silicone, des barbus tatoués et le tour est joué. S'ils trouvent l'amour parmi les autres candidats ou les prétendants qu'on leur présente, leur avenir est quasi assuré. Couple « goal » (star) est désormais un métier, sa mise en scène sur les réseaux, une source de revenus.

Cette année encore, la majorité des candidats ne sont pas des inconnus mais des professionnels de la télé-réalité, qui excelle toujours autant dans le recyclage. Le monstre se nourrit de lui-même. Ainsi Vincent Queijo a démarré sa carrière, il y a douze ans, dans « Secret Story 7 ». C'est dans la « Villa », en 2019, qu'il rencontre Rym, alors star de télé-réalité en Espagne. Deux enfants plus tard, on les retrouve tout naturellement dans « Mamans & célèbres » (ou devant un risotto raté dans « Un dîner presque parfait »). Leur séparation difficile leur a apporté pas mal de nouveaux abonnés.

Benoît Dubois fait également son grand retour. Vainqueur de « Secret Story 4 », puis animateur télé, remarqué pour ses traits d'esprit tendance langue de vipère, il est le premier homosexuel (et le seul à ce jour) à avoir percé dans le milieu. Avec Juliette, autre revenante à forte personnalité (on ne l'avait plus vue depuis « Secret Story » il y a treize ans), ils débriefent les moments forts de l'émission dans un programme court uniquement diffusé sur la plate-forme de TF1, « Les Commérages de Benoît ». Alors que « La Villa » se noie dans les bons sentiments et une bienveillance de façade, feignant d'ignorer qu'elle livre en pâture des jeunes gens en quête de notoriété, ces pastilles dézinguent en deux minutes une machinerie réglée au cordeau, avec l'aval de la production. Leur villa : *« Du béton ciré avec trois jarres pour faire couleur locale et des coquillages ramassés à marée basse »*. Le casting féminin : *« Oh les filles, oh les filles, elles nous rendent marteau »*, chantent-ils. *« Ça, c'est une "réf" pour la ménagère. Si on peut en choper une ou deux au passage. »* La nouvelle prétendante, Solène : *« Elle est arrivée sur la plage en crabe, on aurait dit Ivanka Trump ou la méchante dans* [la série] Côte Ouest. *Ils l'ont mis dans un charter pour venir ici, elle s'en fout, elle est au chômage. »*

Comble du cynisme ou effort de transparence, ces bonus apportent un nouvel éclairage sur ce qu'est, au fond, la télé-réalité. Un système où personne n'est dupe et où chacun joue son rôle. Il n'y a pas de sous-métier. Du moins pour ceux qui en ont saisi les enjeux.

UN APÉRO AVEC…

CÉDRIC DOUMBÈ

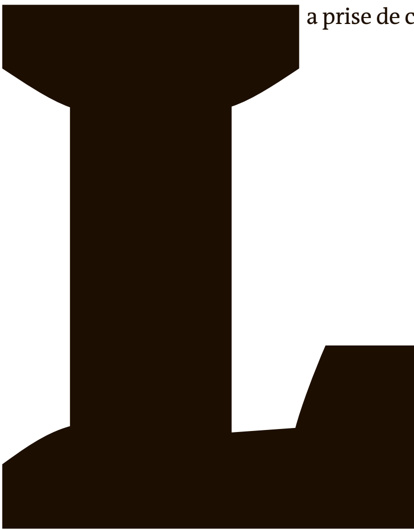
Chaque semaine, « L'Epoque » paie son coup. La star française du MMA est le roi du « trash-talking ». Ses punchlines venimeuses et ses provocations au goût parfois douteux transforment chaque combat en événement



A la Brasserie de l'Hôtel de Ville, à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), le 28 juin. CYRIL ZANNETTACCI/ VU' POUR « LE MONDE »

« Je mets tout le monde K.-O., c'est un de mes défauts »

Marie Slavicek



La prise de contact avait été plutôt fraîche. *« Cédric ne va jamais dans un café ou un bar. Donc, le lieu choisi n'aura pas de valeur particulière à ses yeux »*, avait répondu son manageur à notre proposition d'« apéro avec ». Ça arrangeait la star française du MMA (arts martiaux mixtes) que l'on se retrouve *« vers Asnières-sur-Seine »*, pas loin de là où il habite. On a donc opté, complètement au pif, pour la brasserie située en face de l'hôtel de ville. Le jour J, un vendredi après-midi de juin, il a choisi sa boisson tout seul : devant un Perrier fraise, Cédric Doumbè s'est plié aux demandes du photographe, l'air vaguement soûlé de celui qui préférerait être ailleurs. Peut-être faut-il simplement voir dans cette forme de nonchalance une grande sérénité… Avec lui, difficile de savoir s'il joue un rôle ou non.

On peut affirmer sans risque de se tromper que le bonhomme est un petit génie de la communication. Celui qui combat dans la catégorie des mi-moyens (entre 70 et 77 kilos) est un poids lourd des réseaux sociaux. Il cumule 1,2 million d'abonnés sur Instagram, plus de 500 000 sur TikTok et presque autant sur X. « The Best » – le surnom qu'il s'est attribué avec toute la modestie qui le caractérise – est un maître du *trash-talking* (« provocation verbale »), une pratique courante en MMA, qui sert autant à perturber l'adversaire qu'à attiser l'intérêt des spectateurs. Volontiers insolent et grande gueule, le Franco-Camerounais de 32 ans transforme chacun de ses combats en événement à ne pas manquer.

Le 30 septembre 2023, il affronte Jordan Zébo. Des semaines avant, Cédric Doumbè fait monter la sauce avec trois mots : *« Jordan, t'es mort. »* Une punchline reprise en boucle par ses fans – le gimmick a également été mobilisé, au lendemain du premier tour des élections législatives, dans le clip controversé *No pasaran*, un rap contre l'extrême droite. Le soir du combat contre Zébo, jamais en manque d'inspiration, ou toujours dans la surenchère, c'est selon, Cédric Doumbè s'avance vers la cage en portant un matelas sur lequel est inscrit *« Bonne nuit Jordan »*. Un *low kick* (« coup de pied bas ») suivi d'un crochet du gauche dévastateur lui permettent de « coucher » Jordan Zébo en seulement neuf secondes. C'est le K.-O. le plus rapide de l'histoire de la Professional Fighters League, la ligue de MMA dans laquelle Cédric Doumbè évolue. *« Je mets tout le monde K.-O., c'est un de mes défauts. Les gens se plaignent parce que mes combats ne durent pas assez longtemps »*, commente-t-il tranquillement en tripotant sa paille.

A l'en croire, Cédric Doumbè est né avec un don pour le spectacle. D'ailleurs, il se voit acteur ou humoriste depuis tout gamin. L'image qu'il renvoie ? *« C'est juste l'expression de qui je suis. J'aime divertir, faire le pitre et attirer l'attention. »* Le public jubile. Ses adversaires goûtent moins ses sorties. *« C'est le jeu*, tranche l'intéressé. *Ça les déstabilise et, du coup, ça rend ma victoire un peu plus facile. Et puis, fanfaronner avant un fight, ça enlève une partie de la pression. C'est aussi une manière de désacraliser l'enjeu. »* On était à deux doigts d'acheter le narratif du showman inné quand on lui a demandé comment il se comportait loin des caméras. *« Le Cédric privé est aux antipodes du Cédric médiatique. Il est plutôt timide, réservé, très pudique, dans la retenue… »*, a-t-il répondu. Devant notre mine interloquée, il a ajouté : *« Peut-être que le sport, c'est un exutoire. »* Bon, alors, c'est du chiqué ou c'est naturel ? *(Spoiler)* Etant donné que l'on n'est pas psy, on n'a pas réussi à résoudre l'énigme en une heure d'entretien. Une chose est sûre, Cédric Doumbè est un personnage bien plus complexe qu'il n'y paraît.

Tout cela éclipserait presque son impressionnante carrière de combattant. Le petit prince du MMA fut d'abord, à la fin des années 2010, le roi du kickboxing, une boxe pieds-poings. Sept fois champion du monde du Glory, l'équivalent de la Ligue des champions pour cette discipline, il totalise soixante-quinze victoires, dont quarante-cinq par K.-O., sept défaites et un nul. La gouaille et le punch de Cédric Doumbè sont déjà à l'œuvre, mais la notoriété, elle, se fait attendre. En janvier 2020, le MMA est finalement autorisé en France et rencontre vite un fort engouement. Une occasion en or pour le kickboxeur, avide de reconnaissance et de nouveaux défis. Le 1er novembre 2021, Cédric Doumbè remporte son premier combat en MMA par K.-O. technique dès la première reprise.

Il affiche désormais un palmarès de six victoires, toutes obtenues avant la limite, et une défaite – ou plutôt une écharde. Le 7 mars 2024, le choc tant attendu entre « The Best » et Baysangur Chamsoudinov, dit « Baki », se termine de façon ubuesque après une décision surprenante et contestée de l'arbitre. Au début du troisième et dernier round, Cédric Doumbè lui signale qu'un corps étranger est planté dans son pied et demande un temps mort pour le retirer. Devant une Accor Arena médusée, l'arbitre interrompt l'échange et déclare « Baki » vainqueur par K.-O. technique. Sur les réseaux sociaux, Cédric Doumbè joue la carte de l'autodérision en évoquant *« un sujet épineux »*. Mais son ego est froissé. *« J'avais le seum »*, confesse-t-il. Deux mois plus tard, il remonte sur l'octogone… armé d'un aspirateur. Et expédie l'Américain Jaleel Willis en moins d'une minute et trente secondes. Pour le coup, il s'était bien gardé de chambrer son adversaire.

Cédric Doumbè naît au Cameroun, le 30 août 1992. Le même jour, son père meurt dans un accident de voiture. Malgré ce drame, il vit une enfance heureuse entouré de proches aimants. Quand il a 9 ans, sa mère, qui a *« tout donné »* pour que sa sœur et lui ne manquent de rien, part travailler en France. Direction, le 18e arrondissement de Paris, où la petite famille reste trois ans, puis Angoulême. A 16 ans, il découvre les arts martiaux par hasard. Il y a une salle juste en face de chez lui. Il voudrait apprendre la boxe anglaise, celle pratiquée par Muhammad Ali ou Mike Tyson. Raté, on y enseigne le full-contact. Pourquoi pas ? Sa mère refuse : hors de question qu'il rentre à la maison le nez en chou-fleur. L'adolescent s'inscrit quand même et va aux entraînements en cachette.

Elevé dans la foi chrétienne, il décide de se convertir à l'islam pendant le confinement. *« La religion m'apporte un cadre, une ligne de conduite »*, détaille celui qui est aujourd'hui marié et père d'un garçon de 2 ans. *« Le Cédric d'avant était beaucoup moins sage »*, glisse-t-il en souriant. Puisqu'il sait où il va, Cédric Doumbè trace sa route, indifférent, jure-t-il, aux commentaires des *haters* (« rageux »). *« Plaire à tout le monde est une quête vaine »*, philosophe-t-il. Alors pourquoi se brider ? Cédric Doumbè se moque, frime, partage ses avis et rembarre à tour de bras. *« La plupart des gens parlent sans assumer derrière. Moi, je parle et je fais »*, martèle l'athlète qui claironne après ses combats : *« Eh ! Je vous avais dit quoi ? »*

Conscient de son influence auprès de nombreux jeunes, il refuse de s'exprimer sur des sujets qu'il maîtrise mal, comme la politique. Il essaie toutefois de mettre sa notoriété au service de causes qui le touchent. Dans la foulée de sa victoire express contre Jordan Zébo, il révèle que son ancien coach, Fernand Lopez, a été l'auteur de violences conjugales. D'aucuns l'accusent de laver son linge sale en public pour faire le buzz. *« C'était très spontané, ça venait du cœur »*, souligne Cédric Doumbè, qui met en avant son engagement auprès de la Maison des femmes, une association d'aide aux victimes de violences installée à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Le trentenaire, qui entend *« marquer l'histoire du sport, et au-delà »*, est pour l'heure focalisé sur deux projets : un combat contre l'Américain Anthony Pettis, probablement en novembre ; et un film avec Jean-Claude Van Damme, qui lui permettrait de concrétiser son rêve de devenir comédien. *« Avoir un rêve, c'est bien. Après, il faut voir si l'on est réellement fait pour ça. On verra bien… »* C'est rare un Cédric Doumbè qui doute.

« J'AIME FAIRE LE PITRE. ÇA DÉSTABILISE L'ADVERSAIRE ET ÇA ENLÈVE UNE PARTIE DE LA PRESSION »

PLAYLIST

> DERNIER FILM VU AU CINÉMA
« Le Comte de Monte-Cristo »

> DERNIÈRE SÉRIE REGARDÉE
« Top Boy » (Netflix)

> DERNIER SPECTACLE VU
Redouane Bougheraba

> DERNIER APPLI TÉLÉCHARGÉE
« Dream Talk » (qui enregistre les paroles prononcées durant la nuit)

GIORGIO ARMANI